INNERGEX

Réponses du pétitionnaire aux contributions du public

Dans le cadre de la consultation du public pour le projet éolien des Grandes Vallées à Neuvy-en-Dunois
Du 13/04/2026 au 13/07/2026

Version anonymisée

Parc éolien des Grandes Vallées SAS
Étoile Part-Dieu,
190 avenue Thiers,
69006 LYON

17 juillet 2026

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 4

Publicité de l'avis de consultation du public 4

Rapport d'activité sur le registre dématérialisé 5

Avis des collectivités 6

Conclusion générale sur la consultation et sur les thématiques principalement abordées dans les contributions du public 7

Synthèse des contributions 10

Synthèse des réponses du pétitionnaire 12

Contribution n°1 14

Contribution n°2 15

Contribution n°3 40

Contribution n°4 44

Contribution n°5 45

Contribution n°6 46

Contribution n°7 47

Contribution n°8 48

Contribution n°9 49

Contribution n°10 50

Contribution n°11 51

Contribution n°12 53

Contribution n°13 à 20 54

Contribution n°21 59

Contribution n°22 62

Contribution n°23 63

Contribution n°24 67

Contribution n°25 71

Contribution n°26 72

Contribution n°27 & 28 87

Contribution n°29 93

Contribution n°30 94
Contribution n°31 99
Contribution n°32 101
Contribution n°33 102

Introduction

Le projet éolien des Grandes Vallées a été initié en 2021 et prend place sur la commune de Neuvy-en-Dunois (28800). Il se compose d'un poste de livraison et de quatre éoliennes dont le modèle n'est pas encore défini mais dont les dimensions maximales sont les suivantes :

- Hauteur totale : 180 m
- Hauteur du moyeu : 114 m
- Diamètre du rotor : 140 m
- Garde au sol : 42 m
- Puissance unitaire : 4,26 MW

La demande d'autorisation environnementale du projet éolien des Grandes Vallées a été déposée en préfecture d'Eure-et-Loir le 12 juin 2025 puis complétée le 02 décembre 2025.

En date du 06 janvier 2026, le dossier a été considéré complet et régulier par la préfecture et la DREAL, engageant les phases d'examen du dossier et de consultation du public. Conformément à la Loi industrie verte qui revisite le déroulement de l'instruction des dossiers éoliens notamment, ces deux phases sont initiées en parallèle.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) a alors rendu son avis sur le dossier en date du 02 mars 2026. Parallèlement, la préfecture a lancé les démarches pour initier la consultation du public qui s'est tenue du 13 mars au 13 juillet 2026.

Le présent mémoire retrace le déroulé de la phase de consultation, motive l'intérêt et la pertinence du projet au regard des contributions et des avis rendus, propose une synthèse des contributions apportées par le public et fournit des réponses à ces contributions le cas échéant.

Plusieurs informations déjà présentées dans le PV de synthèse sont redonnées ici afin d'assurer la compréhension de ce mémoire ; et ce, indépendamment des autres documents constituant le rapport de l'enquête.

Publicité de l'avis de consultation du public

Désignée par le Tribunal Administratif d'Orléans en date du 18 mars 2026, Madame SCHUHMACHER a assumé le rôle de commissaire enquêtrice. Après avoir défini les dates clés de la consultation, en collaboration avec la préfecture, l'avis de consultation du public a été édité puis envoyé collectivités concernées ainsi qu'au pétitionnaire en date du 20 mars 2026.

Conformément aux réglementations relatives à la publicité de l'avis, ce dernier a été affiché, dans les quinze jours précédant le début de la consultation :

- Sur le site du projet en format A2 et fond vert,

- Dans toutes les communes dans un périmètre de 6km autour du projet,
- Sur le site internet de la préfecture,
- Sur le registre dématérialisé (pré-ouvert pour l'occasion),
- Dans deux journaux locaux (l'Est Républicain et Horizons).

Plusieurs constats d'huissiers ont été réalisés et permettent d'attester de la publicité maintenue tout au long de la consultation mais également du bon accès au registre dématérialisé sur cette même période.

L'ensemble des réglementations relatives à la phase de consultation, définies à l'article L.181-10-1 du Code de l'environnement a donc été respecté.

Rapport d'activité sur le registre dématérialisé

Sur les trois mois de consultation, le registre a été visité de manière constante comptabilisant au total 4 863 visiteurs uniques parmi lesquels 71% ont téléchargé au moins un document.

Seulement 19 contributions provenant d'adresses IP différentes ont été enregistrées, ce qui représente 0,4% des visiteurs et montre donc la relativement faible participation du public intéressé. En revanche, vu le contenu des contributions, il semble ressortir que la plupart d'entre elles ont été rédigées par des habitants de la commune ou des alentours, ce qui traduit un intérêt du public très localisé. En effet, seulement trois d'entre elles semblent ouvertement provenir de l'extérieur du département et même de la région.

Outre l'avis de consultation, les pièces les plus téléchargées sont :

- La description du projet (182)
- Le plan de masse (143)
- Le volet paysage et patrimoine (143)
- La réponse du pétitionnaire à l'avis de la MRAe (134)
- L'étude d'impact environnementale (133)

Moins consulté encore, le résumé non-technique a été téléchargé 118 fois. Il est notable que les pièces constituant la description générale du projet et faisant état de l'ensemble des études réalisées aient été téléchargées en moyenne 150 fois chacune[1] alors même que le registre comptabilise 4493 téléchargements. Sans préjuger des implications de cette état de fait, il est intéressant de noter que le nombre de visiteurs n'induit pas nécessairement une diffusion et une appropriation globale des enjeux du projet auprès de l'ensemble du public.

[1] Les pièces traitant de l'ensemble des sujets de l'étude d'impact sont, avec plus ou moins de détails, la description du projet, l'étude d'impact et son résumé non-technique.

Avis des collectivités

Conformément à l'article L.181-10 du Code de l'environnement, la préfecture invite les collectivités situées dans un rayon de 6 km du projet à délivrer un avis sur la demande d'autorisation environnementale. On remarque qu'en plus de Neuvy-en-Dunois et de la Communauté de Communes du Bonnevalais, seules des communes limitrophes ont soumis une délibération, ce qui semble indiquer que l'intérêt porté au projet par les collectivités est relatif à sa proximité. Les avis sont les suivants :

Collectivité	Date de la délibération	Avis	Pour	Contre	Abstention
Pré-St-Martin	15/04/2026	Défavorable	1	8	2
Bullainville	11/05/2026	Favorable	10	0	0
Villars	12/05/2026	Favorable	10	0	0
Sancheville	26/05/2026	Favorable	12	0	1
Le Gault-St-Denis	02/07/2026	Favorable	9	0	5
Les Villages Vovéens	02/07/2026	Favorable	29	0	0
ComCom de Bonneval	23/04/2026	Favorable	42	0	3
Neuvy-en-Dunois	05/06/2026	Favorable	9	0	0
TOTAL			**122**	**8**	**11**

Au global, les élus locaux sont très majoritairement favorables au projet des Grandes Vallées, ce qui ce qui reflète la politique locale instituée par la Communauté de Commune du Bonnevalais qui se montre très impliquée dans la planification de l'éolien sur son territoire. Cette dynamique fait également écho à la volonté politique du département[2] qui encourage le développement éolien principalement sur les territoires du Cœur de Beauce et de l'Est du Bonnevalais où se situe le projet éolien des Grandes Vallées.

On remarque que seule Pré-St-Martin a voté défavorablement au projet. Il convient toutefois de préciser que la commune s'est historiquement opposée aux récents projets éoliens développés sur le territoire. En effet, sur cinq projets depuis 2023, quatre ont reçu un avis défavorable et un n'a pas reçu de délibération[3]. Sans pour autant réduire le poids de l'avis de Pré-St-Martin dans cette phase de consultation, il parait important de préciser qu'il traduit vraisemblablement une opposition de principe à la filière éolienne et non pas au projet des Grandes Vallées spécifiquement ; d'autant que l'avis n'a pas été motivé par le conseil.

[2] En 2024, la DDT28 a publié les États Généraux des EnR qui définissent les secteurs favorables à l'éolien en tenant compte d'un certain nombre de sensibilités environnementales. La majorité de ces secteurs se situent dans l'Est du Bonnevalais et du Cœur de Beauce.

[3] Les avis défavorables rendus par Pré-St-Martin concernent les projets de Marchellion, du Bois Joly, de Reviers, de Gâtines et de Montguérin. Le conseil ne s'est pas prononcé en 2025 au sujet du projet d'Aura du Tuilé à Pré-St-Evroult.

Conclusion générale sur la consultation et sur les thématiques principalement abordées dans les contributions du public

Aspect réglementaire :
En conclusion de cette phase de consultation, nous noterons que les formalités de publicité de l'avis de consultations du public ont été respectées. Le registre dématérialisé est resté accessible en tout temps et les réunions et permanences publiques ont pu être tenues aux dates et horaires prévus. La phase de consultation s'est déroulée sans accro et dans la bonne entente entre les parties.

À la connaissance du pétitionnaire, aucun conseiller intéressé directement ou indirectement a pris part aux délibérations émises par les collectivités. Certains contributeurs évoquant ce doute pourront prendre connaissance des comptes-rendus des conseil municipaux pour s'en assurer.

Acceptabilité locale :
La participation du public et des collectivités est modérée mais centrée sur le territoire de Neuvy-en-Dunois et alentours, ce qui traduit l'implication d'un public local et donc concerné directement par le projet. Globalement, ce dernier semble jouir d'une bonne acceptabilité sociale comme le traduit les avis favorables grandement majoritaires. En effet, on recense 10 contributions favorables pour 5 défavorables toutes provenant d'adresses IP distinctes. De plus, 93 élus sur 112 ont rendu un avis favorable sur le projet lors des conseils municipaux et communautaire.

Impacts du projet – volets naturel, paysager et acoustique :
À l'échelle départementale, le choix du site se justifie largement par une volonté d'éviter les sensibilités principalement recensées :

- Espaces protégés (PNR, ZNIEFF, Natura 2000) ainsi que réservoirs et corridors de la Trame Verte et Bleue ;
- Unités paysagères sensibles et éléments patrimoniaux majeurs (directive paysagère de la cathédrale de Chartres, périmètre de protection de Châteaudun, MH, etc.) ;
- Respect des zones d'exclusion définies par la DDT28 dans ses états généraux des EnR ;
- Contraintes aéronautiques.

Localement, cet évitement se traduit par des impacts relativement faibles sur la biodiversité, le paysage et le patrimoine mais induit, en contrepartie, une saturation importante qui est soulignée par la MRAe et par plusieurs contributions du public. Indéniablement, la saturation est l'un des enjeux principaux en Eure-et-Loir, en premier lieu en raison de ses paysages ouverts qui rendent les éoliennes visibles de loin, mais plus encore du fait qu'il est difficile d'en éviter les effets. Pour cause, l'actuelle stratégie départementale sur le développement éolien, couplée aux sensibilités principales du territoire, restreignent les nouveaux projets aux secteurs déjà

très équipés en éoliennes. Dans le cadre du projet des Grandes Vallées, cinq lieux-dits sont sujets à des risques d'encerclement fort à très fort. Il convient néanmoins de préciser que la saturation causée par le projet reste relativement localisée puisque le parc s'inscrit dans une dynamique de densification qui est soutenue par l'UDAP dans son avis favorable émis en juillet 2025.

Outre les risques de saturation sur ces cinq lieux de vie, le rapport conclut dans le sens d'une bonne intégration paysagère avec des rapports d'échelle favorables. L'impact est considéré nul sur la Vallée du Loir, sur Châteaudun ou encore sur les effets cumulés dit « de brouillage de la lisibilité » par rapport aux autres parcs voisins.

Ensuite, le volet naturel conclut dans le sens d'un « impact résiduel négligeable à faible et non significatif », que ce soit pour la flore et les habitats naturels, la faune, les zonages réglementaires et les corridors et réservoirs décrits dans le SRCE. Par ailleurs, contrairement aux inquiétudes évoquées dans certaines contributions, l'implantation d'un nouveau parc éolien est parfaitement compatible avec la création de nouveaux habitats naturels sur la commune. En effet, la plupart de la végétation déjà localisée dans les lieux de vie et fermes isolées est, par nature, à bonne distance des éoliennes et peut encore être massivement densifiée. Plus encore, depuis plusieurs années, les agriculteurs ont planté plusieurs kilomètres de haies qui, une fois de plus, son parfaitement compatibles avec l'implantation de nouvelles éoliennes.

Enfin, l'impact acoustique étant un sujet récurrent dans les contributions du public, il parait important d'en préciser les limites réglementaires. Conformément à la norme N31-114, des contrôles acoustiques post-implantation seront réalisés afin d'assurer la validité et de corriger, le cas échéant, le plan de bridage acoustique défini dans l'étude d'impact et qui assure le respect des réglementations en vigueur. Pour rappel, l'arrêté du 26 août 2021 limite les émergences dues au parc éolien à 5 dB en journée et à 3 dB la nuit depuis les habitations.

<u>Transition énergétique :</u>
Comme le font remarquer des nombreuses contributions, le projet éolien des Grandes Vallées participe aux efforts de la transition énergétique. Par ailleurs, il prend place sur un territoire particulièrement conscient de cet enjeu et qui accueille, d'ores et déjà, de la production éolienne et solaire.

A ce titre, il convient de rappeler que l'implantation de nouvelles sources d'électricité ne traduit pas une volonté de surconsommation. En effet, la stratégie nationale bas-carbone (SNBC) ainsi que la planification pluriannuelle de l'énergie (PPE) dimensionnent les besoins en production renouvelable tout en planifiant une réduction globale de la consommation énergétique de -40% d'ici 2050.

C'est par la planification et l'aménagement conscient du territoire que ces objectifs pourront être atteint. Dans ce contexte, le projet des Grandes Vallées apparait comme un choix mesuré et s'inscrivant dans une planification multi-enjeux à l'échelle nationale voire internationale.

Aspect financier :
Comme évoqué dans de nombreuses contributions, les retombées financières constituent une opportunité importante pour la commune. Ces retombées significatives représentent, au total, près de la moitié son budget de fonctionnement moyen, ce qui encourage son indépendance et le maintien de ses compétences.

En lien avec l'aspect financier, on trouve, au sein de certaines réponses aux contributions, une analyse statistique sur les mobilités résidentielles, la valeur locative et le marché de l'immobilier en Eure-et-Loir afin d'étudier l'impact de l'éolien sur ces secteurs. La conclusion tend à prouver une incidence nulle, indiquant donc que l'impact financier du projet éolien pour la commune et le Bonnevalais est positif et sans effet secondaire.

Conclusion :
Ainsi, considérant le respect des formalités liées à la publicité de l'avis et au déroulé de la phase de consultation du public ; considérant la participation locale et très majoritairement favorable du public et des collectivités ; considérant que le site retenu évite les sensibilités environnementales principales à l'échelle du département ; considérant que l'évitement desdites sensibilités induit un risque de saturation inévitable ; considérant que le risque de saturation induit par le projet reste relativement localisé de par sa dynamique de densification soutenue par l'UDAP et que ce risque concerne cinq lieux-dits ; considérant la bonne intégration paysagère et l'impact faible du projet sur le patrimoine culturel ; considérant l'impact non caractérisé du projet sur la biodiversité et sa compatibilité avec la création de nouveaux habitats naturels ; considérant que les émergences acoustiques respecteront les réglementations en vigueur notamment grâce à des mesures de contrôle post-implantation régies par la norme N31-114 ; considérant l'avis de la MRAe soulignant la qualité du rapport et la bonne prise en compte des enjeux environnementaux ; considérant l'intérêt du projet dans la lutte contre le dérèglement climatique et l'atteinte des objectifs de la PPE3 et la SNBC3 ; considérant l'impact financier positif pour Neuvy-en-Dunois et pour la Communauté de Communes du Bonnevalais ; considérant l'impact non-caractérisable de l'éolien sur les mobilités résidentielles et sur le marché immobilier en Eure-et-Loir ;

Il semble que le projet éolien des Grandes Vallées remplit toutes les exigences permettant de prétendre à une autorisation environnementale.

Synthèse des contributions

Le tableau ci-dessous reprend les mêmes informations que celui présenté à la page 10 du procès-verbal de synthèse de la consultation du public. Les informations sont toutefois redonnées ici afin de faciliter la circulation au sein des réponses fournies plus loin.

Les informations relatives à la provenance des contributions sont également issues du PV de synthèse et sont présentées dans cette partie mais également dans les réponses aux contributions lorsque ces dernières ont des provenances communes à d'autres contributions. Pour rappel, comme indique dans les conditions générales d'utilisation (CGU) du site préambules qui porte le registre dématérialisé, « le système permet d'identifier les contributions ayant été envoyées depuis une même adresse IP. L'interface d'analyse mise à la disposition du commissaire enquêteur ne dévoile pas cette adresse IP mais elle liste les contributions ayant ce point commun tout en rappelant que cette information est à considérer avec précaution et de manière indicative ».

De ce fait, il convient de préciser que des provenances communes entre plusieurs contributions n'indique pas nécessairement qu'elles sont issues de la même personne. Les lecteurs et lectrices doivent donc aborder les informations relatives aux provenances à l'aune de cette nuance.

Toutes les contributions sont anonymisées, aussi les noms, prénoms, adresses ou titres qui permettraient d'identifier les personnes concernées sont remplacées par [Prénom], [Nom], etc. directement dans le corps du texte.

N°	Avis	Réponse	Thèmes abordés
1	Défavorable	Oui	Aspect réglementaire / Aspect paysager
2	Défavorable	Oui	Aspect paysager / Volet naturel / Volet acoustique & ombres portées / Aspect financier / Aspect réglementaire
3	Défavorable	Oui	Volet naturel / Volet acoustique & ombres portées
4	Favorable	Non	Énergie verte
5	Favorable	Non	Aspect financier / Énergie verte
6	Favorable	Non	Énergie verte
7	Favorable	Non	Aspect financier
8	Hors sujet	Non	N/A
9	Favorable	Non	Énergie verte
10	Favorable	Non	Énergie verte
11	Hors sujet	Non	N/A
12	Favorable	Non	Énergie verte

13-20[4]	Sans avis, demande de précision	Oui	Volet naturel / Aspect paysager / Volet acoustique & ombres portées / Aspect réglementaire
21	Défavorable	Oui	Volet financier
22	Favorable	Non	Énergie verte
23	Sans avis, demande de précision	Oui	Aspect financier
24	Sans avis, demande de précision	Oui	Aspect réglementaire
25	Hors sujet	Non	N/A
26	Défavorable	Oui	Aspect paysage / Volet acoustique & ombres portées / Aspect financier / Volet naturel / Volet humain
27-28[5]	Défavorable	Oui	Aspect réglementaire
29	Favorable	Non	Énergie verte / Aspect financier
30	Défavorable	Oui	Énergie verte / Aspect paysage
31	Favorable	Non	Énergie verte / Aspect paysage
32	Favorable	Non	Énergie verte / Aspect financier
33	Sans avis, demande de précision	Non	N/A

Statistiques sur les contributions :

Les contributions par avis	
Favorables	11 dont 10 provenances distinctes
Défavorables	7 dont 5 provenances distinctes
Demande de précision	4
Hors sujet	3 dont 1 provenance distincte
Total	**25 dont 20 provenances distinctes**

Nombre de contributeurs		
Contributeurs uniques	1-3-4-9-10-12-22-23-24-25-29-30-31-32-33	15
Contributeurs multiples	[2-11-21] – [5-6] - [7-8] - [13-14-15-16-17-18-19-20] – [26-27-28]	5
Total		**20**

[4] Les contributions 13 à 20 sont traitées ensemble car issues de la même provenance et publiées dans un intervalle de 2 minutes sur le registre dématérialisé. A la demande de la commissaire enquêtrice, ce groupement de contributions est traité comme une contribution unique.

[5] Les contributions 27 et 28 sont traitées ensemble car issues de la même provenance et classées comme doublon par la commissaire enquêtrice.

Synthèse des réponses du pétitionnaire

Les contributions pouvant porter sur différentes thématiques, les réponses sont apportées au sein des contributions, lorsqu'un élément avancé appelle une réponse, permettant un découpage des réponses par thème. En principe donc, chaque réponse est associée à un seul thème, facilitant ainsi leur classification. Elles sont numérotées sous le format « RX-Y » avec *X* le numéro de la contribution et *Y* le numéro de la réponse apportée au sein de cette même contribution.

Toutes les réponses ci-dessous ont été apportées sur le registre dématérialisées.

Contrib.	Réponse	Thématique	Précision
1	R1-1	Aspect réglementaire	Sur l'accès aux délibérations de la commune de Neuvy-en-Dunois
	R1-2	Volet paysager	Sur le choix des prises de vue pour les photomontages
2	R2-1	Volet paysager	Sur la méthodologie de l'étude d'encerclement
	R2-2	Volet paysager	Sur l'indépendance des bureaux d'étude
	R2-3	Effets cumulés	Sur l'analyse des effets cumulés dans le dossier
	R2-4	Volet acoustique et ombres portées	Sur la réglementation en vigueur et les contrôles assurant la conformité du parc.
	R2-5	Volet acoustique et ombres portées	Sur le choix des lieux de vies considérés dans l'étude d'encerclement.
	R2-6	Volet acoustique et ombres portées	Sur la réglementation en vigueur et la conformité du dossier à ce propos.
	R2-7	Volet naturel	Sur la compatibilité entre le projet et la création de nouveaux habitats naturels
	R2-8	Volet naturel	Sur l'analyse des enjeux et des sensibilités des espèces et notamment de l'Epervier d'Europe.
	R2-9	Volet naturel	Sur la compatibilité du projet avec le Schéma Régional de Cohérence Écologique.
	R2-10	Aspect financier	Sur le prix de l'électricité pour les riverains et la mesure d'accompagnement « chèques énergie »
	R2-11	Aspect financier	Sur les retombées financières pour les collectivités.
	R2-12	Volet humain	Sur les mobilités résidentielles
	R2-13	Volet humain	Sur la valeur immobilière
	R2-14	Conclusion	Conclusion
3	R3-1	Volet acoustique et ombres portées	Sur les réglementations et les normes en vigueur.
	R3-2	Volet naturel	Sur la définition des impacts et la nécessité d'une demande de dérogation espèces protégées.
	R3-3	Volet naturel	Sur la compatibilité du projet avec le Schéma Régional de Cohérence Écologique.
8	R8-1	N/A	N/A
13 à 20	R13-1	Volet naturel	Sur la nécessité d'une dérogation espèce protégée

	R14-1	Volet paysager	Sur la qualification des incidences liées à la saturation
	R15-1	Volet paysager	Sur la méthodologie de l'étude d'encerclement
	R16-1	Volet acoustique et ombres portées	Sur le respect des normes en vigueurs
	R17-1	Aspect réglementaire	Sur la note complémentaire relative à la présentation du pétitionnaire
	R18-1	Volet acoustique	Sur l'avis de l'UDAP
	R19-1	Aspect réglementaire	Sur la délibération du conseil municipal
	R20-1	Volet acoustique et ombres portées	Sur la validité des simulations en fonction des modèles d'éoliennes retenus.
21	R21-1	Volet paysager	Sur la validité de la mesure d'accompagnement d'aide financière à l'enfouissement des réseaux
23	R23-1	Aspect financier	Sur la fiscalité et l'intérêt des retombées pour la commune et le Bonnevalais
24	R24-1 à R24-4	Aspect réglementaire	Sur la validité de la délibération du conseil municipal de Neuvy-en-Dunois
26	R-26-1	Volet paysager	Sur l'évolution historique et future du paysage beauceron et sur l'accueil des éoliennes en son sein
	R26-2	Volet humain	Sur les impacts sanitaires de l'éolien
	R26-3	Aspect financier	Sur les impacts de l'éolien sur la mobilité résidentielle, la valeur foncière, la valeur locative.
	R26-4	Volet naturel	Sur l'impact résiduel non significatif sur la biodiversité
	R26-5	Volet humain	Sur l'acceptabilité locale prise retranscrite et prise en compte par les rapports produits par la CE.
	R26-6	Effets cumulés	Sur la prise en compte des effets cumulés dans le rapport et sur les options limitées d'implantations alternatives dans le département.
	R26-7	Volet paysage	Sur l'intérêt et les conditions d'application de la mesure d'enfouissement de réseaux.
	R26-8	Conclusion	Conclusion
27 & 28	R27-1	Aspect réglementaire	Sur la validité de la délibération du conseil municipal de Neuvy-en-Dunois
	R28-1	Energie verte	Sur l'intérêt des éoliennes pour l'environnement et sur les impacts locaux faibles à négligeables
	R28-2	Aspect réglementaire	Sur la modalité de prise en compte de la contribution n°22
30	R30-1	Energie verte	Sur les besoins en EnR pour lutter contre la crise climatique
	R30-2	Volet naturel	Sur les impacts sur l'hydrogéologie

Statistiques sur les réponses	
Contributions ayant reçu une réponse	11
Nombre de réponses au total	47

Contribution n°1

05/05/2026 – Neuvy-en-Dunois

N'a pu voir la délibération en date de décembre 2023 du conseil municipal de la commune de Neuvy en Dunois

R1-1 : La délibération de décembre 2023 portant sur la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAEnR) est consultable à la mairie de Neuvy-en-Dunois sous la référence « DELIB_044_2023 ».

***

Absence de prise de vue à partir de la commune de Villiers Saint Orien

R1-2 : Bien qu'aucun photomontage n'ait été réalisé depuis le bourg de Villiers-St-Orien, le volet paysager de l'étude d'impact[6] propose trois autres vues qui permettent d'apprécier le projet aux abords de la commune (n° 33, 34 et 35).

Il convient de préciser qu'au vu du nombre de points d'intérêt à étudier et des enjeux à observer (lieux de vie, grand paysage, sites patrimoniaux, axes routiers, effets cumulés) au sein des aires d'études rapprochée et éloignée, il n'est pas envisageable de réaliser des photomontages depuis l'ensemble des points recensés. Le bureau d'étude spécialisé propose en conséquence des vues permettant de jongler au mieux entre toutes les sensibilités à observer afin de dresser un tableau représentatif de l'impact du projet dans le paysage.

***

Mentionne une nuisance paysagère par l'encerclement

[6] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Paysage-patrimoine, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

Contribution n°2
06/05/2026 – Web

Provenance n°1

Objet : Contribution à l'enquête publique.
Opposition au projet de parc éolien des Grandes Vallées sur la commune de Neuvy-en-Dunois (28800)
Le 23 avril 2026,
à Neuvy-en-Dunois

Madame, Monsieur le Commissaire enquêteur,
Je soussigné [Nom, Prénom], résident à [adresse], Neuvy-en-Dunois (28800) souhaite exprimer par la présente mon opposition ferme au projet de parc éolien dit « Parc éolien des Grandes Vallées », actuellement soumis à enquête publique.

Le territoire est déjà fortement impacté par l'éolien : il y a un phénomène de saturation manifeste.
La commune de Neuvy-en-Dunois et ses environs immédiats comptent déjà un nombre significatif d'éoliennes en fonctionnement. À titre personnel, environ 12 éoliennes sont situées à proximité directe de mon habitation, tandis que plus d'une centaine sont visibles à l'horizon dans un périmètre élargi.
À ces installations existantes s'ajoute le projet déjà validé de Montguérin, prévoyant l'implantation de 5 éoliennes supplémentaires. Le projet des Grandes Vallées, objet de la présente enquête, prévoit quant à lui l'ajout de 4 éoliennes supplémentaires. Par ailleurs, d'autres projets éoliens sont actuellement en cours de développement dans des communes voisines proches, ce qui contribue à renforcer encore la pression globale sur ce secteur.

Ainsi, à très court terme, ce sont 21 éoliennes qui seraient implantées dans un périmètre d'environ 3 kilomètres autour de notre lieu de vie, sans compter les projets en périphérie. Une telle concentration d'installations industrielles dans un espace aussi restreint apparaît disproportionnée et traduit un niveau de saturation particulièrement élevé du territoire. Le projet ne constitue donc pas une implantation isolée, mais bien une aggravation significative d'une pression déjà très forte.

Or, le dossier lui-même confirme cette saturation de façon explicite et documentée. Le Tableau 122 de l'étude d'impact (page 293), rédigé par le bureau d'étude mandaté par le promoteur, révèle que l'ajout du projet au contexte actuel fait passer l'Indice d'Espace de Respiration (IER) depuis mon hameau de Melleville à seulement 123°, franchissant ainsi le seuil d'alerte réglementaire fixé à 160°.

L'étude conclut elle-même : « L'ajout du projet crée un risque d'encerclement théorique puisque le seuil d'alerte de l'indice d'espace de respiration est désormais atteint. » Dans le scénario maximaliste intégrant l'ensemble des projets en cours d'instruction, l'IER depuis Melleville s'effondre à 63° soit moins du tiers du seuil d'alerte avec une occupation angulaire atteignant 171°.

R2-1 : Comme explicité dans le volet paysager de l'étude d'impact[7] , *« l'étude d'encerclement a pour objectif de qualifier l'incidence [...] sur le risque d'encerclement par saturation visuelle pour les lieux de vie »*. Les indices d'alertes définis dans la « *Méthode d'analyse de la saturation visuelle liée à l'implantation de projets éoliens en région Hauts-de-France* » défini les trois indices permettant d'estimer ce risque :

- L'indice d'occupation des horizons (IOH),
- L'indice de densité (ID),
- L'indice d'espace de respiration (IER).

Ces indices quantitatifs jouent un rôle d'alerte face à un risque qu'il convient de qualifier mais le respect de ces seuils n'est pas réglementaire. Ils constituent des outils visant à identifier les situations susceptibles d'engendrer une perception de saturation visuelle. Ces indices ont ainsi été défini pour tenter de quantifier un paramètre intrinsèquement qualitatif qui est le ressenti de l'éolien dans le paysage.

***

Le dossier qualifie lui-même cette situation d'« incidence théorique très forte ». Il est particulièrement notable que ce soit le propre bureau d'étude du promoteur qui reconnaisse ce risque d'encerclement caractérisé depuis mon lieu de résidence.

R2-2 : Il convient de rappeler que les bureaux d'études missionnés par le pétitionnaire sont indépendants et réalisent les études sur la base de méthodologies approuvées par les DREAL. Le bureau d'étude garantit le respect des exigences méthodologiques, sans porter de jugement sur l'opportunité du projet ni sur les résultats obtenus.

***

Il y a clairement une atteinte excessive au paysage rural de la Beauce.
Le paysage ouvert de la Beauce, caractérisé par de vastes plaines agricoles, confère une visibilité importante aux infrastructures de grande hauteur. Dans ce contexte, les éoliennes existantes sont déjà très présentes visuellement. L'ajout de nouvelles machines accentuera mécaniquement leur impact, notamment en multipliant les angles de visibilité depuis les

[7] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-Pasage-Patrimoine, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

habitations. Résidant à proximité, je suis directement concerné par cette co-visibilité permanente, qui dégrade significativement la qualité du cadre de vie.

Cette atteinte paysagère n'est pas une appréciation subjective : elle est objectivement confirmée par l'étude d'impact elle-même. La synthèse paysagère du dossier (page 144) classe les enjeux concernant mon hameau de Melleville, celui de Jonville et le bourg de Neuvy-en-Dunois dans la catégorie « très fort », précisant que ces lieux de vie « se retrouveraient compris entre le parc éolien déjà existant au nord de la commune de Neuvy-en-Dunois et celui sujet de ce document ». Le tableau de synthèse des photomontages attribue une incidence paysagère qualifiée de « très forte » depuis l'entrée nord de Neuvy-en-Dunois (Ligaudry) et de « forte » depuis plusieurs points autour de Melleville et de Jonville. Ces qualifications issues du propre dossier du promoteur contredisent toute prétention à un impact paysager acceptable sur mon lieu de vie.

On retrouve une remise en cause de la vocation agricole du territoire dans un contexte de forte incitation économique.
Le territoire de Neuvy-en-Dunois s'inscrit dans une zone à forte vocation agricole, structurée par de grandes cultures qui façonnent à la fois l'économie locale et le paysage. Les habitants vivent déjà au cœur de cet environnement agricole, avec les contraintes que cela implique, notamment l'exposition aux pesticides et autres produits phytosanitaires. Dans ce contexte, l'ajout d'infrastructures industrielles supplémentaires vient accentuer une pression globale déjà importante sur le cadre de vie. Cette évolution donne le sentiment que l'on dépasse aujourd'hui le seul objectif de transition écologique pour aller vers une forme d'industrialisation progressive des espaces ruraux, où la production d'énergie s'ajoute à une logique déjà intensive d'exploitation des territoires.

La prise en compte est insuffisante de tous les effets cumulés.
Le dossier présenté semble sous-estimer les effets cumulés du projet avec :

- les parcs éoliens déjà en exploitation sur la commune et les communes voisines ;
- le projet de Montguérin déjà autorisé ;
- les autres projets en cours de développement dans le secteur, y compris dans les communes voisines proches.

Or, ces effets cumulés sont essentiels à analyser dans un territoire déjà fortement équipé et soumis à une dynamique de développement éolien à une échelle élargie. L'absence d'une analyse approfondie de ces interactions remet en cause la sincérité de l'évaluation environnementale.

R2-3 : Chaque volet de l'étude d'impact dispose d'un chapitre dédié à l'analyse des effets cumulés. La densification de l'éolien est donc bien prise en compte dans l'étude d'impact, conformément à l'article R122-5 du Code de l'environnement.

Les analyses correspondantes figurent dans les différentes pièces du dossier[8] :

- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-PAYSAGE-PATRIMOINE, Deuxième partie §2 p.123–410 (Carnet de photomontage)
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-PAYSAGE-PATRIMOINE, Deuxième partie §2 p.420-466 (Étude d'encerclement théorique)
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-NATURALISTE, §13 p.125-130
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-ACOUSTIQUE, §8, p.41-48
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P5_ETUDE-IMPACT-ENVIRONNEMENTAL §G.7 p.281-299
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P8_ETUDE-DE-DANGER §7.5 p.34

Il est donc possible de conclure que l'analyse des effets cumulés a été réalisée conformément aux exigences de la loi et en cohérence avec l'alinéa I. de l'article R122-5 du Code de l'environnement qui prévoit que « *le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet* ».

Enfin, l'avis de la MRAe[9] qui juge la qualité d'exécution du dossier de la demande d'autorisation environnementale conclu, à propos du contenu du dossier, de la manière suivante : « *Le projet de parc a fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation environnementale de bonne qualité, identifiant précisément les enjeux environnementaux* » ; ce qui tend à confirmer la bonne conformité du dossier.

***

En matière de nuisances sonores cumulées, le dossier lui-même reconnaît explicitement que la combinaison du projet des Grandes Vallées avec la ferme éolienne de Montguérin génère des effets cumulés qualifiés d'« importants » durant la période nocturne, à partir de 7 m/s de vent par vents de Nord-Est. Or, la réglementation ICPE impose des seuils d'émergence plus stricts la nuit (3 dB(A)) que le jour (5 dB(A)). Un impact cumulé nocturne qualifié d'« important » par le bureau d'étude lui-même signifie qu'un dépassement de ces seuils réglementaires est non seulement possible mais documenté. Le dossier ne démontre pas de façon convaincante que le plan de bridage prévu sera suffisant pour garantir le respect de ces contraintes cumulées en conditions nocturnes réelles.

R2-4 : Dans son avis[10], « *l'autorité environnementale recommande de procéder effectivement à la vérification des ambiances sonores, après un fonctionnement significatif et, si nécessaire, d'ajuster les paramètres du bridage* ».

[8] Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

[9] Avis MRAE, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

[10] Avis MRAE, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

Dans sa réponse à l'avis de la MRAe[11], publiée sur le registre dématérialisé, le pétitionnaire précise en conséquence que, suite à la loi Grenelle 2 du 13 juillet 2010, les parcs éoliens sont entrés dans la législation des ICPE. À ce titre, les émissions sonores des parcs éoliens sont réglementées par la « *section 6 : Bruit* » de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Dans l'article 28 de cet arrêté, il est précisé que « *des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions* », c'est-à-dire du respect des seuils réglementaires imposés, selon l'ordonnance du projet de norme NF31-114. En d'autres termes, le contrôle des ambiances sonores après la mise en service du parc est exigé par la réglementation en vigueur. En complément d'information, la méthodologie applicable pour la norme 31-114 est précisée dans la réponse à l'avis de la MRAe.

Ainsi, les effets cumulés des autres parcs pour les habitations seront pris en compte empiriquement lors du contrôle du plan de bridage après la mise en service du parc. De ce fait, le parc éolien des Grandes Vallées respectera les exigences de la loi en matière d'émissions sonores, et ce, grâce à un bridage contrôlé en situation réelle.

***

Je souhaite également souligner une incohérence méthodologique dans l'étude d'encerclement. Le dossier annonce utiliser la méthode DREAL Hauts-de-France, présentée comme « la plus exigeante à ce jour », mais reconnaît lui-même que cette méthode n'est pas obligatoire en région Centre-Val de Loire et que « le choix des lieux de vie reste à appréciation du pétitionnaire ». Sur les 25 lieux de vie identifiés dans le périmètre, 4 ont été exclus de l'analyse sans justification environnementale suffisante. Cette sélection discrétionnaire des points analysés est susceptible de minorer artificiellement les indices de saturation calculés.

R2-5 : Au paragraphe §3.5 (p.412) de la seconde partie du volet paysager de l'étude d'impact[12] est précisé la raison de la réduction du nombre de lieux de vie étudiés dans l'étude d'encerclement.

Il est ainsi expliqué que :
« Au total 25 lieux de vie se trouve dans le périmètre immédiat (fig. 75).
La liste des lieux de vie qui feront l'objet d'une étude théorique a cependant été réduite à 21 lieux de vie (fig. 76). En effet, les fermes de Villeret, de Saintainville, des Muids et des Perrières, qui sont très proches de bourgs plus importants, ont été exclues. Les fermes de Thonville, Raimbert et Gourville, qui sont plus isolées des bourgs, ont été conservées. »

[11] Réponse du porteur de projet à l'avis MRAe, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

[12] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-Pasage-Patrimoine, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

Pour cause, la ferme des Perrières et la ferme de Villeret se trouvent toutes deux à équidistance et à moins de 700m de deux lieux de vie faisant l'objet d'une analyse. Les fermes des Muids et de Saintaville quant à elles se trouvent respectivement à 300 et 500m d'un lieu de vie également analysé dans l'étude d'encerclement.

Ainsi, les résultats obtenus pour l'analyse des lieux de vies situés à proximité des fermes isolées donnent en théorie une tendance de l'effet de saturation attendu pour ces dernières. Le choix de réduire le nombre de points étudié vient de la volonté d'alléger le plus possible l'étude d'impact déjà relativement dense, et ce, sans porter atteinte à la méthodologie employée, ni aux résultats obtenus. En effet, ce choix n'induit en aucune manière la *minoration artificielle des indices de saturation calculés*.

***

Les impacts environnementaux et sanitaires me semblent sous-évalués.
Le projet soulève également des inquiétudes légitimes concernant :

- les impacts sur l'avifaune et les chiroptères ;
- les nuisances sonores, notamment en période nocturne ;
- les effets visuels (mouvement des pales, effet stroboscopique des lumières clignotantes jour et nuit).

Les études présentées reposent sur des modélisations théoriques qui ne reflètent pas toujours la réalité vécue par les riverains, en particulier dans un environnement déjà exposé à plusieurs parcs. S'agissant des ombres portées, le Tableau 80 de l'étude révèle que mon hameau de Melleville est soumis à des projections d'ombre dépassant le seuil recommandé de 30 minutes par jour : le récepteur G (Melleville) enregistre une durée journalière maximale de 34 minutes, et le récepteur H (Melleville) de 31 minutes. Le dossier tente de minimiser ces chiffres en invoquant des conditions « maximisantes », mais ce faisant, il reconnaît explicitement le dépassement des seuils. La réglementation ne prévoit pas d'exception fondée sur des hypothèses théoriques favorables : le dépassement est documenté par la propre étude du promoteur. Je demande qu'une mesure de bridage automatique garantissant le respect du seuil de 30 minutes par jour soit imposée comme condition impérative à toute autorisation, et je conteste l'absence d'un tel engagement ferme dans le dossier tel que soumis à l'enquête.

R2-6 : L'arrêté du 26 août 2011 modifié par l'arrêté du 22 juin 2020 réglemente la durée maximum d'exposition annuelle et journalière pour les bâtiments à usage de bureaux situés à moins de 250 m des éoliennes. Ces durées sont fixées à 30 h/an et 30 min/jr.

Toutefois, le parc éolien des Grandes Vallées n'entre pas dans le champ d'application de cet arrêté puisqu'aucun bâtiment n'est identifié à moins de 250 mètres des éoliennes. Le dépassement des seuils ne va donc pas à l'encontre de la réglementation en vigueur. Le

pétitionnaire a toutefois souhaité présenter ce résultat afin de faire connaitre les durées d'exposition pour les lieux de vie les plus proches et s'assurer que les dépassements théoriques et maximisants sont cohérents avec les seuils indicatifs.

Il convient de rappeler que tous résultats d'étude se doivent d'être discutés au regard de la méthodologie employée sans pour autant remettre en cause leur validité. À ce titre, il est pertinent de mettre en perspective les conditions maximisantes dans lesquelles sont réalisées les calculs d'ombre portée. Ainsi, pour les simulations de l'étude, il est supposé que :

- Il n'y a aucun nuage dans le ciel,
- Les éoliennes tournent en permanence,
- Les rotors des éoliennes sont orientés perpendiculairement au soleil,
- Les habitations ont des fenêtres d'une surface de 2m x 2m, orientées vers le parc.
- Il n'existe aucun masque naturel ou artificiel entre le parc et les habitations.

Toutes ces hypothèses fortes se doivent d'être rappelées pour nuancer le risque d'impact lié aux ombres portées.

***

De fait, le projet fige durablement un territoire appauvri et bloque toute renaturation future.

L'étude d'impact évalue l'environnement tel qu'il existe aujourd'hui une grande plaine agricole de Beauce, pauvre en biodiversité du fait de décennies d'agriculture intensive. C'est précisément parce que ce territoire est écologiquement appauvri que l'impact du projet est qualifié de « faible ». Or cette conclusion crée une contrainte permanente et invisible : le territoire sera figé dans cet état dégradé pour toute la durée de vie du parc, soit 25 à 30 ans minimum, renouvellement inclus.

R2-7 : Dans le volet naturel de l'étude d'impact[13], au paragraphe §14 p.130 est traitée la question des scénarios d'évolution possible des milieux avec et sans projets. Il est précisé que « *la dynamique naturelle, qui va vers l'enfrichement puis le boisement, est annuellement perturbée par le travail du sol, qui maintient une couverture herbacée. L'activité agricole se poursuivra vraisemblablement autour des mâts d'éoliennes durant toute la durée de l'exploitation* ».

Ainsi, même en cas de refus ou d'abandon du projet, la tendance ne semble pas aller vers la renaturation du secteur mais bien vers le maintien de l'activité agricole, ce qui tend à être confirmé par la récente loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, promulguée le 24 mars 2025et qui prévoit que « *la politique en*

[13] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturaliste, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

faveur de la souveraineté alimentaire [...] a pour priorités : d'assurer la pérennité et l'attractivité de l'agriculture ».

Plus encore, la loi précise que ces priorités se traduisent par des politiques ayant pour finalités : « *De sauvegarder et, pour les filières les plus à risque, de reconquérir la souveraineté alimentaire de la France* », « *de préserver la surface agricole utile* » mais également « *de concourir aux transitions énergétique et climatique, en contribuant aux économies d'énergie et au développement des matériaux décarbonés et des énergies renouvelables ainsi qu'à l'indépendance énergétique de la Nation* ».

De plus, avec ses 380 000 hectares de surface dédiée, l'Eure-et-Loir est le département le plus producteur, avec la Marne, de COP (céréales, oléagineux et protéagineux)[14]. En tant que pôle national de production alimentaire, le plateau de la Beauce ne semble pas se diriger vers une réduction volontaire de sa surface agricole utile au profit de la création d'habitats naturels.

Ainsi, aucun indicateur ne semble indiquer que les parcelles agricoles entourant le projet éolien seraient vouées à changer de destination en cas d'absence du projet.

Enfin, il convient de rappeler que le développement de l'éolien n'empêche en aucun cas la création d'habitat naturel à proximité. En effet, d'après l'IGN en 2004[15], l'Eure-et-Loir comptait 71 000 ha de surface boisée (soit 12% de son territoire) et, plus spécifiquement, la Beauce contenait 19 160 ha de surface boisée (soit 5,8% de son territoire). Dans son dernier inventaire publié en 2025, l'IGN recense 87 000 ha de surface boisée dans le département[16] et 46 000 ha en Beauce[17]. Sur la même période, 183 éoliennes ont été construites en Eure-et-Loir, ce qui prouve que la reforestation est possible en même temps que le développement de l'éolien.

Par ailleurs, l'éolien n'est pas incompatible avec la présence d'habitats naturels déjà existants. De très nombreux territoires accueillent des parcs éoliens malgré une certaine richesse des habitats naturels qui les composent comme en Loire-Atlantique par exemple, où les paysages bocagers sont façonnés par les haies, les boisements et les cours d'eau.

[14] Agreste, Statistique publique de l'agriculture, de l'alimentation de la forêt et de la pêche, novembre 2025, Graph'Agri 2025, p.16

[15] Ministère de l'agriculture et de la pêche, 2004, Département d'Eure-et-Loir, Inventaire forestier national, p.11

[16] IGN, 2025, Inventaire forestier 2020-2024, Résultats par départements : https://inventaire-forestier.ign.fr/spip.php?rubrique251

[17] IGN, 2025, Inventaire forestier 2020-2024, Résultats par sylvoécorégions : https://inventaire-forestier.ign.fr/spip.php?rubrique253



Parc éolien de Quilly en Loire-Atlantique[18]

C'est également le cas en Meuse avec ses grands massifs forestiers où près de 50 éoliennes sur les 275 en service dans le département sont implantées au sein même des forêts.

La présence d'éoliennes n'exclut donc pas la possibilité de créer de nouveaux habitats naturels dans le secteur. Conformément aux recommandations d'Eurobats[19], les éoliennes du projet éolien des Grandes Vallées sont installées à plus de 200m des boisements dans une logique d'évitement des impacts sur la faune volante. En conservant cette distance dans le cas de création de nouveaux habitats, la surface « figée dans cet état dégradé » se limite à 50 ha, soient moins de 2% de la surface totale de la commune de Neuvy-en-Dunois.

***

Le dossier présenté par le pétitionnaire se contente de mentionner les busards et les chiroptères comme espèces principales potentiellement concernées. Cette approche est manifestement réductrice et lacunaire. L'observation personnelle et régulière menée depuis mon domicile, situé au cœur de la zone d'impact, révèle une richesse avifaunistique bien supérieure à ce que le dossier laisse entendre. Sont présents en nombre significatif et de façon régulière : le pinson des arbres, la mésange bleue, la mésange charbonnière, l'étourneau, le

[18] https://www.baywa-re.fr/fr/projets/eolien/quilly#le-projet-en-bref

[19] EUROBATS, 2014, Ligne directrices pour la prise en compte des chauves-souris dans les projets éoliens, ISBN 978-92-95058-33-0

merle, le rouge-gorge, le moineau domestique, le chardonneret élégant, l'hirondelle rustique et la chauve-souris.

Sont observés fréquemment : la bergeronnette grise, la grive musicienne, la perdrix, le rouge-queue noir et le gobemouche gris.

Ont été observés à plusieurs reprises sur quelques années : le serin cini, le pic épeiche, le bouvreuil pivoine, le geai des chênes, la mésange nonnette, la sittelle torchepot, la huppe fasciée, la pie bavarde, le grimpereau des jardins, le troglodyte mignon et l'épervier d'Europe — ce dernier étant une espèce strictement protégée au titre de la directive Oiseaux européenne. L'absence d'analyse spécifique sur l'épervier d'Europe dans l'étude écologique constitue une lacune sérieuse au regard des obligations de protection découlant de cette directive.

R2-8 : Comme présenté au paragraphe §4.1, p.33-44 du volet naturel de l'étude d'impact[20], « *72 espèces ont en réalité été recensées lors des prospections de terrain* », et ce, au sein des aires d'études immédiate, rapprochée et éloignée. De plus, 123 autres espèces recueillies dans la synthèse bibliographique réalisée par Eure-et-Loir Nature ont été ajouté à l'analyse des enjeux du volet naturel.

Parmi elles, « *on recense 6 espèces à enjeu local : le Busard des roseaux, le Bruant des roseaux, le Busard cendré, le Bruant jaune, le Busard Saint-Martin et l'Oedicnème criard* ». Il est toutefois précisé que « *peu d'espèces volent régulièrement à hauteur de pale, que ce soit en migration active ou lors de leurs déplacements au sein de leurs territoires de nidification* ». L'exception est faite en revanche pour les Busards (cendré, des roseaux et Saint-Martin) qui sont actifs à hauteur de pâles en période de migration et de nidification. C'est au regard de cette analyse sur les enjeux (espèces recensées, utilisation de l'espace, nombre d'individu et indices de conservation) et sur les sensibilités (vols à hauteur de rotor, nidification sur le site) que les risques d'impact liés à la faune se sont recentrés sur les espèces de Busard en particulier.

À titre d'exemple, concernant l'Épervier d'Europe, on peut lire à l'Annexe 3 du volet naturel p.175 que les niveaux d'enjeux régional et local sont faibles et l'espèce n'est pas intégrée à la Directive Oiseaux 2009/147/CE. Par ailleurs, un couple nicheur a été observé dans l'aire d'étude rapprochée de la zone d'étude. La bibliographie complète cet inventaire par l'identification d'individus dans l'aire d'étude éloignée (donc entre 2 et 20 km du projet) à 4 reprises en 2023.

Enfin, la sensibilité brute au risque de collision est qualifiée de moyenne, avec une proportion des cas de collisions connus au regard des effectifs européens comprise entre 0,01 et 0,1 (§8.1.2.1 p.77).

[20] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturaliste, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

En associant les statuts de conservation, les inventaires terrains et bibliographiques ainsi que les risques documentés de collision, l'impact brut est considéré comme faible toute l'année (§8.4.2.2 p.90)

Cette logique méthodologique a également été utilisée pour qualifier les enjeux et les sensibilités liés aux chauves-souris (§4.2, p.45 – 62).

***

Or, par un effet mécanique inévitable, le blocage de toute renaturation du territoire entraînera la régression progressive de ces espèces. Sans haies, sans bosquets, sans zones boisées dans le périmètre des éoliennes, les espèces arboricoles et buissonnantes, pic épeiche, sittelle, grimpereau, mésanges, bouvreuil, perdront leurs habitats de nidification et d'alimentation. Les espèces insectivores, hirondelles, gobemouche, rouge-queue, verront leurs ressources alimentaires diminuer avec la raréfaction des couverts végétaux. C'est une érosion silencieuse mais certaine de la biodiversité locale qui s'engagera, pour plusieurs décennies.

Cette perspective est d'autant plus préoccupante que les produits phytosanitaires utilisés dans l'agriculture intensive environnante appauvrissent déjà considérablement la faune des sols, vers de terre, insectes, coléoptères, dont dépend directement une grande partie de l'avifaune présente. Supprimer simultanément les habitats boisés et maintenir une pression agricole intense, c'est attaquer la biodiversité par les deux bouts. Or un milieu agricole a précisément besoin d'une diversité faunistique pour maintenir ses équilibres naturels : prédation des ravageurs, pollinisation, régulation des populations de rongeurs.

L'appauvrissement avifaunistique n'est donc pas seulement un dommage écologique, c'est une atteinte aux conditions mêmes de l'agriculture locale. En effet, toute action de renaturation dans le périmètre des éoliennes deviendrait de facto impossible ou compromise : la plantation de haies bocagères, de bosquets ou de zones boisées attirerait chauves-souris et rapaces protégés, faisant remonter mécaniquement le niveau de risque écologique évalué initialement et entraînant des obligations de bridage supplémentaires pour l'exploitant. La création de mares ou de zones humides, favorisant insectes et petits rongeurs, produirait le même effet. Ces mesures de renaturation, pourtant encouragées et financées par des politiques publiques nationales par le plan « Haies » lancé en 2023, aides PAC aux couverts d'inter-culture, Stratégie nationale biodiversité 2030 deviendraient ainsi contradictoires avec la présence du parc éolien.

Le projet se trouve donc en contradiction directe avec plusieurs engagements de l'État lui-même, et notamment avec le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) du Centre-Val de Loire, adopté le 19 décembre 2014 et cité dans le dossier lui-même (page 82). Ce schéma prévoit la restauration de corridors écologiques sur ce territoire. Or le dossier ne comporte aucune analyse prospective de la compatibilité du projet avec ces obligations de restauration écologique à long terme. Il crée ainsi un cercle vicieux documenté : le territoire est autorisé à

accueillir des éoliennes parce qu'il est écologiquement dégradé, et la présence des éoliennes l'empêchera de se régénérer pendant 25 à 30 ans, en violation de facto des objectifs du SRCE. Je demande en conséquence que l'étude d'impact intègre une analyse prospective répondant à la question suivante : que devient l'évaluation environnementale du projet si, dans les dix prochaines années, des programmes de renaturation sont mis en œuvre dans ce secteur conformément aux corridors écologiques prévus par le SRCE ? L'absence d'une telle analyse constitue une lacune sérieuse dans le dossier soumis à enquête publique.

R2-9 : Comme expliqué précédemment (R2-8), l'implantation d'éoliennes n'empêche en aucune mesure la création de nouveaux habitats naturels. Le projet se trouve lui-même à une distance de 200m de haies et boisements qui sont évités par le projet, comme précisé au paragraphe §9.1 p.110 du volet naturel[21]. Malgré cette proximité, le bureau d'étude conclu sur les impacts du projet en ces termes : « *En ce qui concerne la flore et les habitats naturels, la mise en place de mesures d'évitement et de réduction adaptées permet de limiter au maximum les impacts du projet. Les impacts résiduels seront négligeables sur ces deux thématiques* » (§9.4 p.114), confirmant ainsi la coexistence possible entre les éoliennes et les habitats naturels. Ainsi, le projet éolien des Grandes Vallées n'induit aucune destruction d'habitat et ne limite en rien leur création dans les environs des éoliennes.

Par ailleurs, le projet n'entre pas en contradiction avec le Schéma Régional de Cohérence Écologique comme le précise explicitement le volet naturel[22] dans sa conclusion sur les impacts du projet (§9.4 p.114) : « *Par ailleurs, le projet est compatible avec la présence de zonages réglementaires et d'inventaire et n'a pas d'incidence sur ces sites, en raison des liens fonctionnels très faibles avec le projet éolien. Il n'impacte pas les corridors et réservoirs décrits dans le SRCE, que ce soit directement ou indirectement* ».

Ce dernier point spécifique est confirmé par les cartes présentées dès le début du volet naturel (p.16-18) prouvant la compatibilité entre le parc éolien des Grandes Vallées et le SRCE. En effet, elles illustrent les sous-trames *Prairies et bocage*, *Milieux boisés* et *Milieux humides* montrant clairement que le projet n'interfère pas avec les corridors de la Trame Verte et Bleue et que les corridors à restaurer se trouvent à grande distance du projet (>10 km). Le projet éolien des Grandes Vallées est donc parfaitement conforme en ce sens et ne nécessite pas d'analyse complémentaire pour ce sujet précis.

***

Nous nous dirigeons vers une dégradation du cadre de vie et des conditions d'habitation sans contrepartie locale.

[21] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturaliste, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

[22] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturaliste, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

La proximité des installations existantes impacte déjà le cadre de vie des habitants. L'ajout de nouvelles éoliennes viendrait accentuer :

- la pression visuelle permanente ;
- le sentiment d'industrialisation du paysage rural ;
- les nuisances potentielles cumulées.

Par ailleurs, à l'inverse de ce qui peut être observé dans certaines communes comme Bonneval, aucun projet participatif ni dispositif permettant aux habitants de bénéficier d'un accès à une énergie à coût réduit ne semble être proposé afin de compenser ces désagréments. Cette situation renforce le sentiment de subir les inconvénients de ces installations sans en percevoir les bénéfices directs.

R2-10 : Les producteurs d'électricité éolienne comme la société Parc éolien des Grandes Vallées n'ont pas d'influence direct sur le prix de l'énergie chez les particuliers. En effet, la vente d'électricité entre ces deux acteurs passe par l'intermédiaire, entre autres, des fournisseurs d'électricités qui, eux, définissent les conditions de vente dans les contrats signés avec les particuliers. Le pétitionnaire n'est pas donc pas en mesure de proposer de prix avantageux sur l'achat d'électricité.

En revanche, le pétitionnaire a ajouté au dossier, en date du 26 juin 2026, une note complémentaire au dossier de demande d'autorisation environnementale par le pétitionnaire relative aux mesures d'accompagnement du dossier. Cette note précise que dans l'éventualité où les travaux d'enfouissement de réseaux aériens sur la commune de Neuvy-en-Dunois ne seraient pas programmés à la suite de la construction du parc éolien alors la mesure d'accompagnement qui prévoyait le soutien financier du pétitionnaire serait remplacée par une mesure de distribution de chèques énergies pour les foyers de la commune. Les années de distribution et le montant de ces chèques restent à définir mais induiraient une dépense pour le pétitionnaire équivalente à l'enveloppe des 150 000 € prévus dans la mesure d'origine.

Ainsi, la mise en place d'un dispositif d'aide pour les habitants de la commune est bel et bien renseignée dans le dossier.

***

Une véritable concentration de projets favorisés par des incitations économiques locales.

Le développement des projets éoliens s'accompagne de retombées fiscales pour les collectivités territoriales, notamment à travers l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) et d'autres contributions économiques.

Si ces ressources peuvent représenter un apport financier pour des communes rurales aux

budgets contraints, elles sont également susceptibles d'introduire un biais dans l'appréciation des projets.

R2-11 : Bien que les retombées pour les communes puissent être assimilées à un incitatif, il est nécessaire de rappeler l'intérêt du partage de la valeur pour les collectivités ainsi que la cadre réglementaire qui empêche tout rapprochement entre ces retombées et un éventuel délit de corruption ou une prise illégale d'intérêt.

En premier lieu, l'existence de telles retombées économiques pour les territoires suit le sens de la législation qui tend à les maximiser. En effet, la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables a instauré plusieurs mécanismes de partage territorial de la valeur. Le chapitre 2 du livre IV, entre autres, prévoit notamment le financement par les porteurs de projets d'énergies renouvelables d'actions portées par les communes ou les EPCI en faveur de la transition énergétique, de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique.

Outre la loi, il parait légitime d'encourager le partage de la valeur entre les filières industrielles et les collectivités. En effet, les statistiques sur les finances locales des communes [23] permettent d'observer que, en 2024, les recettes de fonctionnement dépendent grandement du concours de l'État ; et ce, principalement pour les petites communes (jusqu'à 1/3 des recettes). Ainsi, il parait plus que pertinent d'encourager les retombées qui peuvent se traduire, pour ces petites communes, par une plus grande autonomie et la conservation de leurs compétences. Les parcs éoliens s'implantant presque exclusivement sur les petits territoires ruraux, cette industrie en particulier constitue une opportunité majeure et unique que la législation tend à cultiver.

NOMBRE D'HABITANTS (x)	x<100	100<x<200	200<x<500	500<x<2000	2000<x<3500	3500<x<5000
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (M€)	**327**	**879**	**2 877**	**10 525**	**6 503**	**5 057**
Impôts et taxes	140	406	1 464	6 049	4 078	3 287
% des recettes	*42,7*	*46,2*	*50,9*	*57,5*	*62,7*	*65,0*
Concours de l'État	110	267	796	2 508	1 310	924
% des recettes	*33,6*	*30,4*	*27,7*	*23,8*	*20,1*	*18,3*

NOMBRE D'HABITANTS (x)	5000<x<10000	10000<x<20000	20000<x<50000	50000<x<10000	x>100000
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (M€)	**11 267**	**10 972**	**17 592**	**10 686**	**20 325**
Impôts et taxes	7 538	7 453	12 107	7 343	14 740
% des recettes	*66,9*	*67,9*	*68,8*	*68,7*	*72,5*
Concours de l'État	1 918	1 811	2 744	1 677	2 169
% des recettes	*17,0*	*16,5*	*15,6*	*15,7*	*10,7*

Tableau 1 : Part des impots et taxes et du concours de l'état, en 2024, dans les budgets communaux en fonction du nombre d'habitant

[23] Communes – Finances locales, 2024, Les finances des communes en 2024, https://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques/acces-aux-statistiques-par-thematique/budget/communes-finances-locales

En second lieu, l'existence de retombées financières ne peut s'apparenter à un délit de corruption dans la mesure où les collectivités territoriales ne disposent pas du pouvoir de délivrer des autorisations pour les parcs éoliens. La décision d'autorisation relève du préfet de département dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale, après instruction par les services de l'État compétents et prise en compte de l'ensemble des enjeux environnementaux du projet.

Les communes et EPCI sont consultés et émettent un avis qui ne lie pas l'autorité décisionnaire. Même lorsqu'une collectivité est favorable au projet, cette position ne saurait dispenser l'administration de vérifier le respect de l'ensemble des exigences législatives et réglementaires applicables.

Enfin, le droit encadre strictement les situations dans lesquelles des intérêts particuliers pourraient interférer avec l'exercice d'une fonction publique et prévoit des sanctions en cas d'infractions telles que la prise illégale d'intérêts, la corruption ou le trafic d'influence.

Dans ces conditions, les retombées fiscales et économiques associées aux projets éoliens apparaissent moins comme un facteur de biais dans l'appréciation des projets que comme un mécanisme de partage de la valeur destiné à assurer une meilleure répartition des bénéfices de la transition énergétique entre les territoires qui accueillent les installations et l'ensemble de la collectivité.

***

Dans le cas de Neuvy-en-Dunois et de ses environs, déjà fortement équipés, la poursuite de cette dynamique contribue à accentuer une spécialisation du territoire dans l'accueil d'infrastructures industrielles, au risque de porter atteinte à son équilibre et à son identité rurale.

Vers un risque imminent de perte d'attractivité résidentielle et une inégale répartition des contraintes.

La multiplication des installations éoliennes sur un territoire déjà fortement équipé est susceptible d'affecter durablement son attractivité résidentielle. En effet, la transformation progressive du paysage rural en un environnement marqué par la présence d'infrastructures industrielles de grande hauteur peut dissuader l'installation de nouveaux habitants. Sans oublier la dépréciation immobilière et le déclin démographique.

Les données disponibles sur la commune elle-même illustrent concrètement le risque que j'invoque. Selon les données INSEE (RP2022), Neuvy-en-Dunois comptait 305 habitants en 2022, soit une évolution de −2,24 % par rapport à 2016 — alors que le département d'Eure-et-Loir n'enregistrait que −0,23 % sur la même période et que la France gagnait +2,11 %. Cette dynamique négative de 5 % depuis 2006, soit depuis l'annonce et la réalisation des premiers

parcs éoliens mis en service en 2009, mérite d'être mis en regard du développement éolien sur la commune.

R2-12 : Le sujet des mobilités résidentielles en France est extrêmement difficile à appréhender. Le rapport de 2018 réalisé par l'Observatoire des territoires et le CGET (Commissariat Général à l'Égalité de Territoire) témoigne de la complexité des analyses des liens de causalité induisant des mobilités en France[24]. En fonction des régions, des groupes socioprofessionnels, de l'âge des individus, de la proximité aux services, aux emplois et aux études supérieures, les raisons de la mobilité résidentielle sont très variées.

Bien qu'à l'échelle nationale, les tendances montrent un taux d'évolution plutôt négatif dans le quart nord-est de la France – secteur très touché par le développement éolien – il est impossible, en l'état, de conclure quant à l'impact de la filière. Pour cause, les départements du Morbihan, de la Loire-Atlantique ou encore de l'Aude qui sont également fournis en éoliennes font partie des territoires avec la plus forte hausse de population.

Une analyse trop large (nationale) ou trop resserrée (Neuvy-en-Dunois), ne permet pas de conclure quant à l'impact de l'éolien sur l'attractivité des territoires. Il convient donc d'approfondir les recherches en procédant à des analyses statistiques plus poussées sur la base des données disponibles sur le site de l'INSEE. En comparant l'évolution annuelle moyenne de la population dans les communes entre 2017 et 2023[25] à l'échelle de l'Eure-et-Loir ainsi que le nombre d'éoliennes au sein de ces communes – via l'utilisation du contexte éolien disponible sur le site de la DREAL[26], il est possible d'observer la relation entre ces deux paramètres. La méthodologie employée est présentée afin d'assurer la reproductibilité des analyses suivantes.

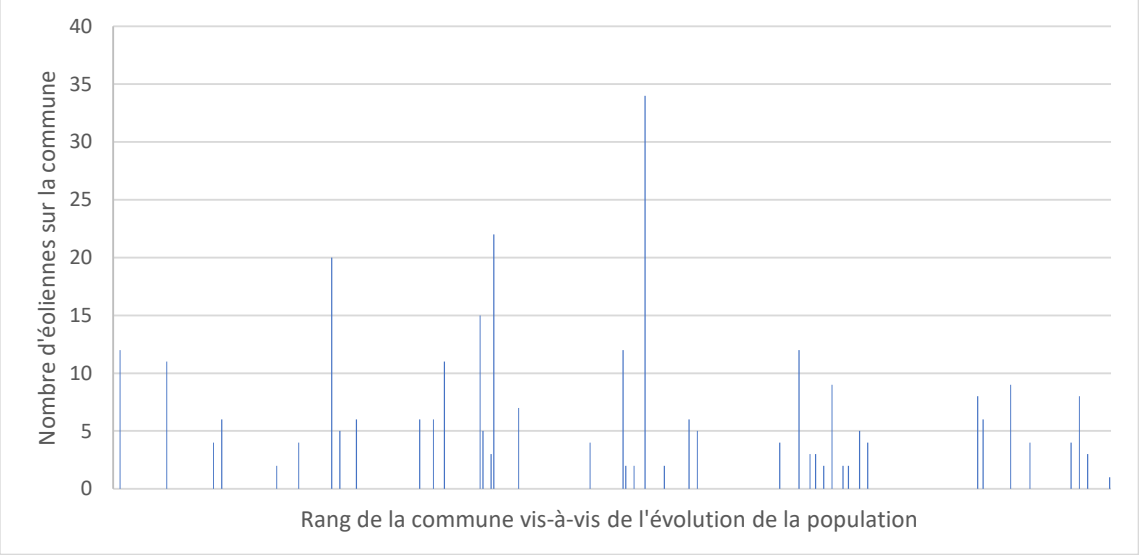
Parmi les 363 communes dont les données sont disponibles en Eure-et-Loir, 43 accueillent un parc éolien en fonctionnement. Au total, 193 communes ont baissé en nombre d'habitant (soit 53% d'entre elles) et 167 ont connu une augmentation (soit 46% d'entre elles). En comparaison, 22 communes ayant un parc éolien ont connu une baisse de population (soit 51%) contre 21 communes dont la population est en hausse (soit 49%).

[24] Observatoire des territoires, janvier 2019, Les mobilités résidentielles en France, Tendances et impacts territoriaux

[25] INSEE, Statistiques locales, Évolution annuelle moyenne de la population entre 2017 et 2023, https://statistiques-locales.insee.fr/#bbox=44715,6204501,257348,149967&c=indicator&i=ds_pop_reference.pmun&i2=ds_pop_reference.evol_popmun&t=A01&t2=A01&theme=evo_stru_pop&view=map1

[26] DREAL Centre-Val de Loire, août 2018 mis à jour en octobre 2025, Carte des sites éoliens en région Centre-Val de Loire, https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/carte-des-sites-eoliens-en-region-centre-val-de-a369.html

Enfin, en attribuant un rang à chaque commune, sur le 363 étudiées, en fonction du pourcentage d'évolution de la population – le rang 1 étant attribué à la commune des Autels-Villevillon qui a connu la plus forte baisse (-6.24%) et le rang 363 étant attribué à la commune de Saint-Maurice-Saint-Germain qui a enregistré la plus forte hausse de population (+4.1%) – il est possible d'observer la distribution des rangs des communes disposant d'un parc éolien (en abscisse).



En ajoutant une dimension, en ordonnée, qui matérialise le nombre d'éoliennes sur les communes, on peut tirer deux conclusions fortes :

- D'abord, les communes ayant des éoliennes sur leur territoire ont des rangs globalement bien distribués, ce qui signifie que les populations ne sont ni particulièrement attirées, ni particulièrement repoussées par la présence des éoliennes.
- Ensuite, le nombre d'éoliennes sur les communes n'entre pas en ligne de compte dans les évolutions de population ; on peut notamment citer Guillonville qui, avec ses 22 éoliennes sur sa commune, a connu une augmentation annuelle moyenne de sa population de 0,48% entre 2017 et 2023.

Ainsi, il est impossible de conclure dans le sens d'une perte voire d'un gain d'attractivité résidentielle liée aux éoliennes.

***

Sur le plan immobilier, si le marché national haussier masque en valeur absolue toute dépréciation, plusieurs références sérieuses documentent l'effet dépréciateur dans les zones de proximité immédiate. L'ADEME elle-même reconnaît, dans son étude de mai 2022, que sa

méthode ne permet pas de chiffrer l'impact sur les biens situés à moins de 2,5 km d'une éolienne — soit exactement la situation de mon hameau de Melleville.

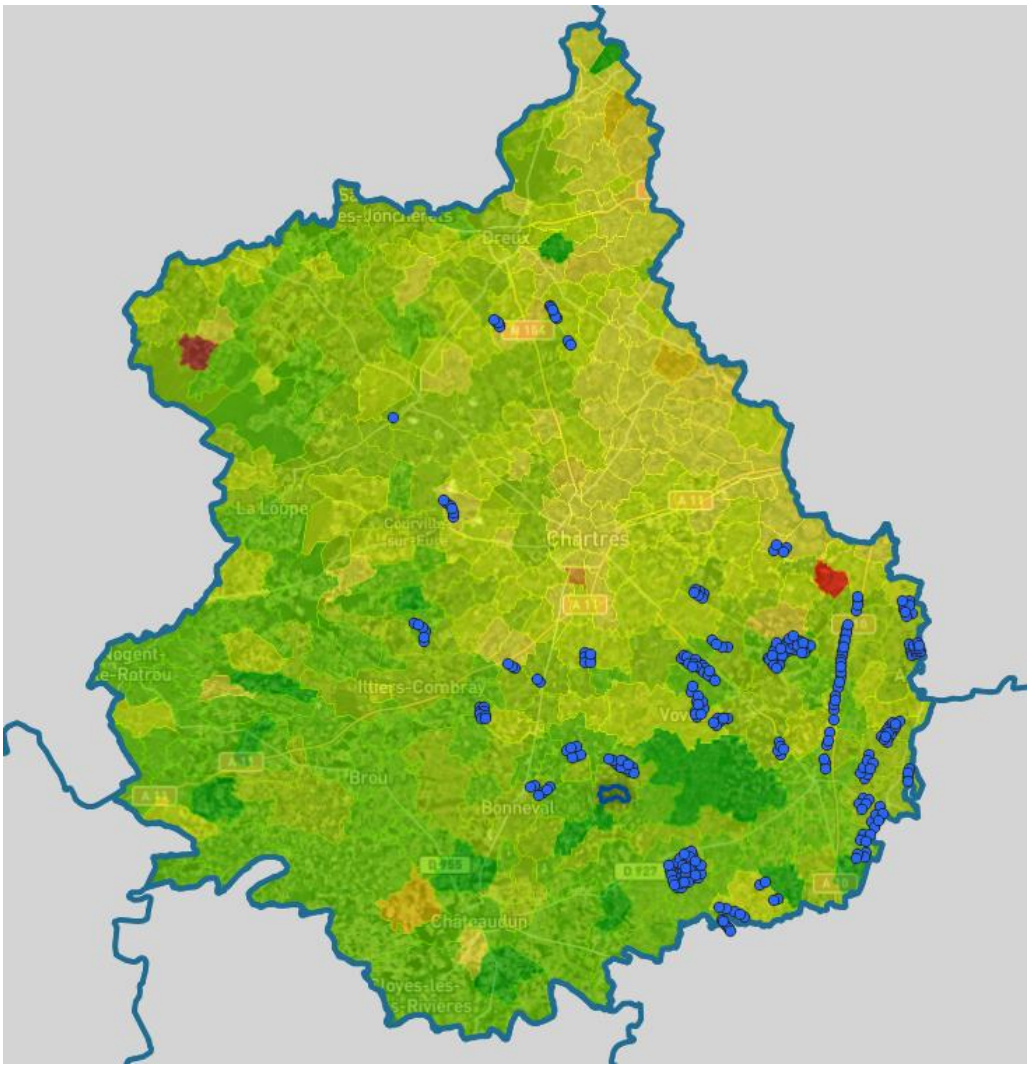
La London School of Economics, dans une étude portant sur plus d'un million de transactions sur 12 ans, a établi une dépréciation de 11 % pour les biens situés dans un rayon de 2 km. Des notaires français ont évalué des décotes de 20 à 30 % sur des fermes rénovées situées en proximité directe. Surtout, par un arrêt du 12 mars 2024 (n° 17/03596), la Cour d'appel de Rennes a reconnu pour la première fois un préjudice de dépréciation immobilière à l'encontre d'un exploitant éolien, condamnant la société FP Lux Wind à verser 730 000 euros à treize riverains dont les biens, situés entre 500 et 1 300 mètres du parc, avaient perdu entre 20 % et 40 % de leur valeur. Cette jurisprudence, qualifiée d' « historique» par les spécialistes, est directement applicable à ma situation, mon domicile se trouvant à une distance comparable du parc existant et a fortiori du futur parc des Grandes Vallées.

R2-13 : De la même manière que pour les mobilités résidentielles, il est très difficile de conclure quant à l'impact (positif ou négatif) sur la valeur des biens immobiliers tant les facteurs d'incidence sont nombreux.

Aussi, il convient de réaliser des études à l'échelle du département, et ce, pour différents critères et via différentes sources.

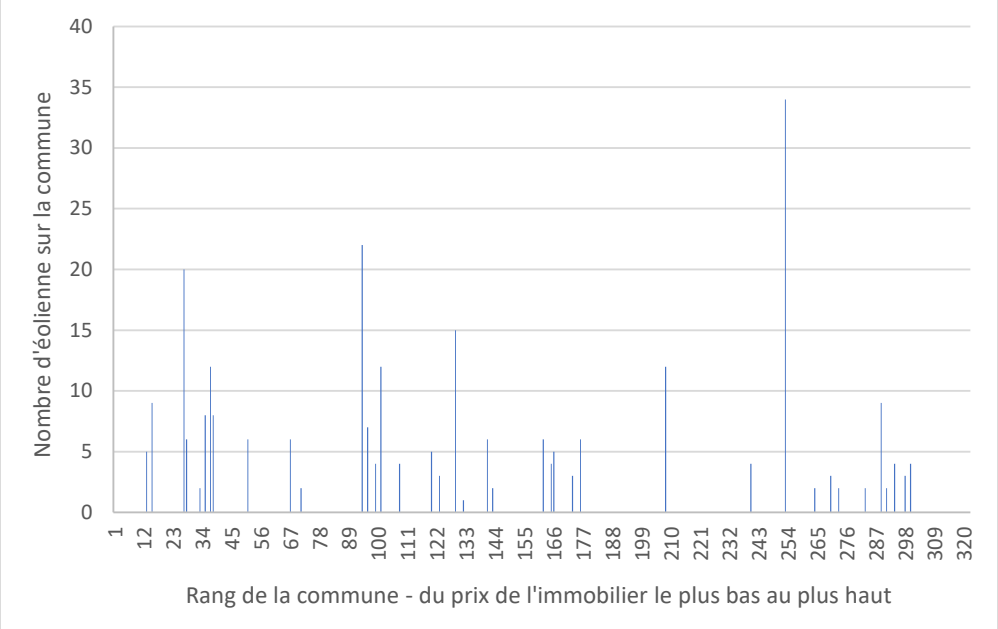
La carte ci-dessous, reconstituée à partir des données de prix de l'immobilier de 2025 fournies par le site internet « MeilleursBiens.com »[27] tend à démontrer qu'il n'y a pas de lien direct entre le prix de l'immobilier et la présence d'éoliennes sur le territoire communal. Pour cause, aucune des 13 communes au prix les plus faibles (vert foncé < 686€/m^2) ne disposent d'éoliennes. Plus encore, les communes de Neuvy-en-Dunois, Pré-St-Martin et Bonneval ont les prix d'immobilier les plus élevés du Bonnevalais alors que ce sont les seules pourvues d'éoliennes au sein de la communauté de commune.

[27] https://meilleursbiens.com/prix-immobilier-m2/departement/28



Spécifiquement sur le prix d'achat des maisons, le site internet « immovrai » fournit un tableau du prix de l'immobilier au m^2 pour toutes les communes d'Eure-et-Loir créé grâce à la base de données DVF (Demandes de Valeurs Foncières) de la DGFP (Direction Générale des Finances Publiques). Globalement, le prix moyen des maisons diminue depuis l'année 2022 qui a rencontré son pic de prix des dix dernières années.

En associant, pour chacune des 322 communes aux données exploitables, le nombre d'éoliennes implantées sur le territoire ainsi qu'un rang – le rang 1 étant décerné à la commune au prix le plus bas et le rang 322 à la commune au prix le plus haut – on peut tracer le diagramme suivant :

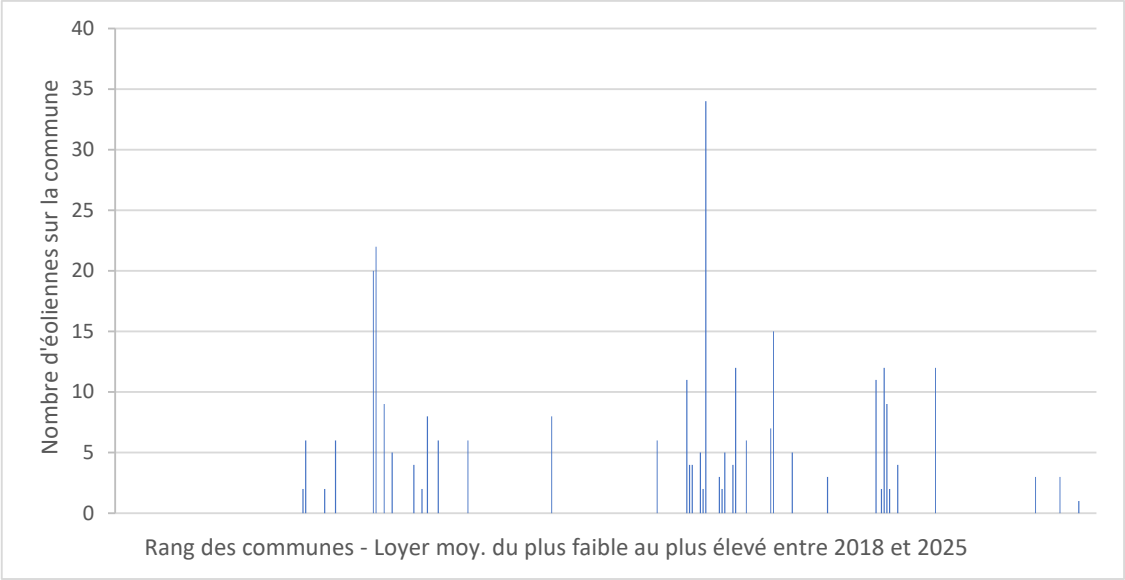


De même manière que pour la mobilité résidentielle, l'ajout du nombre d'éolienne sur la commune permet d'affirmer que ni la présence d'éoliennes ni leur nombre ne semble impacter le prix de l'immobilier comparativement entre les communes d'Eure-et-Loir.

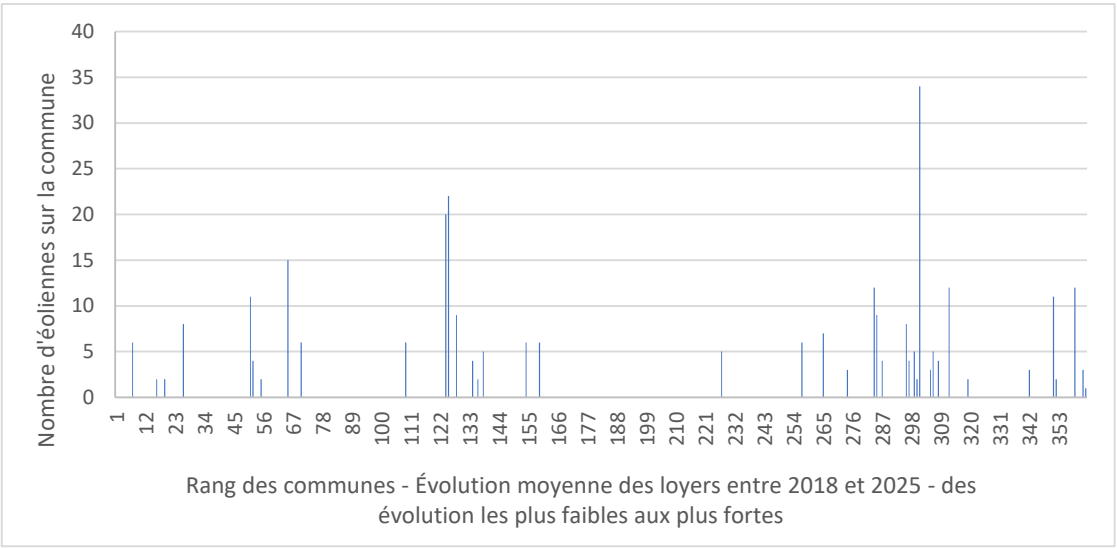
Enfin, concernant les loyers d'habitations dans le cas des baux locatifs, le Ministère de la Transition écologique met à disposition, sur le site internet data.gouv.fr[28], les « *Cartes des loyers – Indicateurs de loyers d'annonce par commune* ». Il est précisé que « *les indicateurs de loyers sont calculés grâce à l'utilisation des données d'annonces parues sur les plateformes de Leboncoin et du Groupe SeLoger* » sur des périodes de 4 à 6 ans précédant la date de publication des données.

Ainsi, les cartes publiées en 2018, 2022 et 2025 couvrent l'évolution des loyers sur les années 2015 à 2025. De nouveau, en attribuant un rang aux communes en fonction du prix des loyers, on peut voir la distribution des communes ayant des éoliennes ainsi que leur nombre.

[28] https://www.data.gouv.fr/pages/donnees_logement-urbanisme



De plus, en calculant l'évolution des loyers entre 2018 et 2025, qui est en moyenne de 20,2%, il est possible d'attribuer une nouvelle fois un rang aux communes (de l'évolution la plus faible à l'évolution la plus forte) tout en observant le nombre d'éoliennes sur les communes.



Similairement à l'étude des mobilités résidentielles, ces trois analyses sur le prix de l'immobilier et la valeur des loyers permet d'affirmer qu'il est impossible de conclure dans le sens d'une perte ou d'un gain de valeur immobilière ou locative liée à l'éolien.

Par ailleurs, il peut être constaté que ce type de projets est majoritairement implanté dans des territoires ruraux à dominante agricole, tandis que des zones à forte valeur patrimoniale ou touristique sont nettement moins concernées. Cette situation peut donner le sentiment que les espaces ruraux supportent une part importante des infrastructures de production énergétique, ce qui interroge sur l'équilibre territorial.

Il est tout de même essentiel de rappeler le cumul des nuisances que nous subissons au quotidien afin que soit pris au sérieux ma requête :

- Les éoliennes déjà installées (nuisances visuelles et sonores permanentes)
- Les épandages de produits phytosanitaires (nuisances olfactives et impact sanitaire avéré)
- Notre village se situe sous le trajet d'un avion militaire qui passe à basse altitude (nuisances sonores)
- Le couloir aérien des Avions de ligne en direction d'Orly (nuisances sonores)
- La dépréciation immobilière documentée de mon bien, confirmée par la jurisprudence de la Cour d'appel de Rennes du 12 mars 2024, qui constitue un préjudice économique direct et personnel.

Ce cumul de nuisances ne saurait être ignoré dans l'examen de cette nouvelle demande d'implantation éolienne. Il appartient désormais aux décideurs de prendre réellement en considération les riverains et de respecter leur cadre de vie. À cet égard, la modération dans l'équipement des territoires ruraux et la sobriété dans l'exploitation de leurs ressources constituent, à mon sens, une approche bien plus adaptée aux enjeux de notre époque que la logique d'accumulation qui prévaut aujourd'hui.

Conclusion

Au-delà des arguments techniques et juridiques développés dans cette contribution, je souhaite exprimer, en tant que simple citoyen et riverain, le sentiment profond qui est le mien face à ce projet. J'ai choisi de vivre à [lieu de résidence] pour la qualité de son silence, l'ouverture de son horizon et la paix de ses paysages. Ces éoliennes déjà présentes ont changé ce cadre de vie de façon irréversible. Chaque nouveau projet accentue un peu plus le sentiment d'être oublié, ignoré, de ne compter pour rien face à des intérêts qui nous dépassent, et auxquels nous n'avons d'autre réponse que cette lettre, écrite avec le peu de moyens dont dispose un simple habitant. Je ne suis pas contre la transition énergétique. Je suis contre l'idée que ce sont toujours les mêmes territoires ruraux, les mêmes habitants sans moyens juridiques ni financiers qui en supportent le coût humain. Cela rappelle l'époque de l'industrialisation de l'agriculture dans les années 60 avec l'augmentation de la production grâce à la technologie quoi qu'il en coûte. Les effets négatifs s'en ressentent fortement aujourd'hui. Alors je demande simplement que l'on nous entende, et que ce projet ne se fasse pas pour toutes les raisons résumées ci-dessous :

- la saturation manifeste du territoire en installations éoliennes, confirmée par les propres indices de l'étude d'impact (IER de 63° depuis Melleville, seuil d'alerte à 160°) ;
- la concentration exceptionnelle de 21 éoliennes dans un périmètre restreint autour des habitations ;
- les effets cumulés sonores nocturnes qualifiés d'« importants » par le bureau d'étude lui-même ;
- les dépassements de seuils d'ombre portée documentés à Melleville ;
- la prise en compte insuffisante de toutes les espèces avifaunistiques présentes, notamment l'épervier d'Europe, espèce protégée par la directive Oiseaux ;
- la contradiction du projet avec les obligations du SRCE du Centre-Val de Loire ;
- l'atteinte excessive et irréversible au paysage et au cadre de vie ;
- le risque avéré et juridiquement reconnu de dépréciation immobilière des biens riverains, documenté par la jurisprudence de la Cour d'appel de Rennes (arrêt du 12 mars 2024, n° 17/03596) et par le déclin démographique de la commune, qui a perdu 5 % de sa population depuis 2006 à un rythme dix fois supérieur à la moyenne départementale, je demande que soit émis un avis défavorable à ce projet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.

[Nom, Prénom]

R2-14 : [Civilité, Nom],

Nous vous remercions pour votre contribution construite et très développée. Il n'est pas rare que l'arrivée d'un nouveau projet éolien génère de nombreuses craintes et il est très probable que d'autres habitants de Neuvy-en-Dunois et alentours partagent certaines de vos inquiétudes. Nous avons donc pris votre contribution avec le plus grand sérieux, en premier lieu pour faire honneur au travail de recherche que vous avez réalisé mais également pour traiter avec exhaustivité les sujets qui sont les plus souvent source d'inquiétude pour les riverains, dans l'espoir que les lecteurs et lectrices visitant le registre dématérialisé puissent trouver des réponses qui sont, soit difficilement accessibles vu le nombre et la taille des pièces du dossier, soit absentes des rapports en ce qu'elles ne figurent pas dans le périmètre des sujets traités par les demandes d'autorisation environnementale.

Ainsi, pour résumer les points traités :

- La question du paysage et de la sensation d'encerclement qui, à l'inverse de toutes les autres thématiques traitées dans cette réponse, est de nature qualitative et non quantitative. En effet, chaque individu ressent la présence de l'éolien avec sa subjectivité propre, ce qui rend difficile l'élaboration des impacts paysagers malgré la création d'outils théoriques comme les indices de saturation.

- Les contrôles acoustiques prévus à la mise en service du parc assureront sa conformité par rapport aux réglementations acoustiques et notamment aux émergences résiduelles.
- Ni les résultats de l'étude, ni la réglementation liée aux ombres portées induites par les éoliennes ne justifient la mise en place d'un bridage.
- Toutes les espèces avifaunes recensées par les inventaires de terrain ou par la bibliographie fournie par Eure-et-Loir Naturel ont été considérées avec le même sérieux méthodologique. Les indices de conservation, la période et la nature d'utilisation du site, la distance au site, le nombre d'individu ainsi que les risques de collision ou de destruction et perturbation des habitats ont permis aux écologues de déterminer un niveau d'impact pour chacune des espèces. Des mesures d'évitement et de réduction appropriées ont alors été définies pour que ces impacts atteignent un niveau qualifié de négligeable.
- Le projet est en parfaite cohérence avec le SRCE comme il l'est explicitement écrit à plusieurs reprises dans le volet naturel de l'étude d'impact.
- Le projet éolien des Grandes Vallées ne détruit aucun habitat (autre que la grande culture agricole) et ne limite en aucun cas la création de nouveaux habitats.
- Une analyse statistique robuste à l'échelle du département permet d'assurer qu'il est impossible de conclure dans le sens d'un impact négatif de l'éolien sur la valeur immobilière ou sur l'attractivité des territoires en Eure-et-Loir.

Nous ajouterons enfin qu'il semble important de faire le lien entre le ressenti qu'engendre les éoliennes dans le paysage et l'appréciation que les individus ont de la filière éolienne. Il est très souvent observable que la crainte des impacts négatifs (ombres portées, déclin démographique, dépréciation immobilière, mise en péril de la biodiversité, perte de la surface agricole, etc.), même lorsqu'elle est injustifiée, engendre la défiance qui se traduit par un rejet de l'objet dans le paysage.

À l'inverse, celles et ceux qui associent l'éolien à des concepts positifs (transition énergétique, souveraineté, résilience, durabilité, emplois, soutien financier local, etc.) ont tendance à bien mieux accepter la présence de l'objet dans le paysage.

En prouvant par nos réponses que les risques d'impacts négatifs associés au projet des Grandes Vallées sont faibles voire négligeables, nous espérons que les personnes exprimant le plus de craintes à ce sujet changeront leur regard sur l'éolien et l'accepteront, de ce fait, mieux dans leur paysage.

Aussi, nous conclurons en rappelant que les habitants et les administrations de l'Eure-et-Loir peuvent être fiers d'avoir su aménager et tirer des profits des forces de leur territoire, si bien

qu'aujourd'hui, celui-ci joue un rôle central dans deux des piliers les plus importants de notre avenir : la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique.

***

Contribution n°3
12/05/2026 - Web

Provenance n°2

Mon avis est défavorable, en tant que citoyen qui avait il y a peu des parents par alliance dans le Dunois et en tant que [rôle] de la Fédération nationale Vent de Colère.

Ce projet éolien concerne un territoire déjà saturé, où plus d'une centaine d'éoliennes sont déjà visibles : saturation, encerclement et densité, tout y est hélas au sens de la note de référence de la DREAL Hauts-de-France applicable partout en France. Le dossier lui-même reconnaît une « incidence théorique très forte », sauf qu'ici elle n'est pas théorique : elle est réelle. L'étude d'encerclement présente des biais méthodologiques, certains lieux de vie ayant été exclus sans justification.

Le paysage ouvert de la Beauce amplifie fortement l'impact visuel du projet, que l'étude classe comme « très fort » pour de nombreux villages et lieux-dits.

Les effets cumulés sont sous-estimés, notamment les nuisances sonores nocturnes qualifiées d'« importantes », laissant craindre des dépassements des seuils ICPE. Au demeurant, le volet acoustique de l'étude d'impact est dépourvu de la moindre norme homologuée : il s'agit en effet de mesures qui ne relèvent pas des suivis de conformité, seul sujet traité par l'arrêté de 2011.

R3-1 : Suite à la loi Grenelle 2 du 13 juillet 2010, les parcs éoliens sont entrés dans la législation des ICPE. À ce titre, les émissions sonores des parcs éoliens sont réglementées par la « *section 6 : Bruit* » de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Dans l'article 28 de cet arrêté, il est précisé que « *des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions* », c'est-à-dire du respect des seuils réglementaires imposés, selon l'ordonnance du projet de norme NF31-114. En d'autres termes, le contrôle des ambiances sonores après la mise en service du parc est exigé par la réglementation en vigueur.

Il est important de noter que l'arrêté du 10 décembre 2021 – finalement annulé par le Conseil d'État le 8 mars 2024 – modifiait l'arrêté du 26 août 2011 en prévoyant notamment l'application d'un protocole de mesure des parcs éoliens terrestres pour la réalisation et l'analyse des mesures acoustiques en lieu et place de la norme NF 31-114. Ainsi, suite à l'annulation de l'arrêté du 10 décembre 2010, la méthodologie prévue par le projet de norme NF 31-114 semble de nouveau la plus pertinente à mettre en place et sera donc, hors adoption d'une nouvelle norme, appliquée dans le cadre de la mise en service du parc éolien des Grandes Vallées.

À ce jour, la méthodologie envisagée pour contrôler les ambiances sonores après la mise en service du parc éolien peut se synthétiser comme suit :

- Les écoutes sont réalisées de préférence en hiver afin de mesurer un bruit résiduel minimal et donc une émergence maximale. De cette manière, les mesures devraient être les plus conservatrices.
- Le parc est mis en pleine production (full-power) dans les secteurs de vents dominants. Pour chaque plage de direction et de vitesse de vent, 10 mesures du bruit ambiant et du bruit résiduel sont enregistrées.
- Les émergences en sont déduites pour ces différents régimes de vent. Elles sont alors comparées avec les émergences réglementaires maximales autorisées (5 dB en journée et 3 dB la nuit).
- Le plan de bridage est ensuite défini afin de répondre à ces limites réglementaires.
- Le protocole est réalisé de nouveau dans son intégralité pour vérifier l'efficacité du nouveau plan de bridage. Il peut alors être amélioré par itération jusqu'à obtenir un résultat satisfaisant.

En complément d'information, la méthodologie applicable pour la norme 31-114 est précisée dans la réponse à l'avis de la MRAe publiée sur le registre dématérialisé.

Ainsi, les effets cumulés des autres parcs pour les habitations seront pris en compte empiriquement lors du contrôle du plan de bridage après la mise en service du parc. De ce fait, le parc éolien des Grandes Vallées respectera les exigences de la loi en matière d'émissions sonores, et ce, grâce à un bridage contrôlé en situation réelle.

***

Les impacts écologiques sont également minimisés : absence d'analyse de l'épervier d'Europe pourtant observé et strictement protégé, et l'on peine à comprendre pourquoi il n'a pas été déposé une demande de dérogation espèces protégées.

R3-2 : Comme présenté au paragraphe §4.1, p.33-44 du volet naturel de l'étude d'impact[29], « *72 espèces ont en réalité été recensées lors des prospections de terrain* », et ce, au sein des aires d'études immédiate, rapprochée et éloignée. De plus, 123 autres espèces recueillies dans la synthèse bibliographique réalisée par Eure-et-Loir Nature ont été ajouté à l'analyse des enjeux du volet naturel. Parmi elles, on trouve bel et bien l'Épervier d'Europe qui, comme toutes les autres espèces, a fait l'objet d'une analyse complète et respectueuse des exigences méthodologiques.

[29] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturaliste, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

Ainsi, concernant l'Epervier d'Europe, on peut lire à l'Annexe 3 du volet naturel p.175 que les niveaux d'enjeux régional et local sont faibles et l'espèce n'est pas intégrée à la Directive Oiseaux 2009/147/CE. Par ailleurs, seulement un couple nicheur dans l'aire d'étude rapprochée de la zone d'étude a été observé. La bibliographie complète cet inventaire par l'identification d'individus dans l'aire d'étude éloignée (donc entre 2 et 20 km du projet) à 4 reprises en 2023.

Enfin, la sensibilité brute au risque de collision est qualifiée de moyenne pour cette espèce, avec une proportion des cas de collisions connus au regard des effectifs européens comprise entre 0,01 et 0,1 (§8.1.2.1 p.77).

En associant les statuts de conservation, les inventaires terrains et bibliographiques ainsi que les risques documentés de collision et de perturbation de l'habitat, l'impact brut est considéré comme faible toute l'année (§8.4.2.2 p.90). Ainsi, il n'est en aucun cas justifié d'envisager une demande de dérogation espèces protégées (DEP).

En effet, l'article L411-2-1 du Code de l'environnement relatif à la protection du patrimoine naturel précise que « *la dérogation [...] n'est pas requise lorsqu'un projet comporte des mesures d'évitement et de réduction présentant des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque de destruction ou de perturbation des espèces mentionnées à l'article L411-1 au point que ce risque apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé et lorsque ce projet intègre un dispositif de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de ces mesures et, le cas échéant, de prendre toute mesure supplémentaire nécessaire pour garantir l'absence d'incidence négative importante sur le maintien, dans un état de conservation favorable, des population des espèces concernées* ».

À ce titre, les conclusions sur les impacts résiduels et donc après l'application des mesures d'évitement et de réduction sont explicitement apportés au paragraphe §9.1 p.114 du volet naturel : « *En ce qui concerne la faune, les mesures d'évitement et de réduction permettent de limiter les impacts résiduels à un niveau faible à négligeable et non significatif, en évitant ou en réduisant les perturbations et les risques de destruction en phase chantier et en réduisant majoritairement les risques de collision avec les éoliennes en phase exploitation* » ; et enfin : « *d'une façon générale, les impacts résiduels sont négligeables à faibles et non significatifs pour les habitats et les espèces, et aucune mesure compensatoire n'est nécessaire* ».

Enfin, de part la mise en place de suivis écologiques en phase travaux et en phase exploitation décrits au paragraphe §10 p.116 du volet naturel, l'article L411-2-1 cité précédemment est parfaitement respecté, confirmant ainsi qu'aucune demande de dérogation espèces protégées n'est requise pour le projet éolien des Grandes Vallées.

***

Le projet figerait un territoire déjà appauvri, empêchant toute renaturation future et contredisant les objectifs du SRCE Centre-Val de Loire.

R3-3 : Au paragraphe §9.4 p.114 du volet naturel de l'étude d'impact, le bureau d'étude naturaliste conclue sur les impacts du projet en ces termes : « *Par ailleurs, le projet est compatible avec la présence de zonages réglementaires et d'inventaire et n'a pas d'incidence sur ces sites, en raison des liens fonctionnels très faibles avec le projet éolien. Il n'impacte pas les corridors et réservoirs décrits dans le SRCE, que ce soit directement ou indirectement* ».

Cette conclusion se justifie, entre autres, par l'analyse cartographique du paragraphe §1.2 p.9 du volet naturel dédiée à la situation géographique du projet par rapport aux zonages officiels de biodiversité. Les sous-trame *Milieux boisés*, *Prairies et bocage* et *Milieux humides* sont présentées pages 16 à 18 confirmants que le projet se situe en dehors et à bonne distance des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques définis dans le SRCE.

Le projet éolien des Grandes Vallées est donc en parfaite conformité avec les objectifs du SRCE Centre-Val de Loire.

***

Au regard de la saturation, des impacts cumulés, des lacunes de l'étude, et des atteintes paysagères et écologiques, je ne peux qu'émettre un avis défavorable à ce projet.

Contribution n°4
18/05/2026 – Web

Provenance n°3

Très bonne idée, écologique et durable.
Qui permet l'évolution de la commune.

Contribution n°5
18/05/2026 – Web

Provenance n°4

Projet intéressant pour avoir de l'énergie propre et surtout écologique.
Apport de revenus complémentaires pour la commune.

Contribution n°6
18/05/2026 – Web

Provenance n°4

Je suis habitant à neuvy en Dunois.
Nous avons déjà éoliens qui contribuent à la commune et au energie vert.

Donc 4 de plus n'est que profitable.
Sachant que les autres sont déjà intégrés au paysage.

Contribution n°7
18/05/2026 – Web

Provenance n°5

Il existe plusieurs points que je trouve positifs pour ce genre de projet :

Les revenus générés créent de la richesse à la fois pour les propriétaires de foncier non bâti, les exploitants en place et les communes, il est évident que tout le monde en profite directement ou indirectement.

Cela permet de valoriser des terres à faible potentiel et/ou non irrigable donc des productions à faible valeur ajoutée et non rémunératrices.

De plus les apporteurs de projet s'engagent souvent pour une possible suppression de poteaux et de lignes électriques existantes qui eux pour le coup nous gâchent complètement le paysage depuis toujours.

Contribution n°8
19/05/2026 - Web

Provenance n°5

Je me permets d'intervenir car je trouve tout à fait scandaleux de lire que dans les premières contributions ce sont des personnes reconnues comme écologistes radicaux (soit une minorité de personne jamais contente) qui sont encore contre des projets d'énergies renouvelables !!!! Cherchez l'erreur ?

Elles se permettent de venir habiter en campagne mais sont contre les agriculteurs et encore mieux que ça sont capables de se faire construire des maisons en forme de blockaus carré au milieu de maisons traditionnelles !! Là pour le coup notre paysage est fortement impacté.

C'est l'hôpital qui se fout de la charité.

Dans cette enquête publique, je tenais absolument à dénoncer ces personnes qui en plus de ça font appel à d'autres personnes qui ne sont pas du coin pour laisser des contributions anti-éoliennes afin de détruire tous les projets en place qui profitent au plus grand nombre pour une fois.

Merci de prendre en compte ces faits qui fausse et biaise les enquêtes à chaque fois.

R8-1 : Cette phase de consultation a pour objectif de permettre au public d'émettre des avis ou de demander des compléments d'information sur le projet éolien des Grandes Vallées. Une consultation réussie et vertueuse passe, d'après la charte de la participation du public publiée en 2016 par le Ministère de la transition écologique[30], par « un état d'esprit constructif » impliquant « un esprit d'écoute, de bienveillance, de respect [et] de sincérité » notamment.

Chaque individu est libre d'apporter sa contribution sans craindre de critique en retour.

***

[30] Ministère de la transition écologique, Mai 2017, Charte de la participation du public pour améliorer l'efficacité et la citoyenneté des décisions ayant un impact sur le cadre de vie

Contribution n°9
19/05/2026 – Web

Provenance n°6

Bonjour,

Bien que je connaisse personnelle la région, je n'habite pas de le bonnevalais. En revanche, je travaille dans les énergies renouvelables et notamment dans le financement de projets éoliens et photovoltaïques. Par la présente contribution, je souhaite exprimer mon soutien pour ce projet qui génère de nombreux emplois dans le pays et permet de soutenir la transition énergétique qui est l'un des piliers essentiels pour atteindre un modèle économique et social durable dans le temps. À ma connaissance, la Beauce est l'un des quelques rares secteurs nationaux apte à accueillir le développement soutenu de l'éolien. Bien que les photomontages et l'étude de saturation montrent une certaine densification qui peut être ressentie négativement par les habitants de la région, force est constater que de nombreuses réglementations tantôt nationales, tantôt locales limitent les options d'implantation en France.

Dans l'objectif de soutenir les emplois créés par la filière et encourager le développement d'énergies renouvelables, à Neuvy-en-Dunois ou ailleurs, je souhaite apporter mon soutien formel à ce projet.

Contribution n°10

26/05/2026 – Web

Provenance n°7

Bonjour
Habitant sur la commune de Saint Maur sur le loir à moins de 10km du projet je suis également exploitant de parcelles agricoles à Neuvy en Dunois .je souhaite soutenir ce projet qui participe à la transition et à la souveraineté énergétique. De plus les retombées financières soutiennent la commune afin de faire de beaux projets et également les agriculteurs sans remettre en cause la production grâce à une surface impactée plutôt faible. Enfin avec seulement 4 éoliennes en ligne l'impact sur le paysage est acceptable.

Contribution n°11
04/06/2026 – Web

Provenance n°1

Je prends acte de la contribution me mettant personnellement en cause.
Je souhaite toutefois rappeler qu'une enquête publique a pour objet de recueillir des observations, des analyses et des arguments relatifs au projet soumis à consultation. Elle n'a pas vocation à devenir un espace de jugements personnels, d'appréciations sur les opinions supposées des contributeurs ou de commentaires portant sur leur mode de vie, leur habitation ou leur personnalité.

Les contributions présentées dans ce cadre gagnent à être examinées au regard de leur contenu, de leur argumentation et des éléments factuels qu'elles apportent au débat public. C'est dans cet esprit que j'ai rédigé ma contribution.

Je regrette donc que le débat s'éloigne du projet soumis à enquête publique pour porter sur ma personne, mes opinions supposées ou encore les caractéristiques architecturales de mon habitation.

Le fait d'être favorable ou non à tel ou tel courant de pensée, tout comme le style d'une maison, n'a aucun lien avec les questions posées par cette enquête publique.

Je rappelle que ma contribution porte exclusivement sur des éléments liés au projet lui-même : la concentration déjà très importante d'éoliennes sur le territoire, les effets cumulés avec les projets existants et autorisés, l'évolution du paysage rural, les conséquences sur le cadre de vie ainsi que l'attractivité future de la commune.

Avant de rédiger cette contribution, j'ai pris le temps d'étudier attentivement le dossier d'enquête publique, ses différentes pièces, ainsi que le contexte plus large de développement éolien sur notre territoire. Mon analyse est le résultat de cette démarche de lecture, de vérification et de réflexion.

J'ai fait le choix d'associer publiquement mon identité à ma contribution, non par recherche d'exposition particulière, mais parce qu'il me semble naturel d'assumer les arguments que l'on défend lorsque l'on participe à un débat d'intérêt général. Cette démarche me paraît contribuer à la transparence et à la sérénité des échanges.

Je constate donc avec regret que certaines réponses ne portent pas sur ces éléments de fond mais prennent principalement la forme d'appréciations personnelles, de suppositions ou de jugements sans lien avec le contenu de mes observations.

Je note d'ailleurs que la contribution qui me vise ne répond à aucun des arguments développés concernant la saturation du territoire, les effets cumulés des différents projets, la concentration exceptionnelle d'éoliennes autour des habitations ou encore les conséquences sur le cadre de vie.

Pour ma part, je demeure attaché à un débat respectueux, argumenté et centré sur l'intérêt général.

La question qui nous est posée n'est pas de savoir qui habite quelle maison ou quelles opinions chacun peut avoir, mais de déterminer si l'ajout de nouvelles éoliennes sur un territoire déjà fortement équipé constitue ou non un choix raisonnable pour l'avenir de notre commune.

C'est sur cette seule question que j'espère que les futurs contributeurs choisiront de se prononcer, dans l'intérêt d'un débat utile, respectueux et constructif.

Contribution n°12
09/06/2026 – Web

Provenance n°8
Pièce jointe : courrier France Renouvelables

Ayant déjà pris connaissance du projet éolien des Grandes Vallées, en février 2025, à l'occasion du comité département des énergies renouvelables (CDEnR) à la préfecture d'Eure-et-Loir, nous souhaitons lui renouveler notre soutien dans le cadre de la consultation du public.

En effet, nous souhaitons mettre en lumière les arguments démontrant la cohérence de ce projet au regard des objectifs nationaux et régionaux de développement des énergies renouvelables, et de l'éolien en particulier.

En premier lieu, ce projet permettra de contribuer de façon significative à l'atteinte des objectifs relatifs à la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) publié par décret le 12 février 2026. Celui-ci a notamment retenu pour objectif d'augmenter de 30% la puissance éolienne installée d'ici 2030, passant de 24 GW en 2026 à 31 GW.

En second lieu, si la région Centre Val de Loire contribue déjà significativement à la production éolienne avec plus de 3 TWh produits en 2020, le SRADDET fixe comme objectif une production de 8,2 TWh en 2030. De plus, ce document cadre inscrit comme objectif « l'atténuation du changement climatique par [...] le développement des énergies renouvelables et des énergies de récupération, notamment celui de l'énergie éolienne ».

Nous souhaitons également souligner la cohérence du projet au regard du principal enjeu paysager dans les plaines de la Beauce lié à la saturation visuelle des lieux de vie. À ce titre, l'UDAP a rendu un avis favorable en juillet 2025 attestant que le projet éolien des Grandes Vallées « est situé dans un secteur peu sensible du point de vue patrimonial et paysager, par rapport à d'autres secteurs du département » et qu'il « répond ainsi à la stratégie de densification portée par l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine ». Enfin, la conclusion de l'avis rendu par la MRAe en février 2026 souligne la qualité du dossier de demande d'autorisation environnementale du projet éolien des Grandes Vallées qui a su « [identifier] précisément les enjeux environnementaux ».

Contribution n°13 à 20
11/06/2026 – Web

Provenance n°9
Les contributions 13 à 20 sont traitées ensemble car issues de la même provenance et publiées en l'intervalle de 2 minutes sur le registre dématérialisé.

Contribution n°13 :
Le volet naturaliste du dossier démontre-t-il de façon suffisante et documentée que l'épervier d'Europe et toute autre espèce strictement protégée présente dans l'aire d'étude ne sont pas susceptibles d'être affectées par le projet, justifiant ainsi l'absence de demande de dérogation espèces protégées ?

R13-1 : Comme présenté au paragraphe §4.1, p.33-44 du volet naturel de l'étude d'impact[31], « *72 espèces ont en réalité été recensées lors des prospections de terrain* », et ce, au sein des aires d'études immédiate, rapprochée et éloignée. De plus, 123 autres espèces recueillies dans la synthèse bibliographique réalisée par Eure-et-Loir Nature ont été ajoutées à l'analyse des enjeux du volet naturel. Parmi elles, on trouve l'Épervier d'Europe qui, comme toutes les autres espèces, a fait l'objet d'une caractérisation complète et respectueuse des exigences méthodologiques.

Ainsi, concernant l'Epervier d'Europe, on peut lire à l'Annexe 3 du volet naturel p.175 que les niveaux d'enjeux régional et local sont faibles et l'espèce n'est pas intégrée à la Directive Oiseaux 2009/147/CE. Par ailleurs, seulement un couple nicheur dans l'aire d'étude rapprochée de la zone d'étude a été observé. La bibliographie complète cet inventaire par l'identification d'individus dans l'aire d'étude éloignée (donc entre 2 et 20 km du projet) à 4 reprises en 2023.

Enfin, la sensibilité brute au risque de collision est qualifiée de moyenne pour cette espèce, avec une proportion des cas de collisions connus au regard des effectifs européens comprise entre 0,01 et 0,1 (§8.1.2.1 p.77).

En associant les statuts de conservation, les inventaires terrains et bibliographiques ainsi que les risques documentés de collision et de perturbation de l'habitat, l'impact brut est considéré comme faible toute l'année (§8.4.2.2 p.90). Ainsi, il n'est en aucun cas justifié d'envisager une demande de dérogation espèces protégées (DEP).

En effet, l'article L411-2-1 du Code de l'environnement relatif à la protection du patrimoine naturel précise que « *la dérogation [...] n'est pas requise lorsqu'un projet comporte des mesures*

[31] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturaliste, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

d'évitement et de réduction présentant des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque de destruction ou de perturbation des espèces mentionnées à l'article L411-1 au point que ce risque apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé et lorsque ce projet intègre un dispositif de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de ces mesures et, le cas échéant, de prendre toute mesure supplémentaire nécessaire pour garantir l'absence d'incidence négative importante sur le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées ».

À ce titre, les conclusions sur les impacts résiduels et donc après l'application des mesures d'évitement et de réduction sont explicitement apportés au paragraphe §9.1 p.114 du volet naturel : « *En ce qui concerne la faune, les mesures d'évitement et de réduction permettent de limiter les impacts résiduels à un niveau faible à négligeable et non significatif, en évitant ou en réduisant les perturbations et les risques de destruction en phase chantier et en réduisant majoritairement les risques de collision avec les éoliennes en phase exploitation* » ; et enfin : « *d'une façon générale, les impacts résiduels sont négligeables à faibles et non significatifs pour les habitats et les espèces, et aucune mesure compensatoire n'est nécessaire* ».

Enfin, de par la mise en place de suivis écologiques en phase travaux et en phase exploitation décrits au paragraphe §10 p.116 du volet naturel, l'article L411-2-1 cité précédemment est parfaitement respecté, confirmant ainsi qu'aucune demande de dérogation espèces protégées n'est requise pour le projet éolien des Grandes Vallées.

***

Contribution n°14 :
L'étude d'impact justifie-t-elle de façon documentée et cohérente que l'incidence qualifiée de « très forte » sur la saturation visuelle du territoire est acceptable au regard des critères jurisprudentiels applicables à l'effet de saturation, et cette qualification interne est-elle compatible avec une conclusion favorable sur les impacts paysagers cumulés ?

R14-1 : Le volet paysager[32] de l'étude d'impact définit les incidences paysagères, locales, patrimoniales ainsi que les incidences induites par le cumul du projet avec les autres parcs éoliens ; et ce, à travers deux critères : la saturation et l'insertion du projet (Deuxième partie §4, p.470-473). Le bureau d'étude estime alors une incidence et sa qualification, sans pour autant préjuger de l'acceptabilité de ces incidences et sans se prononcer en faveur ou en défaveur du projet.

***

Contribution n°15 :

[32] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-paysage-patrimoine, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

L'étude d'encerclement produite dans le dossier intègre-t-elle l'ensemble des lieux de vie situés dans l'aire d'étude, et si certains lieux de vie en ont été exclus, cette exclusion est-elle justifiée par des critères objectifs, documentés et conformes à la méthodologie de référence applicable à l'évaluation de la saturation visuelle ?

R15-1 : L'aire d'étude éloignée s'étend sur un rayon de 20 km autour de la zone d'étude. Vue l'étendue de cette aire, tous les lieux de vies ne sont pas considérés dans l'étude d'encerclement. La méthodologie retenue se concentre donc sur les lieux de vie dans un rayon de 10 km. Le bureau d'étude Matituna, dans une logique d'allègement de cette étude a alors étudié l'intérêt de l'analyse pour tous les lieux vie dans ce périmètre. Sur les 25 existant, 21 ont été retenus pour la réalisation de l'étude.

En effet, les fermes de Villeret, de Saintaville, des Muids et des Perrières ont été exclues de l'étude en ce que leur analyse n'aurait pas apporté d'éléments nouveau dans la qualification des impacts du projet. Pour cause, la ferme des Perrières et la ferme de Villeret se trouvent toutes deux à équidistance et à moins de 700m de deux lieux de vie faisant l'objet d'une analyse. Les fermes des Muids et de Saintaville quant à elles se trouvent respectivement à 300 et 500m d'un lieu de vie également analysé dans l'étude d'encerclement.

Ainsi, les résultats obtenus pour l'analyse des lieux de vies situés à proximité des fermes isolées donnent en théorie une tendance de l'effet de saturation attendu pour ces dernières. Le choix de réduire le nombre de points étudiés vient de la volonté d'alléger le plus possible l'étude d'impact déjà relativement dense, et ce, sans porter atteinte à la méthodologie employée, ni aux résultats obtenus.

***

Contribution n°16 :
Les mesures de bruit résiduel servant de base au volet acoustique du dossier ont-elles été réalisées selon des protocoles conformes aux normes homologuées applicables, et l'absence de certification de ces mesures est-elle sans incidence sur la validité des calculs d'émergence sonore et sur le respect des seuils réglementaires ?

R16-1 : La méthodologie, le matériel utilisé et les normes de réalisation de l'étude d'impact acoustique sont présentés dans le volet dédié[33]. Il est ainsi possible de vérifier la validité des calculs d'émergence sonore.

***

Contribution n°17 :

[33] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-acoustique, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

La mise à jour de la présentation du pétitionnaire versée en cours de consultation traduit-elle une évolution favorable ou défavorable des capacités techniques et financières de la société portant le projet, et les garanties financières pour le démantèlement demeurent-elles suffisantes et mobilisables au regard de cette évolution ?

R17-1 : La mise à jour de la présentation du pétitionnaire sert principalement à informer le public et les services instructeurs que la société « Parc éolien des Grandes Vallées SAS » est aujourd'hui détenue à 100% par la société Innergex France. Jusqu'alors, la société AKON SAS, développeur indépendant de projets EnR, partageait le capital avec Innergex France en détenant la part minoritaire de la société de projet.

Cette évolution n'influence en rien la capacité du pétitionnaire à développer, financer, construire et exploiter le parc éolien des Grandes Vallées. De plus, les garanties financières pour le démantèlement et la remise en état du site restent inchangées et demeurent donc conforme à l'article R.515-106 du Code de l'environnement. Pour ce projet, la garantie s'élève à prêt de 525 000 € pour l'ensemble du parc.

***

Contribution n°18 :
L'avis favorable de l'UDAP fondé sur la « stratégie de densification » implique-t-il que le secteur de Neuvy-en-Dunois est déjà densément équipé en éoliennes, et cette densification préexistante a-t-elle été intégralement prise en compte dans l'évaluation de la saturation visuelle et des effets cumulés dans l'étude d'impact ?

R18-1 : L'avis favorable rendu par l'UDAP confirme que le projet éolien des Grandes Vallées répond à sa stratégie de densification dans la mesure où le territoire de Neuvy-en-Dunois est déjà équipé en éoliennes. Cependant, cet avis ne préjuge en rien de l'évaluation de cette densification.

Ce sont l'étude d'encerclement (Deuxième partie §3, p.410-466) et le carnet de photomontage (Deuxième partie §2, p.102-409) du volet paysager[34] qui permettent d'évaluer l'intégration du projet dans le paysage, son incidence sur le patrimoine et les lieux de vie, les risque d'effets cumulés négatifs entre les parcs mais également les risques d'encerclement des lieux de vie.

***

Contribution n°19 :
La délibération du conseil municipal de Neuvy-en-Dunois du 5 juin 2026 exprime-t-elle un soutien sans réserve au projet ou formule-t-elle des conditions ou oppositions, et quelles

[34] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-paysage-patrimoine, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

conséquences juridiques sa teneur entraîne-t-elle sur l'instruction de la demande d'autorisation environnementale ?

R19-1 : La délibération [35] stipule que le conseil municipal de Neuvy-en-Dunois a décidé à l'unanimité d'émettre un avis favorable sur le projet éolien des Grandes Vallées. Ni conditions ni oppositions ne sont formulées dans ladite délibération.

Cette délibération intervient dans le cadre réglementaire de la consultation du public défini à article R.181-10 du Code de l'environnement qui stipule que « *l'autorité administrative compétente saisit pour avis les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet* ». L'avis des collectivités, entre autres, permettra au préfet d'arrêter sa décision sur le projet sans impliquer de « conséquences juridiques ».

***

Contribution n°20 :
Les paramètres acoustiques retenus dans le volet sonore du dossier correspondent-ils exactement aux caractéristiques certifiées de l'ENERCON E138 dans toutes les configurations de vent modélisées, et les résultats de l'étude acoustique seraient-ils différents si les données constructeur les plus défavorables avaient été utilisées ?

R20-1 : Les simulations des bruits ambiants ont été réalisées en suivant les données acoustiques fournies dans la documentation technique pour la ENERCON E138 E3-4,26MW STE. Sur le critère acoustique, il s'agit, à date, du modèle le plus défavorable envisagé par le pétitionnaire.

Il convient par ailleurs de noter que, indépendamment du modèle d'éolienne retenu, le pétitionnaire est dans l'obligation de respecter la réglementation en vigueur qui limite l'émergence du bruit perturbateur à 5 dB la journée et à 3 dB la nuit. Le bridage acoustique sera ainsi contrôlé à la mise en service du parc, conformément à la norme NF 31-114, afin de s'assurer que ces émergences réglementaires ne sont pas dépassées.

***

[35] « Délibération n°035_2026 en date du 5 juin 2026 conseil municipal de Neuvy-en-Dunois », Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

Contribution n°21
11/06/2026 – Web

Provenance n°1
Deux pièces jointes

Alerte technique sur l'irréalisme de la mesure d'accompagnement (Enfouissement de réseau de l'axe D153.3 — Page 272-273 du dossier de l'étude d'impact)

À l'attention de Madame la Commissaire enquêtrice,

Je souhaite appeler votre attention administrative et technique sur une anomalie majeure et une contradiction flagrante contenues dans le dossier d'étude d'impact présenté par le pétitionnaire (Innergex France) [document: 1].

Cette observation factuelle s'appuie directement sur les pièces du dossier fourni par le promoteur, et plus particulièrement sur la section 4.4.1 (« Enfouissement du réseau électrique et mise en valeur du site d'étude ») figurant à la page 272 [document: 1]. L'analyse croisée des engagements écrits du pétitionnaire, des photomontages présentés et de la réalité des infrastructures locales révèle une insincérité technique manifeste de nature à fausser l'appréciation du public et de l'autorité environnementale [document: 1].

Incohérence matérielle de la « Photo 39 » (Simulation paysagère de l'axe D153.3)
À la page 272 du dossier, le promoteur présente un photomontage « Avant / Après » (Photo 39) simulant le gain paysager obtenu par l'effacement des lignes aériennes sur une portion d'environ 1 400 mètres en direction de Melleville [document: 1]. Sur le visuel projeté (« Après »), l'ensemble des poteaux (bois et béton) et des fils aériens a été intégralement supprimé, offrant une vue totalement dégagée sur la plaine.

Or, l'analyse de terrain et le relevé des réseaux existants démontrent que cet axe supporte deux réseaux distincts et indépendants :
1. Le réseau d'énergie électrique aérien (HTA et basse tension) [document: 1].
2. Le réseau de communication filaire aérien (lignes téléphoniques historiques en cuivre et déploiement récent de la fibre optique).

Le texte de la mesure rédigé par Innergex France est pourtant dénué de toute ambiguïté : la participation financière de 150 000 € est affectée exclusivement à « l'enfouissement du réseau électrique aérien » [document: 1]. Le tableau de synthèse de la page 273 (Tableau 100) [document: 2] confirme cette stricte affectation thématique à l'environnement paysager.

La simulation est trompeuse et techniquement irréalisable en l'état du projet.

Il existe une contradiction insurmontable entre la promesse visuelle (disparition totale des poteaux) et la réalité juridique et financière de la mesure (enfouissement du seul réseau électrique) [document: 1] :

- Si seul le réseau électrique est enfoui : Les poteaux existants devront obligatoirement être maintenus en place pour continuer à supporter les câbles de communication et de fibre optique qui alimentent les habitations (notamment en direction de Melleville). Le gain paysager promis par la "Photo 39" est donc fictif et mensonger, puisque les poteaux resteront dans le champ visuel des riverains [document: 1].

- Si le promoteur prétend effacer l'intégralité des poteaux : Cela implique l'enfouissement simultané du réseau de télécommunication. Or, cette opération n'est ni mentionnée, ni budgétisée, ni planifiée dans la description de la mesure [document: 1]. De surcroît, le pétitionnaire n'a aucun droit ni compétence pour intervenir unilatéralement sur des lignes de communication de tiers sans l'accord exprès et les conventions de co-financement des opérateurs de télécommunication propriétaires des infrastructures, éléments totalement absents du dossier d'enquête.

Cette légèreté technique démontre que le projet de compensation a été conçu de manière purement théorique, sans aucun inventaire préalable des réseaux réellement présents sur les poteaux ciblés. Présenter des simulations photographiques qui masquent délibérément la persistance obligatoire d'un réseau aérien constitue un manquement flagrant à l'obligation d'information sincère du public (article R. 122-5 du Code de l'environnement).

La mesure d'accompagnement phare, affichée à hauteur de 150 000 €, repose sur un projet technique lacunaire et un visuel publicitaire trompeur [document: 1]. Ce manque de sérieux traduit un désintérêt manifeste pour la viabilité et l'efficacité réelles des mesures compensatoires de ce parc industriel.

En conséquence, je vous demande respectueusement, Madame la Commissaire enquêtrice :
- D'interpeller officiellement le pétitionnaire afin qu'il produise les plans techniques réels de l'effacement : comment compte-t-il retirer les poteaux de la "Photo 39" sans couper ou enfouir les lignes de communication et de fibre optique [document: 1] ?

- D'exiger la preuve des accords ou des études conjointes menées avec les opérateurs de télécommunications concernés par cet axe.

- À défaut de clarification budgétaire et technique prouvant l'enfouissement conjoint et intégral

de l'ensemble des réseaux (électricité + télécoms), d'émettre un avis extrêmement réservé sur le caractère réaliste et proportionné de cette mesure d'accompagnement paysager.
Je vous remercie pour l'attention et la rigueur technique que vous porterez à l'examen de cette incohérence manifeste du dossier.

R21-1 : En date du 02/07/2026 a été déposée, sur le registre dématérialisé, une note complémentaire au dossier venant détailler et approfondir la mesure d'accompagnement relative à la participation financière du pétitionnaire pour l'enfouissement de réseaux sur la commune de Neuvy-en-Dunois.

Cette note répond directement à la question relative aux réseaux concernés par la mesure puisqu'elle précise, entre autres, que l'aide financière proposée par le pétitionnaire peut être attribuée pour l'enfouissement des réseaux HTA et de fibre optique.

La note complémentaire rappelle également que la mesure proposée par le pétitionnaire se limite à une aide financière, et ne concernant donc ni la commande, ni la maitrise d'ouvrage des travaux. En effet, la société de projet n'a ni la compétence pour monter un dossier de demande d'enfouissement de réseau, ni la compétence pour en réaliser le chantier. Elle se propose toutefois de participer à ce dernier, en cas de montage et d'acceptation du dossier et en cas d'appel de fonds, jusqu'à une valeur de 150 000 €.

Par conséquent, la mesure d'accompagnement ne saurait être lue et interprétée comme une promesse faite par le pétitionnaire mais bien comme une proposition d'aide aux acteurs compétents qui augmente significativement les possibilités de réalisation des travaux, que ce soit pour le réseau électrique ou pour le réseau de fibre optique. En cela, la simulation d'ambiance paysagère présentée à la page 479 du volet paysager[36] ne constitue pas « un visuel publicitaire trompeur ».

[36] 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-paysage-patrimoine, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

Contribution n°22
11/06/2026 – Web

Provenance n°10

Le conseil de NEUVY EN DUNOIS précurseur dans le développement des énergies renouvelables a choisi de soutenir le projet de parc éolien des GRANDES VALLÉES.

Pour rappel la commune sensible aux enjeux environnementaux nécessitant le développement de sources d'énergie bas carbone fut une des premières à accueillir un parc éolien EDF RENOUVELABLES voilà maintenant 15 ans.

Par la suite le conseil fit le choix d'équiper la toiture de la salle communale d'une centrale photovoltaïque de 36 kwc puis lors de la construction du nouveau bâtiment technique nous y avons installer une centrale photovoltaïque de 9 kwc.

Fidele a sa stratégie la commune en partenariat avec la société MELVAN va construire sur l'ancienne décharge communale une centrale photovoltaïque de 1 MWc le début des travaux est prévu en juin 2026.

62 Nous avons pu apprécier la qualité d'écoute et la prise en compte des conditions émises par le conseil lors des interventions de la société INNERGEX.

Notamment le projet s'inscrit parfaitement dans la zone d'accélération du développement éolien définie par le conseil municipal.

[Nom, Prénom]
[Titre au sein du Conseil Municipal]

Contribution n°23
24/06/2026 – Web

Provenance n°11

En tant que riverain concerné par le projet éolien des "Grandes Vallées", je souhaite attirer l'attention de Madame la Commissaire Enquêteure sur un argument trop souvent brandi de manière trompeuse : l'intérêt économique pour notre commune.

Il est indispensable de clarifier la réalité des flux financiers pour que les habitants et les décideurs ne se méprennent pas sur les enjeux :

Les 8 éoliennes (parc EDF 2009) déjà implantées sur Neuvy-en-Dunois et Villars démontrent l'absence de bénéfice direct pour le budget municipal d'accueil. En raison des réglementations de l'époque (Taxe Professionnelle Unique), ces installations rapportent à l'intercommunalité et aux propriétaires privés, mais laissent la commune de Neuvy sans revenus compensatoires directs pour son budget propre.

Bien que la fiscalité (IFER) ait évolué, l'essentiel des taxes perçues sur les nouveaux projets (comme celui de Montguerin ou des Grandes Vallées) continue d'être capté majoritairement par la Communauté de Communes et le Département. La commune d'accueil ne perçoit qu'une part minoritaire. En revanche, elle subit 100% des impacts paysagers, de la dépréciation immobilière potentielle et de l'impact visuel.

La promesse de gains financiers (souvent surévaluée pour l'échelle communale) pousse à la validation successive de multiples projets. À force de cumuler le parc historique, le parc de Villars (Butte de Menonville, 2021), le projet acté de Montguerin, et l'actuel projet des Grandes Vallées, notre espace de vie est en passe d'être totalement saturé visuellement. Un phénomène d'encerclement va donc être inévitable!

Je demande à ce que le promoteur (SAS Parc Éolien des Grandes Vallées / Innergex) présente un tableau financier strictement détaillé et transparent, indiquant la part exacte (en euros et en pourcentage) qui sera versée spécifiquement à la commune de Neuvy-en-Dunois, comparativement à ce qui sera versé à l'intercommunalité et aux intérêts privés (propriétaires fonciers). Les citoyens ont le droit de savoir si le sacrifice de leur paysage se fait au profit d'intérêts majoritairement extérieurs ou privés.

R23-1 : Dans le cadre de cette consultation du public, le pétitionnaire n'a pas vocation à répondre aux questions ou aux arguments relatifs aux parcs existants et autorisés sur la commune de Neuvy-en-Dunois. La réponse se concentre donc exclusivement sur l'aspect financier du parc éolien des Grandes Vallées.

À l'échelle des communes, quatre taxes existent à ce jour et concernent les parcs éoliens :

- L'impôt forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER),
- La cotisation foncière des entreprises (CFE),
- La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB),
- La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui est vouée à disparaitre.

Il est possible d'estimer les retombées financières associées à ces différentes taxes en définissant une valeur locative cadastrale (VLC) et en tenant compte des taux communaux et intercommunaux.

Au vu de la fiscalité locale, l'IFER qui est la source de retombées fiscales principale est partagée comme suit :

- 20% pour la commune
- 50% pour l'EPCI
- 30% pour le département.

Sa valeur totale s'élève à ce jour à 8620 €/MW/an[37]. La répartition des retombées fiscales est la suivante :

SYNTHESE DES RETOMBEES FISCALES	
Fiscalité pour la commune	**38 229 €**
IFER	*29 002 €*
TFPB	*9 227 €*
CFE	*0 €*
Fiscalité pour l'EPCI	**85 435 €**
IFER	*72 505 €*
TFPB	*2 216 €*
CFE	*10 713 €*
Fiscalité pour le département	**43 503 €**
IFER	*43 503 €*

Remarque : Ces valeurs sont issues d'un calcul approximatif et sont à considérer dans leurs ordres de grandeur. Les taux et la méthode de calcul peuvent évoluer d'ici la mise en service du parc.

À cette enveloppe de près de 40 000 €/an pour la commune vient s'ajouter une redevance versée en compensation à l'utilisation et à l'aménagement des voies communales par le pétitionnaire. La valeur de cette redevance devrait être d'un ordre de grandeur similaire à la fiscalité perçues.

[37] https://www.economie.gouv.fr/entreprises/gerer-sa-fiscalite-et-ses-impots/autres-impots-et-taxes/quest-ce-que-limposition-forfaitaire-des-entreprises-de-reseaux-ifer

Enfin, une mesure d'accompagnement a été proposée dans l'étude d'impact. Celle-ci propose un soutien financier à la commune à hauteur de 150 000 € pour l'enfouissement de réseaux aériens sur son territoire. Par ailleurs, comme le précise la note complémentaire ajoutée au dossier en date du 26/06/2026, dans l'hypothèse où cette aide financière n'est pas demandée par la commune ou que les travaux d'enfouissement ne sont pas réalisés, il est convenu que cette enveloppe sera utilisée pour la distribution de chèques énergie auprès des foyers de Neuvy-en-Dunois.

Ainsi, à travers la fiscalité, les redevances et les mesures d'accompagnement, la commune de Neuvy-en-Dunois et ses habitants captent plus de valeur que la Communauté de Communes du Bonnevalais. Ce fait est d'autant plus visible lorsque l'on se penche sur les budgets de ces deux collectivités.

En effet, avec ces quelques 40 000 €/an de retombées fiscales – et donc sans compter la redevance pour l'utilisation des voies et les mesures d'accompagnement - le parc éolien des Grandes Vallées participerait à hauteur de +25% du budget de fonctionnement de la commune qui s'élève à 155 000 € en 2024[38]. On peut également mettre en évidence que ces retombées fiscales représentent près de 40% des recettes fiscales totales de la commune en 2024.

Comparativement, les 85 000 €/an de retombées fiscales pour le Bonnevalais représentent moins de 0,5% du budget de fonctionnement qui s'élève à 22 900 000 € en 2024 ; et quasiment 10% du résultat de clôture ce cette même année[39].

Proportionnellement donc, le parc éolien des Grandes Vallées a un poids financier plus important pour la commune que pour l'intercommunalité ; et ce, malgré une répartition qui semble à première vue déséquilibrée entre ces deux collectivités.

En conclusion, nous aimerions mettre en évidence l'importance de la répartition des retombées entre ces collectivités. Par la multiplicité des parcs sur son territoire (qui sont d'ailleurs tous visibles depuis une majorité de son territoire), le Bonnevalais dispose de retombées qui viennent, une fois additionnées, compter de manière significative dans ses recettes annuelles.

Il s'agit donc d'une opportunité intéressante pour l'intercommunalité qui profite à l'ensemble de ses habitants. Pour rappel, cette dernière dispose de nombreuses compétences qui profitent à tous et qui sont traitées dans douze commissions : les transports scolaires, l'enfance, la piscine, le développement économique, l'eau, le tourisme et la communication, la

[38] Observatoire des finances et de la gestion publique locales, Compte consolidé des communes 2017-2024, https://data.ofgl.fr/pages/accueil/

[39] Communauté de communes du Bonnevalais, septembre 2025, Rapport d'activité 2024, https://comcomdubonnevalais.com/la-cdc/rapports-dactivite/

mutualisation, les finances, l'accessibilité, l'assainissement non collectif, les appels d'offres et les attributions des marchés.

***

Contribution n°24
24/06/2026 – Web

Provenance n°12

À l'attention de Madame la Commissaire enquêtrice,

En tant que citoyen concerné par le développement de notre territoire, je souhaite verser à cette enquête publique plusieurs documents officiels issus des délibérations du conseil municipal de Neuvy-en-Dunois. Les éléments qu'ils contiennent soulèvent des questions sérieuses sur la régularité des avis rendus, que je juge nécessaire de porter à votre connaissance. La question n'est pas ici de débattre du bien-fondé de l'énergie éolienne en soi.

Elle est plus directe : peut-on accorder du crédit à l'avis rendu par le conseil municipal le 5 juin 2026 sur le projet des Grandes Vallées, au vu des situations d'intérêts que révèlent ces actes administratifs ?

En lisant la délibération DELIB_035_2026 (pièce jointe1), qui est l'acte officiel transmis en préfecture, je tombe sur ce passage :

« Considérant que Monsieur l'Adjoint au Maire [nom mentionné dans l'acte] est concerné par ce point à l'ordre du jour, le conseil municipal l'invite à quitter la salle le temps de délibérer, passant ainsi de 7 présents à 6. »

La raison pour laquelle on demande à cet adjoint au Maire de sortir est simple : les éoliennes du projet des Grandes Vallées seraient installées sur ses terrains privés. Il toucherait donc des redevances foncières versées par le promoteur pendant 25 à 30 ans.

On lui a demandé de quitter la salle pour le vote. Mais il était présent avant. Il a entendu les débats et a pu participer aux discussions préalables. Et c'est précisément là que le bât blesse juridiquement.

Même si je ne suis pas spécialiste, j'ai vérifié ce que dit la loi. Pour le Conseil d'État, sortir au moment du vote ne suffit pas si l'élu a assisté aux discussions avant le vote. Plus récemment, en février 2023, la Cour de cassation a même confirmé qu'un simple rappel des faits ou la présence d'un élu intéressé au début de la réunion suffit à rendre la situation illégale, peu importe qu'il ait voté ou non à la fin. »

R24-1 : Il semblerait que la séance du Conseil Municipal du 05 juin 2026 relative au parc éolien des Grandes Vallées se soit déroulée dans les règles puisque la délibération stipule que le conseiller intéressé et présent le jour de la séance s'est vu inviter « *à quitter la salle le temps de*

délibérer ». Ici, le sens du mot « délibérer » indique l'acte de débattre puis de voter, ce qui prouve que ce dernier n'a pas participé aux discussions. De ce fait, la délibération prise sur le projet éolien des Grandes Vallées ne peut être visée comme illégale dans le sens de l'article L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales.

De plus, la délibération a passé le contrôle de légalité de la préfecture en date du 09/06/2026, ce qui tend à confirmer cet argument.

Si souhaité, le procès-verbal de la séance du 05 juin 2026 sera disponible, à la mairie, dans la semaine qui suivra le prochain conseil municipal durant lequel le PV sera arrêté et signé par le maire et le secrétaire, conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales. Ce document devrait pouvoir apporter la preuve de la sortie du conseiller intéressé le temps du débat et du vote, c'est-à-dire le temps de la délibération.

***

Dans une délibération antérieure du 24 juin 2024 « DELIB_017_2024 » (pièce jointe 2): En cherchant d'autres délibérations relatives aux projets éoliens de la commune, j'ai trouvé la délibération DELIB_017_2024 du 24 juin 2024, portant avis sur la ferme éolienne de Montguérin. Elle contient cette mention :

« En vertu de l'article L2131-11 du CGCT Monsieur le Maire et Monsieur le Conseiller municipal [noms mentionnés dans l'acte] quittent la salle du conseil car personnellement intéressés par cette affaire. »

Cette délibération met en scène le Maire et son fils, également conseiller municipal. Deux éoliennes du projet de Montguérin sont prévues sur leurs terres. On retrouve exactement le même schéma : retrait de la salle au moment du vote, mais présence aux débats préalables. Ce n'est donc plus un cas isolé. C'est deux fois le même mécanisme, sur deux projets successifs, impliquant à chaque fois des piliers de l'exécutif local. Le Maire et un conseiller sur l'un, l'Adjoint au Maire sur l'autre.

R24-2 : Dans le cadre de cette consultation du public, le pétitionnaire n'a pas vocation à répondre aux questions ou aux remarques relatives aux parcs existants et autorisés sur la commune de Neuvy-en-Dunois. La réponse se concentre donc exclusivement sur la délibération du 05 juin 2026 portant sur la demande d'autorisation environnementale du parc éolien des Grandes Vallées.

***

Ce qui frappe davantage encore, c'est ce qui s'est passé lors de la séance suivante, le 5 juin 2026. Le Maire, dont l'intérêt foncier personnel est pourtant établi sur la commune depuis 2024, a cette fois-ci présidé la séance et signé la délibération sans qu'aucune mention de conflit

d'intérêts ne soit relevée le concernant. Plus marquant encore, son fils a participé au vote et a rédigé l'acte en qualité de secrétaire de séance. L'équipe familiale qui avait dû s'effacer en 2024 se retrouvait aux commandes de la séance en 2026 sur un projet éolien similaire.

Je ne peux pas vérifier par moi-même à qui appartiennent les terrains où doivent être construites les éoliennes, ces informations étant masquées dans les dossiers publics. Mais vos prérogatives vous permettent de les obtenir. C'est pourquoi je souhaite soumettre plusieurs interrogations à votre examen.

Premièrement, il convient de savoir si, parmi les membres du conseil municipal ayant voté sans restriction le 5 juin 2026, certains détiennent un intérêt foncier direct ou indirect dans ce projet ou dans d'autres parcs de la commune ?

Deuxièmement, la question se pose de savoir si le Maire, dont le conflit d'intérêts personnel est acté pour un projet, pouvait légalement présider, mener les débats et signer une délibération portant sur un nouveau projet éolien au sein de la même commune ?

Troisièmement, il est nécessaire de vérifier si le conseiller municipal ayant officié comme secrétaire de séance, soumis aux mêmes intérêts familiaux, pouvait valablement voter et authentifier cet acte sans restriction ?

R24-3 : Aucun conseiller municipal ayant participé au débat et au vote de la séance du 05 juin 2026 n'est intéressé directement ou indirectement par le projet éolien des Grandes Vallées. L'éventuel intéressement de conseillers pour d'autres projets, qu'ils soient éoliens ou non, n'a aucune incidence sur la délibération du 05 juin 2026 qui porte exclusivement sur la demande d'autorisation environnementale du parc éolien des Grandes Vallées. Le président et le secrétaire de séance pouvaient donc parfaitement assurer ces rôles.

***

Enfin, qu'en est-il des 8 éoliennes actuellement en exploitation dans la zone, dont 4 sont situées directement sur le territoire communal ? Sur quelles propriétés privées sont-elles implantées ? Sur quelles propriétés privées sont-elles installées ? Ces terrains appartiennent-ils à des membres de la mairie, à leurs familles, ou à d'autres élus qui auraient ainsi pris part aux décisions initiales tout en étant personnellement intéressés ?

Je le répète : ces questions ne constituent pas des attaques ciblées contre des personnes. Elles découlent objectivement de la simple lecture croisée des actes officiels de la mairie. Si les vérifications démontrent la parfaite régularité des rôles de chacun, la transparence n'en sera que renforcée. Dans le cas contraire, il appartiendra à votre rapport d'en faire état.

Au terme de cette lecture, je vous demande d'interroger le promoteur pour connaître l'identité

des propriétaires de tous les terrains concernés, pour ce projet comme pour les précédents.

Je souhaite également que vous demandiez à voir les déclarations d'intérêts des conseillers municipaux qui ont voté sur l'éolien depuis 2006, et que vous vérifiez si le vote du 5 juin 2026 s'est fait avec toute l'impartialité nécessaire. Si, après étude de ces éléments, le conflit d'intérêts est avéré, il me semble qu'il conviendra d'émettre un avis défavorable à ce projet.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à cette contribution.

R24-4 : Les propriétaires des parcelles cadastrales concernées par le projet éolien de Grandes Vallées figurent dans la pièce n°3 du dossier de demande d'autorisation intitulée « Attestation de maitrise foncière ».

La propriété des parcelles concernées par des projets éoliens antérieurs ou futurs, qu'ils soient construits, autorisés ou abandonnés, n'ont aucune incidence sur les actes pris dans le cadre de l'instruction du projet éolien des Grandes Vallées.

***

Contribution n°25

28800 Neuvy-en-Dunois
26/06/2026 – Web

Provenance n°13

Je souhaite apporter une précision factuelle importante concernant la contribution n°24 : le conseiller municipal mentionné n'est pas le fils de Monsieur le Maire, mais son cousin au cinquième degré. Attaché à ce que la justice soit respectée et à ce que les analyses menées dans ce dossier soient rigoureuses, je tenais à rétablir cette vérité ; pour le reste, je laisse le soin aux spécialistes de répondre sur la régularité des situations évoquées, dans un unique souci de transparence.

Cordialement,

Contribution n°26
28/06/2026 – Web

Provenance n°14

Objet : Opposition au projet d'implantation du parc éolien

Madame, Monsieur,

Résidant à Neuvy en Dunois, je souhaite par la présente exprimer mon opposition au projet d'implantation du parc éolien prévu sur le territoire de Neuvy en Dunois.
Bien que je sois favorable au développement des énergies renouvelables et à la transition énergétique, je considère que ce projet, compte tenu de sa localisation, présente de nombreux inconvénients et risques pour les riverains ainsi que pour l'environnement local.

1. Dégradation du cadre de vie

L'installation d'éoliennes de grande hauteur à proximité immédiate des habitations entraînera une modification profonde et irréversible du paysage rural. Notre territoire est caractérisé par ses espaces ouverts, son patrimoine naturel et son identité agricole, qui constituent un élément important de notre qualité de vie.
La présence permanente d'éoliennes visibles à plusieurs kilomètres, accompagnée du balisage lumineux nocturne obligatoire, créera une pollution visuelle importante et altérera durablement le caractère de notre environnement.

R26-1 : Dans le paysage ouvert du plateau de la Beauce, les motifs verticaux tels que les éoliennes sont indubitablement très marqués dans ce paysage. C'est aussi le cas des bourgs et villages avec leurs châteaux d'eau, leurs clochers d'église, leurs silos à grain, leurs moulins à vent et leurs pylônes électriques.

Bien que ces motifs verticaux soient remarquables, le paysage très ouvert permet des rapports d'échelles toujours favorables qui facilitent l'intégration paysagère de ces motifs, comme le rappel le volet paysager de l'étude d'impact (Première partie, p.20 à 59)[40]. Ainsi, le bâti et les installations industrielles sont visibles de loin mais s'intègrent bien et n'écrasent pas les motifs urbains représentatifs de la Beauce.

Au-delà de l'appréciation du paysage, il est important de comprendre son histoire. Rapidement déforesté pour servir de terre de production, l'agriculture est au centre de l'histoire et la modification du paysage beauceron. Les silos, les fermes isolées à cours carrées, les pivots et

[40] 2026-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-paysage-patrimoine, https://www.preambules.fr/7112/documents

rampe d'irrigation et les engins parcourant les champs en sont des éléments indissociables. La Beauce est une terre de production qui a été exploitée et a dû modifier son paysage pour augmenter toujours plus ses rendements agricoles. Bien que cette construction productiviste du territoire soit en partie décriée, elle offre un rayonnement national à la Beauce qui jouit de l'image très positive de « grenier de la France ».

Ainsi, c'est par des modifications drastiques de son paysage, au cours du demi-siècle dernier, que le territoire Beauceron a créé son identité agricole qui est chère à ses habitants. Depuis près de 15 ans, de nouvelles modifications majeures apparaissent dans le paysage et viennent répéter cet aspect de l'histoire de la Beauce. En effet, le motif éolien s'est développé très intensément, profitant de la ressource en vent et des caractéristiques très favorables à son développement : faibles enjeux naturels, faible densité de monuments historiques, faible attraction touristique, faible densité de population, paysage ouvert accueillant très bien les infrastructures verticales, etc.

De plus, l'acceptabilité remarquable de la population envers l'éolien s'explique également par l'identité agricole qui, en plus de marquer le paysage, joue un rôle important dans la composition et la culture de ses habitants. La filière éolienne, par les retombées économiques qu'elle génère, soutient activement les agriculteurs beaucerons, faisant de la production agricole et électrique des alliées fortes pour le développement économique du territoire. Ce principe d'appropriation de la production d'énergie renouvelable par le monde agricole est encouragé par la récente loi du 24 mars 2025[41] relative à l'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture qui définit les politiques à mettre en place pour pérenniser le futur de l'agriculture. Ces dernières se doivent entre autres « de concourir aux transitions énergétique et climatique, en contribuant aux économies d'énergie et au développement des matériaux décarbonés et des énergies renouvelables ainsi qu'à l'indépendance énergétique de la Nation ».

Au même titre que l'agriculture il y a 50 ans, le motif éolien est voué à transformer le paysage des plateaux de Beauce, s'ajoutant à l'identité du territoire qui rayonnera nationalement comme terre de production alimentaire et d'énergie verte. Cette capacité forte à exploiter les caractéristiques de son territoire permettra à la région de participer activement à la souveraineté alimentaire et énergétique de la France.

Pour conclure, il est indéniable que le développement soutenu de l'éolien modifie le paysage beauceron. Toutefois, cette évolution fait écho à celle déjà vécue lors de l'industrialisation de l'agriculture au siècle dernier et qui est aujourd'hui appréciée comme l'identité forte du territoire, que ce soit localement ou nationalement. Ainsi, le développement éolien, en plus d'être pertinent d'un point de vue technique, environnemental et paysager – grâce au vue ouvertes offrant des rapports d'échelle favorables – apparait comme la suite logique du

41

développement du territoire et de son identité de région productrice essentielle à l'indépendance de la France.

***

2. Nuisances sonores et impact sur la santé

Même lorsque les normes réglementaires sont respectées, de nombreux riverains de parcs éoliens rapportent des nuisances liées au bruit, aux infrasons, aux effets stroboscopiques provoqués par les pales ainsi qu'aux clignotements lumineux nocturnes.
Cette situation est susceptible d'entraîner des troubles du sommeil, du stress, une perte de confort de vie et une dégradation du bien-être des habitants vivant à proximité des installations.

R26-2 : Dans son rapport du 03 mai 2017, l'Académie de Médecine a traité le sujet des nuisances sanitaires induites par les éoliennes terrestres afin d'en analyser l'impact réel sur la santé[42]. Sont traités les nuisances visuelles (effet stroboscopique, balisage et « *défiguration du paysage* »), les nuisances sonores (bruit audible et infrason) et les facteurs psychologiques.

L'Académie de Médecine met alors en avant que l'atteinte au bien-être physique, mental et social ne concernent qu'une faible partie des riverains directs des parcs et provient exclusivement de facteurs personnels qui ne peuvent être attribués aux éoliennes. La dégradation du cadre vie ressentie peut provenir « *des sentiments de contrariété, d'insatisfaction voire de révolte* » qui génèrent de « *l'anxiété* » et même « *des symptômes issus de l'effet nocebo* ».

Les éoliennes ne peuvent donc pas être mises en cause dans l'impact sur la santé des riverains. Le rapport rappelle notamment que « *la diffusion via notamment les médias, les réseaux sociaux voire certains lobbies d'informations non scientifiques accréditant des rumeurs pathogéniques non fondées* » accentuent les facteurs psychologiques pouvant affecter les riverains. Affirmer que les éoliennes ont un impact sur la santé est non seulement faux mais augmente les risques de souffrance que peuvent ressentir les riverains sensibles à cette question.

Enfin, l'Académie de Médecine conclut en ce sens : « *Ces facteurs de nuisances étant identifiés, l'analyse de la littérature médicale et scientifique (plus d'une soixantaine d'articles ont été publiés à ce jour sur les effets sanitaires des éoliennes) ne permet pas de démontrer que celles-ci - lorsqu'elles sont correctement situées – retentissent significativement sur la santé. En d'autres termes, aucune maladie ni infirmité ne semble pouvoir être imputée à leur fonctionnement.* »

En plus de l'Académie de Médecine, d'autres rapports relatifs à l'impact des éoliennes sur la santé ont été produits par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail). Dans son avis de mars 2017 relatif à l'*évaluation des effets*

[42] Académie nationale de Médecine, mai 2017, Nuisances sanitaires des éoliennes terrestres

sanitaires des basses fréquences sonores et infrasons dus aux parcs éoliens, l'ANSES conclut finalement en ces termes[43] : « *les connaissances actuelles en matière d'effets potentiels sur la santé liés à l'exposition aux infrasons et basses fréquences sonores ne justifient ni de modifier les valeurs limites existantes, ni d'étendre le spectre sonore actuellement considéré* ». Ces « *valeurs limites* » font notamment référence à la distance d'éloignement minimale de 500m aux habitations qui est plus que respectée dans le cadre du projet éolien des Grandes Vallées. Voici, pour rappel, les distances entre les éoliennes et les habitations les plus proches de chaque lieu de vie autour du projet :

Ligaudry	694 m
Ferme des Perrières	830 m
Neuvy-en-Dunois	1 127 m
Melleville	1000 m
Gourville	845 m
Raimbert	2 250 m
Thonville	2 000 m

***

3. Dépréciation de la valeur immobilière

La proximité d'un parc éolien peut affecter l'attractivité résidentielle du secteur et susciter des inquiétudes chez les acquéreurs potentiels. Cette situation est susceptible de provoquer une dépréciation de la valeur des biens immobiliers des riverains, sans compensation équitable pour les propriétaires concernés.

R26-3 : Les facteurs influençant l'attractivité résidentielle et l'évolution de la valeur immobilière d'un secteur géographique sont multiples. Afin de conclure quant à l'impact positif ou négatif sur ces deux paramètres, il convient de réaliser des études statistiques complètes à l'échelle du département. La méthodologie employée est présentée afin d'assurer la reproductibilité des analyses suivantes.

En premier lieu, il est possible de trouver le contexte éolien sur le site de la DREAL[44] et ainsi de déterminer le nombre d'éoliennes implantées par communes dans tout l'Eure-et-Loir.

Impacts sur la mobilité résidentielle :

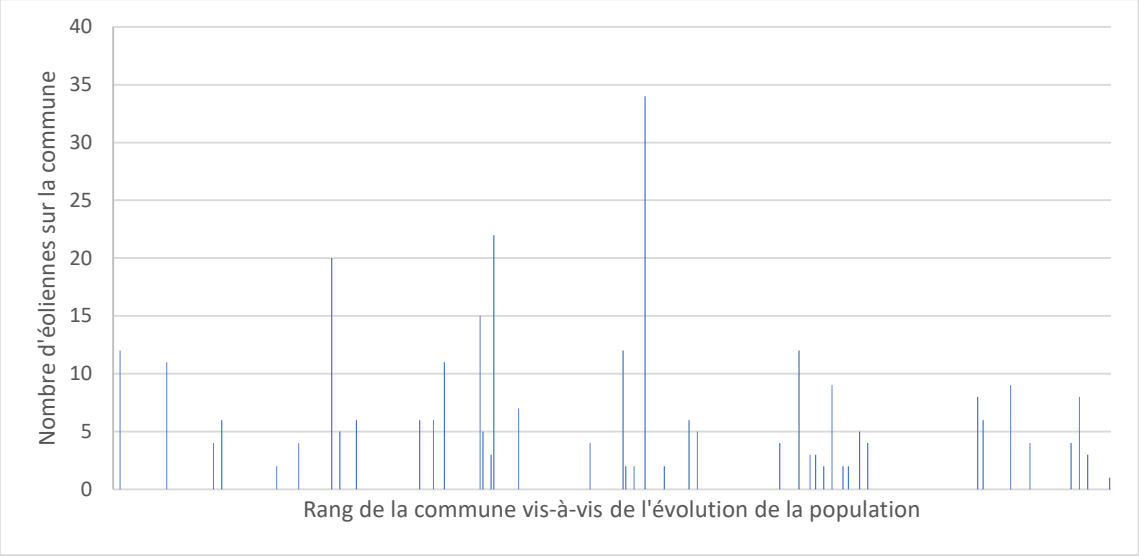
[43] ANSES, mars 2017, Evaluation des effets sanitaires des basses fréquences sonores et infrasons dus aux parcs éolien, p15 de l'avis.

[44] DREAL Centre-Val de Loire, août 2018 mis à jour en octobre 2025, Carte des sites éoliens en région Centre-Val de Loire, https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/carte-des-sites-eoliens-en-region-centre-val-de-a369.html

Afin d'observer les mobilités résidentielles sur le territoire d'Eure-et-Loir, nous utiliserons les données de l'INSEE qui fournissent l'évolution annuelle moyenne de la population entre 2017 et 2023[45].

Parmi les 363 communes dont les données sont disponibles en Eure-et-Loir, 43 accueillent un parc éolien en fonctionnement. Au total, 193 communes ont baissé en nombre d'habitant (soit 53% d'entre elles) et 167 ont connu une augmentation (soit 46% d'entre elles). En comparaison, 22 communes ayant un parc éolien ont connu une baisse de population (soit 51%) contre 21 communes dont la population est en hausse (soit 49%).

Enfin, en attribuant un rang à chaque commune, sur le 363 étudiées, en fonction du pourcentage d'évolution de la population – le rang 1 étant attribué à la commune des Autels-Villevillon qui a connu la plus forte baisse (-6.24%) et le rang 363 étant attribué à la commune de Saint-Maurice-Saint-Germain qui a enregistré la plus forte hausse de population (+4.1%) – il est possible d'observer la distribution des rangs des communes disposant d'un parc éolien (en abscisse).



En ajoutant une dimension, en ordonnée, qui matérialise le nombre d'éoliennes sur les communes, on peut tirer deux conclusions fortes :

- D'abord, les communes ayant des éoliennes sur leur territoire ont des rangs globalement bien distribués, ce qui signifie que les populations ne sont ni

[45] INSEE, Statistiques locales, Évolution annuelle moyenne de la population entre 2017 et 2023, https://statistiques-locales.insee.fr/#bbox=44715,6204501,257348,149967&c=indicator&i=ds_pop_reference.pmun&i2=ds_pop_reference.evol_popmun&t=A01&t2=A01&theme=evo_stru_pop&view=map1

particulièrement attirées, ni particulièrement repoussées par la présence des éoliennes.

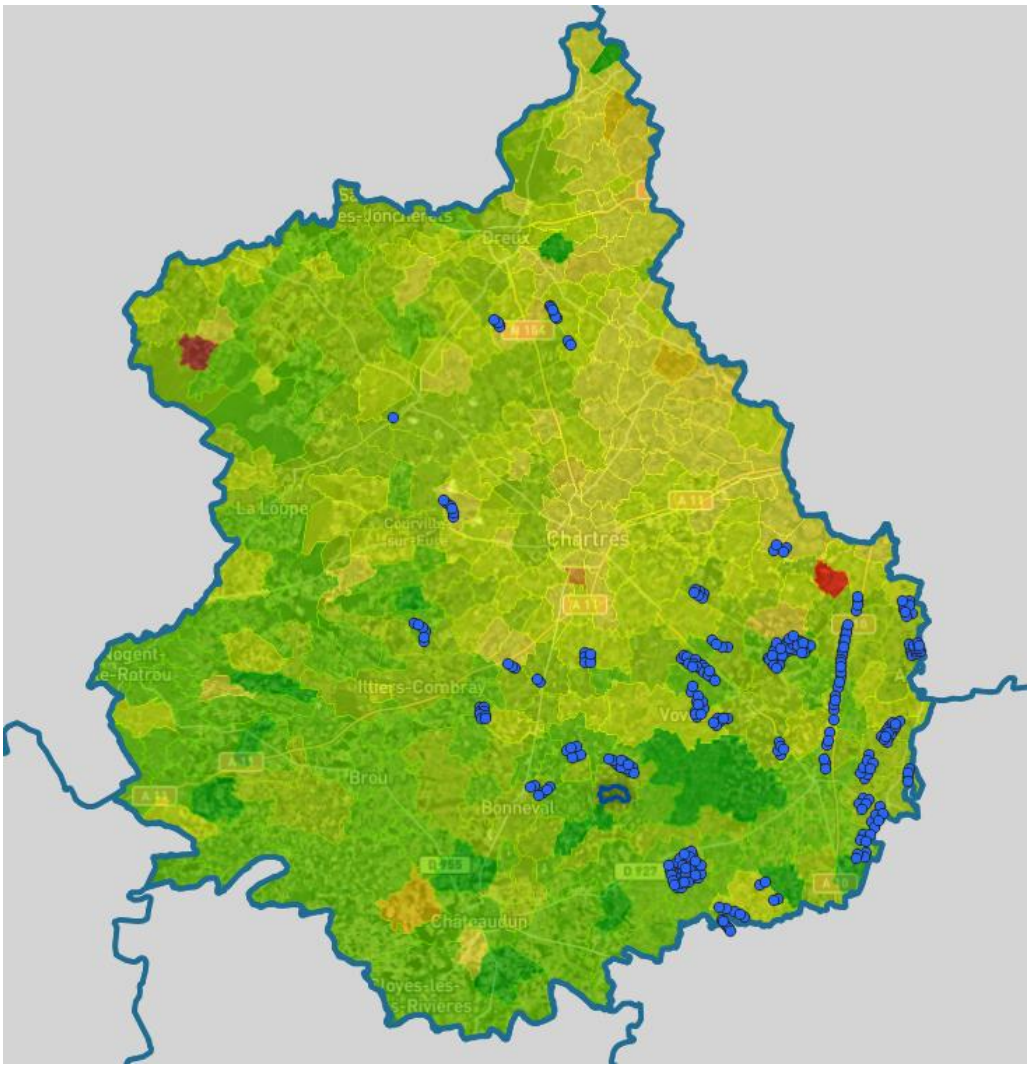
- Ensuite, le nombre d'éoliennes sur les communes n'entre pas en ligne de compte dans les évolutions de population ; on peut notamment citer Guillonville qui, avec ses 22 éoliennes sur sa commune, a connu une augmentation annuelle moyenne de sa population de 0,48% entre 2017 et 2023.

Ainsi, il est impossible de conclure dans le sens d'une perte voire d'un gain d'attractivité résidentielle liée aux éoliennes.

Impact sur la valeur immobilière :

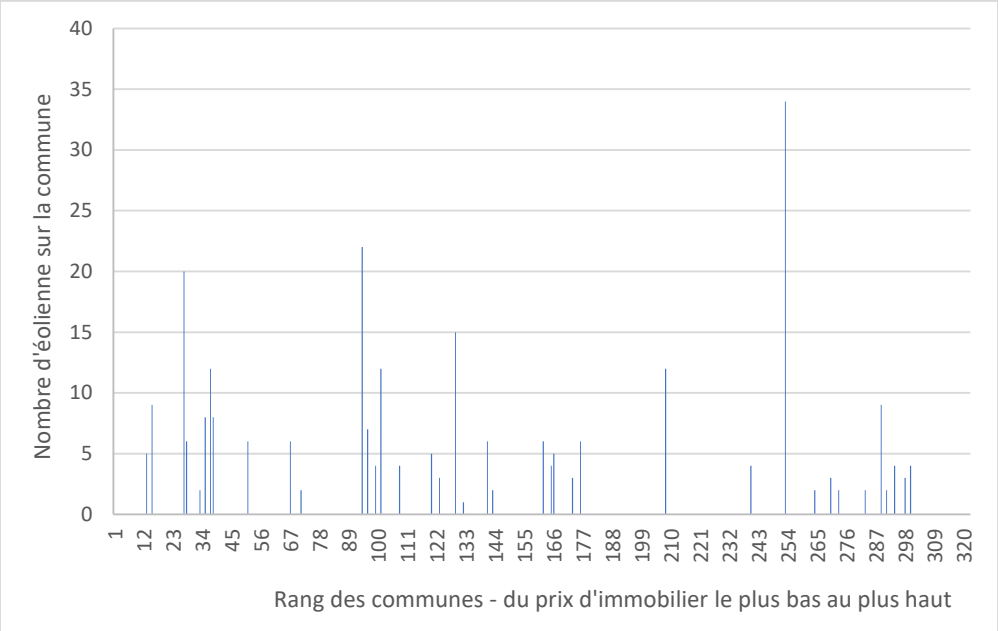
La carte ci-dessous, reconstituée à partir des données de prix de l'immobilier de 2025 fournies par le site internet « MeilleursBiens.com »[46] tend à démontrer qu'il n'y a pas de lien direct entre le prix de l'immobilier et la présence d'éoliennes sur le territoire communal. Pour cause, aucune des 13 communes au prix les plus faibles (vert foncé < 686€/m^2) ne disposent d'éoliennes. Plus encore, les communes de Neuvy-en-Dunois, Pré-St-Martin et Bonneval ont les prix d'immobilier les plus élevés du Bonnevalais alors que ce sont les seules pourvues d'éoliennes au sein de la communauté de commune.

[46] https://meilleursbiens.com/prix-immobilier-m2/departement/28



Spécifiquement sur le prix d'achat des maisons, le site internet « immovrai » fournit un tableau du prix de l'immobilier au m^2 pour toutes les communes d'Eure-et-Loir créé grâce à la base de données DVF (Demandes de Valeurs Foncières) de la DGFP (Direction Générale des Finances Publiques). Globalement, le prix moyen des maisons diminue depuis l'année 2022 qui a rencontré son pic de prix des dix dernières années.

En associant, pour chacune des 322 communes aux données exploitables, le nombre d'éoliennes implantées sur le territoire ainsi qu'un rang – le rang 1 étant décerné à la commune au prix le plus bas et le rang 322 à la commune au prix le plus haut – on peut tracer le diagramme suivant :



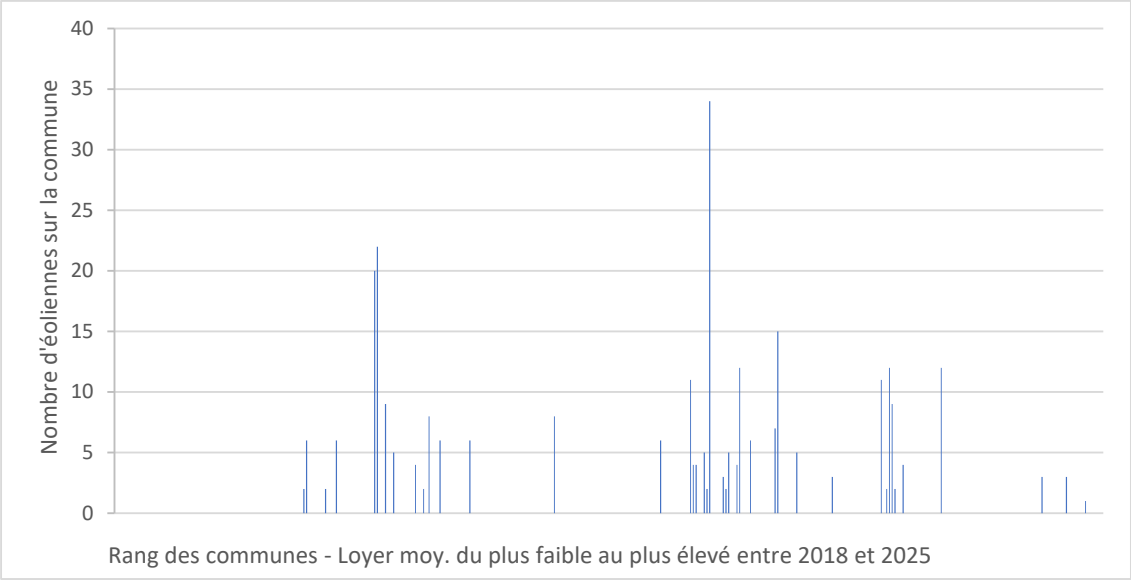
En ordonnée, l'ajout du nombre d'éolienne sur la commune permet d'affirmer que ni la présence d'éoliennes ni leur nombre ne semble impacter le prix de l'immobilier comparativement entre les communes d'Eure-et-Loir.

Impact sur la valeur locative :

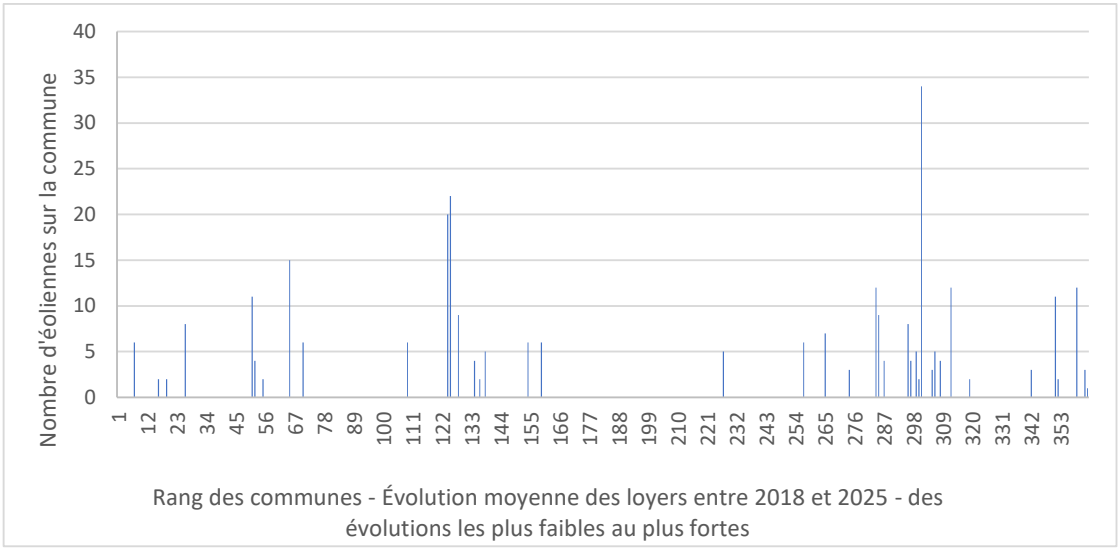
Concernant les loyers d'habitations dans le cas des baux locatifs, le Ministère de la Transition écologique met à disposition, sur le site internet data.gouv.fr[47], les « *Cartes des loyers – Indicateurs de loyers d'annonce par commune* ». Il est précisé que « *les indicateurs de loyers sont calculés grâce à l'utilisation des données d'annonces parues sur les plateformes de Leboncoin et du Groupe SeLoger* » sur des périodes de 4 à 6 ans précédant la date de publication des données.

Ainsi, les cartes publiées en 2018, 2022 et 2025 couvrent l'évolution des loyers sur les années 2015 à 2025. De nouveau, en attribuant un rang aux communes en fonction du prix des loyers, on peut voir la distribution des communes ayant des éoliennes ainsi que leur nombre.

[47] https://www.data.gouv.fr/pages/donnees_logement-urbanisme



De plus, en calculant l'évolution des loyers entre 2018 et 2025, qui est en moyenne de 20,2%, il est possible d'attribuer une nouvelle fois un rang aux communes (de l'évolution la plus faible à l'évolution la plus forte) tout en observant le nombre d'éoliennes sur les communes.



Pour ces deux analyses, la conclusion est la même. Il est impossible de faire de lien entre *la présence et le nombre d'éolienne sur les communes* et *l'évolution et la valeur absolue des loyers locatifs*.

Conclusion :

Les études statistiques présentées ci-dessus sont fastidieuses mais parfaitement reproductibles par l'ensemble du public, ce qui permet d'attester de la validité des résultats et des conclusions. Ainsi, que ce soit pour la mobilité résidentielle, pour la valeur immobilière ou pour la valeur locative, il est impossible de conclure dans le sens d'un impact positif ou négatif dû à la présence d'éoliennes sur à l'échelle des communes ; et ce, indépendamment du nombre d'éoliennes implantées.

***

4. Atteinte à la biodiversité

Le secteur concerné accueille diverses espèces d'oiseaux et de chauves-souris dont certaines sont protégées. Les éoliennes peuvent constituer un risque de collision et perturber les couloirs de déplacement de la faune locale.
Il apparaît indispensable que les impacts environnementaux soient évalués avec la plus grande rigueur et que le principe de précaution soit pleinement appliqué.

R26-4 : Le volet naturel de l'étude d'impact porte sur les taxons suivants : flore, habitats naturels, zones humides, oiseaux, mammifères terrestres, chiroptères, amphibiens, reptiles et insectes. Pour chacun d'eux, les niveaux d'enjeux et de sensibilité (au sol et dans l'espace aériens) sont définis sur la base de nombreux critères :

- Enjeux intrinsèques et vulnérabilité (degré de rareté et niveau de menace),
- Fonctionnalité des habitats (structure, agencement, diversité des peuplement, place dans les continuités écologiques, etc.),
- Observation lors des inventaires,
- Retours d'expérience et connaissances accumulées,
- Synthèses bibliographiques,
- Etc.

L'environnement naturel est alors analysé autour de la zone d'implantation potentielle sur les aires d'études immédiate (200 m), rapprochée (2 km) et éloignée (20 km) lors de 28 sorties d'inventaires et via l'écoute en hauteur de l'activité des chauves-souris sur un cycle naturel entier.

Les enjeux et sensibilité définies pendant cette phase d'étude de l'environnement ont permis de définir une implantation et des mesures adaptées afin d'éviter et réduire au plus possible les impacts du projet sur la biodiversité. À titre d'exemple, les éoliennes ont été disposées à plus de 200m de toute interface boisée et les aménagements ne touchent aucun habitat sensible ou a enjeux. Également, la dimension des éoliennes retenues offre une garde au sol supérieure à 40m et un bridage de protection des chauves-souris a été défini afin d'éviter plus de 90% de leur activité en hauteur dans l'année. Ce sont ces mesures d'évitement et de réduction qui permettent d'assurer la meilleure préservation possible de la biodiversité.

Les écologues concluent sur les impacts résiduels du projet en ce sens[48] :

*« **En ce qui concerne la flore et les habitats naturels**, la mise en place de mesures d'évitement et de réduction adaptées permet de limiter au maximum les impacts du projet. **Les impacts résiduels seront négligeables** sur ces deux thématiques.*

***En ce qui concerne la faune**, les mesures d'évitement et de réduction permettent de limiter **les impacts résiduels à un niveau faible à négligeable et non significatif,** en évitant ou en réduisant les perturbations et les risques de destruction en phase chantier et en réduisant majoritairement les risques de collision avec les éoliennes en phase exploitation.*
Par ailleurs, le projet est compatible avec la présence de zonages réglementaires et d'inventaire et n'a pas d'incidence sur ces sites, en raison des liens fonctionnels très faibles avec le projet éolien. Il n'impacte pas les corridors et réservoirs décrits dans le SRCE, que ce soit directement ou indirectement.

***D'une façon générale, les impacts résiduels sont négligeables à faibles et non significatifs pour les habitats et les espèces, et aucune mesure compensatoire n'est nécessaire.** »*

***

5. Absence d'acceptabilité locale

Un projet d'une telle ampleur ne peut être durable que s'il bénéficie d'une réelle adhésion de la population locale. De nombreux habitants expriment leurs inquiétudes et leur opposition face aux conséquences potentielles du projet.

R26-5 : La consultation du public permet à la population locale, entre autres, de s'exprimer sur le projet. Le registre dématérialisé est ouvert sur une période de 3 mois rythmée par deux réunions et deux permanences publiques, ce qui encourage une large participation. Un procès-verbal, un rapport et une conclusion motivée seront produits par la commissaire enquêtrice en charge de cette consultation du public. Les avis des habitants y seront retranscrits et seront ainsi pris en compte par la préfecture lors de la phase de décision qui suivra la clôture de l'enquête.

***

6. Saturation du territoire par les projets éoliens

Notre secteur subit déjà une forte concentration d'installations éoliennes. Plusieurs parcs sont

[48] 2026-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturel, p.114, https://www.preambules.fr/7112/documents

actuellement en exploitation à proximité de notre commune, et d'autres projets sont encore à l'étude ou en cours d'instruction.
Cette accumulation progressive d'éoliennes transforme profondément le paysage et conduit à une véritable saturation visuelle du territoire. L'impact d'un nouveau parc ne peut être évalué isolément ; il doit être apprécié en tenant compte des installations existantes et de celles susceptibles d'être réalisées à court ou moyen terme.

Les riverains ont le sentiment que chaque nouveau projet est présenté indépendamment des autres, sans prise en compte de l'effet cumulatif sur le cadre de vie, le patrimoine paysager, l'attractivité du territoire et la qualité de l'environnement.
À terme, cette multiplication des projets engendre une industrialisation du paysage rural incompatible avec l'identité de notre région et avec les attentes légitimes des habitants qui ont choisi d'y vivre pour son caractère préservé.

R26-6 : Chaque volet de l'étude d'impact dispose d'un chapitre dédié à l'analyse des effets cumulés. La densification de l'éolien est donc bien prise en compte dans l'étude d'impact, conformément à l'article R122-5 du Code de l'environnement.

Les analyses correspondantes figurent dans les différentes pièces du dossier[49] :

- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-PAYSAGE-PATRIMOINE, Deuxième partie §2 p.123–410 (Carnet de photomontage)
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-PAYSAGE-PATRIMOINE, Deuxième partie §2 p.420-466 (Étude d'encerclement théorique)
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-NATURALISTE, §13 p.125-130
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P6_VOLET-ACOUSTIQUE, §8, p.41-48
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P5_ETUDE-IMPACT-ENVIRONNEMENTAL §G.7 p.281-299
- 2025-12-02_LGV_DDAE-P8_ETUDE-DE-DANGER §7.5 p.34

Il est donc possible de conclure que l'analyse des effets cumulés a été réalisée conformément aux exigences de la loi et en cohérence avec l'alinéa I. de l'article R122-5 du Code de l'environnement qui prévoit que « *le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet* ».

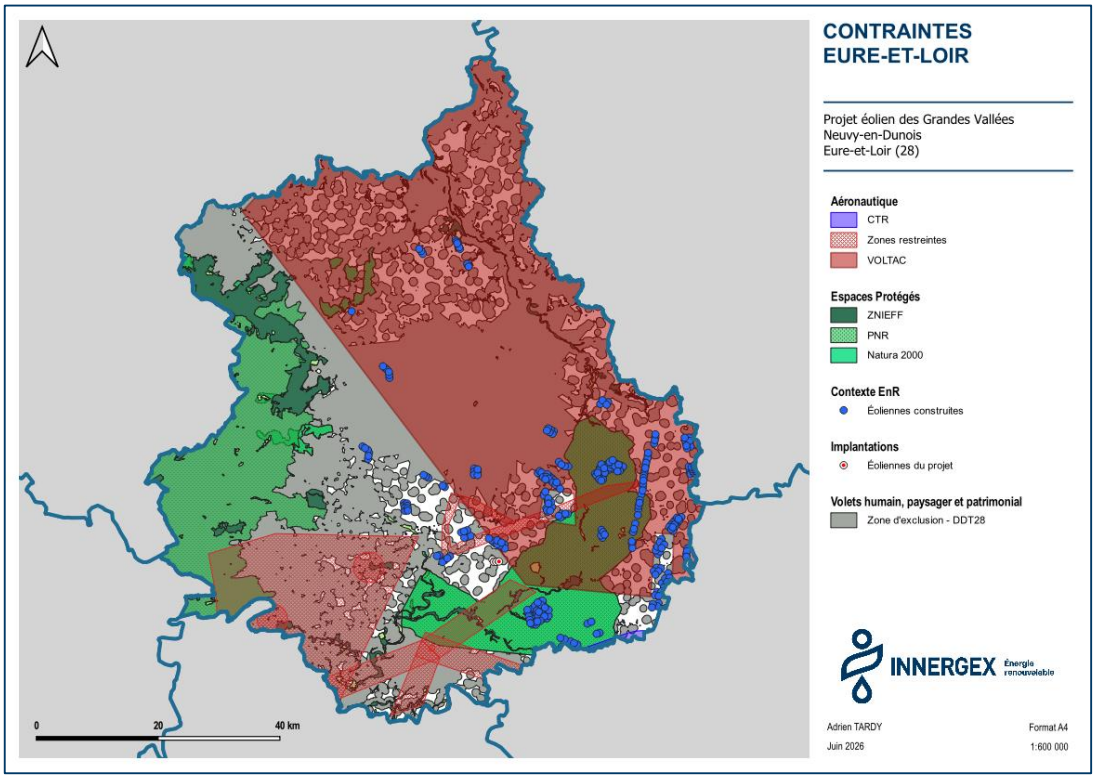
Enfin, l'avis de la MRAe[50] qui juge la qualité d'exécution du dossier de la demande d'autorisation environnementale conclu, à propos du contenu du dossier, de la manière suivante : « *Le projet de parc a fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation environnementale de bonne qualité, identifiant précisément les enjeux environnementaux* » ; ce qui tend à confirmer la bonne conformité du dossier.

[49] Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

[50] Avis MRAE, Documents de présentation, Registre dématérialisé : https://www.registre-dematerialise.fr/7112/

Enfin, concernant le sujet de la saturation, il parait important de préciser que le développement éolien dans le département d'Eure-et-Loir ne peut se dérober à la densification de l'éolien. En effet, les contraintes technique et environnementales ainsi que les politiques et stratégies départementales contiennent le développement éolien sur les territoires déjà équipés en éoliennes, augmentant logiquement le risque de saturation.

Pour cause, une simple analyse cartographique du territoire tenant compte des espaces naturels protégés, des contraintes aéronautiques principales et ses zones d'exclusion définies par la DDT28[51] démontre facilement cet état de fait.



Répondre aux objectifs nationaux de développement des EnR nécessite de poursuivre le développement en Eure-et-Loir qui peut ne s'envisager, en tenant compte des réglementations et politiques actuelles, que dans les secteurs déjà équipés en éoliennes, comme c'est le cas dans l'Est du Bonnevalais.

***

[51] DDT28, janvier 2024, États généraux des EnR, https://www.data.gouv.fr/datasets/zones-dexclusion-pour-linstallation-des-energies-renouvelables-en-eolien-en-eure-et-loir-028-au-01-01-2024

7. Refus du projet d'enfouissement de la ligne électrique

Je souhaite également exprimer mon opposition au projet d'enfouissement de la ligne électrique entre Neuvy en Dunois et Melleville.

Cette modification apparaît avant tout destinée à répondre aux contraintes d'exploitation de certaines parcelles agricoles, notamment en supprimant des poteaux qui peuvent gêner les manœuvres et le travail des engins agricoles. Si cette solution peut présenter un intérêt pour l'exploitant concerné, elle ne constitue pas un avantage réel pour l'ensemble des riverains et ne réduit en rien les nuisances générales générées par le projet éolien. De plus n'oublions pas que la ligne EDF vient d'être révisée et des poteaux ont été changé...

Par ailleurs, les compensations financières proposées ne me paraissent ni justes ni proportionnées aux servitudes et aux contraintes qui découleraient de ces aménagements. Il est regrettable que les bénéfices de cette opération semblent concentrés sur quelques intérêts particuliers, alors que les conséquences du projet seront supportées par l'ensemble des habitants du secteur.

Je considère donc que ce projet d'enfouissement ne répond pas aux préoccupations légitimes des riverains et ne saurait constituer un argument en faveur de l'acceptabilité du parc éolien.

R26-7 : La proposition de mesure d'accompagnement en faveur du paysage correspond à une aide financière proposée à la commune permettant d'envisager l'enfouissement de réseaux aériens sur la portion de route entre Melleville et Neuvy-en-Dunois.

Sur ce tronçon de la RD153.3, deux réseaux aériens sont disposés de part et d'autre de la route : une ligne HTA (sur la moitié Est du tronçon) et une ligne de fibre optique (sur l'ensemble du tronçon). Comme présenté dans la réponse du pétitionnaire à l'avis de la MRAe, les choix qui ont mené à proposer ce projet d'enfouissement sont multiples :
Premièrement, les réseaux visés pour la mesure se situent dans le périmètre immédiat de la plupart des lieux de vie pour lesquels le risque d'encerclement a été qualifié de modéré à très fort (Neuvy -en-Dunois, Melleville, Jonville, la ferme de Thonville, voire Vilsix). Ainsi, l'amélioration de ce cadre de vie a été stratégiquement choisie afin de bénéficier au plus grand nombre parmi les bourgs les plus à risques et les plus proches des éoliennes.

Ensuite, la mairie de Neuvy-en-Dunois avait d'ores-et-déjà envisagé la possibilité d'enfouir le réseau HTA en raison de nombreuses chutes de poteaux et de la dégradation avancée de certaines portions de câbles. Examiné en 2023 en concertation avec le département et ENEDIS, le projet avait finalement été abandonné vraisemblablement pour raisons financières.

Ainsi, cette mesure d'accompagnement constitue une opportunité intéressante pour la commune qui l'a rapidement retenue parmi toutes les autres proposées. Au-delà de ces motivations, cette mesure a été proposée dans une logique d'évolution positive du cadre de vie, premier seuil du grand paysage, dans l'environnement direct du projet. En effet, tout comme les éoliennes, les lignes électriques sont des motifs récurrents du panorama beaucéen dont l'intégration dans le paysage et l'impact sur ce derniers peuvent être sensiblement comparés. Réduire l'impact des lignes électriques s'approche donc d'une logique de requalification du cadre de vie, à l'orée du grand paysage.

Un photomontage comparatif présenté Partie 3 §1.4 p.478 -479 du volet paysager illustre l'amélioration du cadre de vie attendu suite à l'enfouissement de cette portion de réseau sur le territoire de Neuvy -en-Dunois.

Ce projet d'enfouissement n'a en aucun cas été pensé avec pour objectif de bénéficier à des intérêts privés. Le pétitionnaire nie absolument toute démarches en ce sens.

Enfin, une note complémentaire a été ajoutée au dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 26/06/2026. Cette note mise à disposition sur le registre dématérialisé le 02/07/2026 précise l'intérêt et les conditions de mise en œuvre de cette mesure d'aide financière pour l'enfouissement des réseaux. Elle présente également une mesure alternative en faveur de l'environnement humain qui pourra être proposée dans l'hypothèse où le projet d'enfouissement n'est pas réalisé suite à la construction du parc éolien. Cette mesure alternative consiste en la distribution de chèques énergie pour l'ensemble des foyers de Neuvy-en-Dunois. Le montant et la période de distribution restent à définir mais le montant global sera financièrement semblable à l'enveloppe des 150 000€ prévue pour la mesure d'accompagnement en faveur du paysage.

***

Conclusion

Au regard de l'ensemble de ces éléments, je demande que ce projet soit reconsidéré et que toutes les alternatives possibles soient étudiées afin de préserver la qualité de vie des habitants, le patrimoine paysager et l'environnement local.
Ne confondons pas transition écologique et transition économique !

Je vous remercie de prendre en considération mes observations et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Contribution n°27 & 28
29/06/2026 – Web

Provenance n°14

Contribution n°27 :
Objet : Risque de conflits d'intérêts liés aux intérêts fonciers de membres du conseil municipal et de leurs proches dans le cadre du projet de parc éolien de Neuvy en dunois

Je souhaite attirer l'attention du commissaire enquêteur sur la nécessité de vérifier l'absence de conflits d'intérêts concernant les élus de la commune, dans le cadre du projet de création d'un parc éolien composé de quatre éoliennes et d'un poste de livraison électrique. En effet, la réglementation et la jurisprudence rappellent qu'un maire, un adjoint ou un conseiller municipal qui détient un intérêt personnel, direct ou indirect, dans une opération soumise à l'appréciation de la commune peut se trouver en situation de conflit d'intérêts. Cette situation peut notamment concerner les propriétaires ou exploitants de terrains destinés à accueillir des éoliennes ou à bénéficier d'indemnités, loyers ou compensations financières liées au projet.

Cette notion d'intérêt ne se limite pas aux seuls élus concernés personnellement. Elle peut également viser les situations impliquant leur conjoint, leurs enfants, leurs parents ou d'autres proches lorsque ceux-ci sont susceptibles de tirer un avantage économique du projet. Des procédures judiciaires relatives à des projets éoliens ont déjà été engagées à l'encontre d'élus ayant participé à des délibérations alors que leurs terrains ou ceux de membres de leur famille étaient concernés par l'implantation d'éoliennes.

Par ailleurs, les réponses ministérielles et la jurisprudence indiquent qu'un élu intéressé ne doit pas participer aux débats ni aux votes relatifs au projet concerné. La simple participation aux discussions peut être susceptible d'être prise en compte dans l'appréciation d'une éventuelle prise illégale d'intérêts.

En conséquence, je demande que soient vérifiés et portés à la connaissance du public :

L'existence éventuelle de conventions foncières, promesses de bail, baux emphytéotiques, indemnisations ou autres engagements contractuels relatifs au projet, conclus avec des membres du conseil municipal ou avec leurs proches directs ou indirects.

L'identification des parcelles concernées par le projet et de leurs propriétaires ou exploitants, afin de déterminer si des élus ou des membres de leur famille présentent un intérêt direct ou indirect dans cette opération.

Les conditions dans lesquelles les délibérations municipales relatives au projet ont été

adoptées, notamment la liste des élus ayant participé aux débats et aux votes, ainsi que les éventuelles mesures de déport mises en œuvre pour prévenir tout conflit d'intérêts.

La transmission au commissaire enquêteur de toute déclaration d'intérêt ou élément permettant de garantir l'impartialité des décisions prises par la commune dans ce dossier.

Compte tenu des enjeux financiers potentiellement importants associés à l'implantation d'éoliennes sur des propriétés privées, il apparaît indispensable que la plus grande transparence soit assurée afin de garantir la régularité de la procédure, l'égalité de traitement des citoyens et la confiance du public dans les décisions prises par les collectivités concernées. Je demande que cette observation soit intégralement versée au dossier de la consultation publique et qu'il y soit apporté une réponse circonstanciée.

R27-1 : Les propriétaires des parcelles cadastrales concernées par le projet éolien de Grandes Vallées figurent dans la pièce n°3 du dossier de demande d'autorisation intitulée « Attestation de maitrise foncière ». Les conseillers intéressés directement ou indirectement par le projet sont donc connus et se doivent de sortir de la salle du conseil le temps du débat et du vote pour toutes délibérations relatives au projet.

Il semblerait que la séance du Conseil Municipal du 05 juin 2026 relative au parc éolien des Grandes Vallées se soit déroulée dans les règles puisque la délibération stipule que le conseiller intéressé et présent le jour de la séance s'est vu inviter « *à quitter la salle le temps de délibérer* ». Ici, le sens du mot « délibérer » indique l'acte de débattre puis de voter, ce qui prouve que ce dernier n'a pas participé aux discussions. De ce fait, la délibération prise sur le projet éolien des Grandes Vallées ne peut être visée comme illégale dans le sens de l'article L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales.

De plus, la délibération a passé le contrôle de légalité de la préfecture en date du 09/06/2026, ce qui tend à confirmer cet argument.

Si souhaité, le procès-verbal de la séance du 05 juin 2026 sera disponible, à la mairie, dans la semaine qui suivra le prochain conseil municipal durant lequel le PV sera arrêté et signé par le maire et le secrétaire, conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales. Ce document devrait pouvoir apporter la preuve de la sortie du conseiller intéressé le temps du débat et du vote, c'est-à-dire le temps de la délibération.

***

Contribution n°28 :

la contribution n° 22 repose sur l'idée que les énergies renouvelables sont bénéfiques pour l'environnement...

Elle ne discute pas les éventuels impacts du projet sur la biodiversité, les paysages, les espèces protégées ou les effets cumulés avec les installations déjà présentes sur la commune. Le projet ne peut pas être justifié uniquement par la continuité d'une politique communale favorable aux énergies renouvelables. Il doit être évalué au regard de l'ensemble des installations déjà présentes ou prévues sur le territoire, notamment le parc éolien existant, les centrales photovoltaïques futures, les raccordements électriques, les chemins d'accès et les infrastructures associées

Le risque n'est pas seulement de voir quelques éoliennes supplémentaires, mais de transformer durablement la perception du paysage rural par accumulation d'installations industrielles visibles à grande distance.

Même si les seuils réglementaires étaient respectés, l'étude doit apprécier l'effet cumulé réel sur les habitants : bruit, visibilité permanente des machines, balisage nocturne, ombres portées et pression visuelle globale.

Le caractère bas carbone du projet ne dispense pas d'une analyse rigoureuse de ses impacts locaux. La transition énergétique ne doit pas se faire au détriment de la biodiversité, des paysages et du cadre de vie.

Je m'oppose au projet de parc éolien car il s'ajoute à un territoire déjà fortement équipé en énergies renouvelables.

R28-1 : Cette phase de consultation a pour objectif de permettre au public d'émettre des avis ou de demander des compléments d'information sur le projet éolien des Grandes Vallées. Une consultation réussie et vertueuse passe, d'après la charte de la participation du public publiée en 2016 par le Ministère de la transition écologique[52], par « un état d'esprit constructif » impliquant « un esprit d'écoute, de bienveillance, de respect [et] de sincérité » notamment.

Chaque individu est libre d'apporter sa contribution sans craindre de critique en retour.

En guise de réponse toutefois, nous rappellerons les éléments suivants :

Le postulat selon lequel les énergies renouvelables sont favorables à l'environnement est parfaitement conforme à la majorité des documents cadres et rapports scientifiques traitant de la transition énergétique et de la crise climatique. Entre de très nombreux autres rapports,

[52] Ministère de la transition écologique, Mai 2017, Charte de la participation du public pour améliorer l'efficacité et la citoyenneté des décisions ayant un impact sur le cadre de vie

on peut citer la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie[53] (PPE), le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique[54] (PNACC), la Stratégie Nationale Bas-Carbone[55] (SNBC) ou encore le rapport Futurs Énergétiques de RTE[56]. À moins d'être en mesure d'apporter des preuves contredisant ces rapports, la question de l'intérêt environnemental des énergies renouvelables ne saurait être mis en doute.

Par ailleurs, l'étude d'impact environnementale dresse une analyse complète et rigoureuse de l'environnement local et des impacts du projet à son encontre, incluant de multiples analyses des effets cumulés tenant compte à la fois de parcs éoliens existants mais également des parcs éoliens autorisés, en instruction ou refusés mais actuellement en recours.

À ce titre, la conclusion du volet naturel[57] sur les impacts résiduels du projet est la suivante :

*« **En ce qui concerne la flore et les habitats naturels**, la mise en place de mesures d'évitement et de réduction adaptées permet de limiter au maximum les impacts du projet. **Les impacts résiduels seront négligeables** sur ces deux thématiques.*

***En ce qui concerne la faune**, les mesures d'évitement et de réduction permettent de limiter **les impacts résiduels à un niveau faible à négligeable et non significatif,** en évitant ou en réduisant les perturbations et les risques de destruction en phase chantier et en réduisant majoritairement les risques de collision avec les éoliennes en phase exploitation.*
Par ailleurs, le projet est compatible avec la présence de zonages réglementaires et d'inventaire et n'a pas d'incidence sur ces sites, en raison des liens fonctionnels très faibles avec le projet éolien. Il n'impacte pas les corridors et réservoirs décrits dans le SRCE, que ce soit directement ou indirectement.

***D'une façon générale, les impacts résiduels sont négligeables à faibles et non significatifs pour les habitats et les espèces, et aucune mesure compensatoire n'est nécessaire.** »*

Le volet paysager et patrimonial[58] quant à lui conclut en ces termes :

[53] Gouvernement Français, 2025, Programmation pluriannuelle de l'énergie (2026-2035), Stratégie française pour l'énergie et le climat, https://www.economie.gouv.fr/ppe-3-programmation-pluriannuelle-de-lenergie
[54] Gouvernement Français, mars 2025, Plan national d'adaptation au changement climatique, https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/adaptation-france-changement-climatique
[55] Gouvernement Français, juin 2026, Stratégie nationale bas-carbone n°3, https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/3e-strategie-nationale-bas-carbone-snbc-3
[56] RTE, octobre 2021, Futurs énergétiques 2050, https://www.rte-france.com/donnees-publications/etudes-prospectives/futurs-energetique-2050#Documents2021,

[57] 2026-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-naturel, p. 114, https://www.preambules.fr/7112/documents

[58] 2026-12-02_LGV_DDAE-P6_Volet-paysage-patrimoine, p. 482, https://www.preambules.fr/7112/documents

« *C'est selon le principe Éviter - Réduire - Accompagner que le projet est ici évalué en synthèse finale.*

ÉVITEMENT

- *Par son éloignement aux monuments historiques, le projet évite toute intervisibilité ou covisibilité dans des rapports d'échelle défavorables, et ce également depuis les monuments historiques sensibles les plus proches : le moulin de Sancheville et l'église de la Folie-Herbault ;*
- *Pour les mêmes raisons, le projet évite toute visibilité depuis le château de Châteaudun, et notamment depuis la terrasse de la tour de l'aile Longueville et son panorama sur la vallée du Loir, en accès-libre au public ;*
- *Toujours de par son éloignement, le projet évite tout effet de surplomb sur la Vallée du Loir ;*
- *Enfin, le projet n'engendre pas d'effets cumulés ou de brouillage de la lisibilité avec d'autres parcs et projets éoliens, notamment avec ceux de la Butte de Ménonville, du Canton de Bonneval et du projet accordé de Montguérin, tous au nord de Neuvy-en-Dunois, la commune d'accueil du projet.*

RÉDUCTION

- *Par le choix d'un site ouvert et par sa dimension raisonnée, le projet réduit son incidence sur ce paysage ouvert, où les rapports d'échelle sont toujours favorables ;*
- *De la même manière, le projet réduit sa visibilité depuis les axes routiers principaux, et par le choix d'un site placé plutôt à l'écart de ces dits axes ;* »

Il apparait donc que le parc éolien des Grandes Vallées soutient les objectifs nationaux et internationaux en matière de développement durable tout en respectant les stratégies de développement du département vis-à-vis de son paysage et, par-dessus tout, en assurant un impact sur l'environnement local (biodiversité, patrimoine, santé, acoustique, agriculture, valeur immobilière, etc.) qualifié de faible à négligeable.

***

Cette contribution nº 22 m'interroge:

La signature "[titre au sein du Conseil Municipal]" dans une contribution web favorable au projet pose un problème de neutralité et de lisibilité démocratique. Une enquête publique doit permettre l'expression libre des citoyens. Or, l'usage du [titre] donne à cette contribution un poids institutionnel particulier et peut être perçu comme une pression politique ou une prise de position officielle de la commune.

Je demande donc que cette contribution soit clairement distinguée d'une délibération

municipale et que le commissaire enquêteur vérifie si le conseil municipal a effectivement adopté une position formelle sur ce projet.

R28-2 : La contribution n°22 signée par [titre] a été publiée après l'avis officiel du conseil municipal qui s'est prononcé, le 05 juin 2026, unanimement favorable au projet éolien des Grandes Vallées. Seule la délibération du conseil municipal est considérée comme portant la voie politique de la commune. La contribution n°22 est, quant à elle, traitée et considérée avec le même poids que les autres contributions du public.

***

Contribution n°29

11/07/2026 – Web

Provenance n°15

En Beauce nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons du Vent ! Ce serai dommage de ne pas exploiter cette énergie gratuite.

L'avenir va plutôt vers l'électrification aussi bien pour le transport que pour le chauffage et surement maintenant pour la climatisation. De plus si les éoliennes peuvent apporter un peu de richesse pour cette région aussi bien pour les habitants de la commune que pour la com com du Bonnevalais.

Contribution n°30
13/07/2026 – Web

Provenance n°16

Madame la Commissaire enquêtrice,

Les événements climatiques de ce dernier mois en Eure-et-Loir, marqués par des canicules successives sévères et des départs de feux dans nos champs, doivent nous imposer un sursaut de lucidité.

Face à ces réalités concrètes, je constate que ce projet de parc éolien apporte une mauvaise réponse à une question mal posée.

Augmenter de manière effrénée la production d'électricité n'apportera aucune solution au réchauffement climatique que nous subissons de plein fouet sur notre territoire. Électrifier pour climatiser n'a aucun sens si l'on se contente de cela. La multiplication des climatisations, la fuite en avant vers le tout-électrique et la surconsommation technologique ne constituent en rien une transition écologique. L'argent généré par la production industrielle d'énergie, capté par des entreprises privées voire étrangères, ne nous aidera pas à résoudre les crises climatiques à l'échelle de nos vies.

Aujourd'hui, l'urgence vitale n'est pas de savoir si nous aurons plus de mégawatts sur le réseau, mais de savoir comment nous protéger des chaleurs extrêmes :

Comment adapter nos écoles, qui ne sont aujourd'hui conçues ni pour les grosses canicules ni pour les grands froids ?

Comment isoler nos maisons individuelles pour qu'elles consomment moins, plutôt que de les inciter à consommer plus sous prétexte qu'on produit davantage ? Faire de l'énergie électrique une source unique et positive aura un effet négatif sur nos vies nous n'aurons plus le choix que d'utiliser cette source sans alternative. Le prix de l'électricité est déjà très haut et cela ne s'arrangera pas avec le temps. Mais si l'on a que ça nous n'aurons plus le choix pour se déplacer, se chauffer etc...

Comment préserver et développer un environnement suffisamment boisé et riche en biodiversité pour éviter que notre région ne se transforme en un désert soumis aux vents et aux fortes chaleurs ?

R30-1 : Le parc éolien des Grandes Vallées ne prétend pas être l'unique solution aux crises climatiques. Il répond toutefois à une logique de planification nationale et internationale ayant pour objectif d'en limiter les effets.

Nombreux sont les rapports qui constatent les raisons de la crise climatique, définissent les risques associés et proposent des solutions pour en limiter les impacts. Parmi les causes, on peut citer entre autres les émissions de gaz à effets de serre (GES) et la destruction de la biodiversité. En guise de solution, la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC)[59] identifie les politiques et les aménagements futurs à prévoir afin d'atteindre, en 2050, un équilibre entre les émissions de GES rejetées en France et la capacité d'absorption par la biodiversité ; c'est la neutralité carbone.

À l'échelle de la France, les émissions de GES s'élèvent, en 2023, à 376 MtCO2eq. Ces émissions proviennent principalement du secteur du transport puis, dans une moindre mesure, des secteurs agricole, industriel et du bâtiment. En 2050, les objectifs d'émission sont de 63 MtCO2eq ce qui s'accompagne par une réduction de la consommation énergétique globale. En effet, la cible de consommation d'énergie finale pour 2050 s'élève à 875 TWh, soit 42% de moins qu'en 2023.

Pour atteindre la neutralité carbone, la transition énergétique repose sur quatre piliers centraux :

- La sobriété énergétique, ou réduire la consommation (-42%) ;
- L'efficacité énergétique, ou réduire les pertes énergétiques ;
- L'électrification des procédés, ou opter pour des procédés utilisant des sources primaires d'énergie moins polluantes ;
- L'absorption des émissions, ou reforester le territoire national notamment.

Chacun de ses quatre piliers est nécessaire et doit être exploité afin de soutenir les fondations d'un futur durable. De nombreux acteurs apportent leur pierre à l'édifice comme c'est le cas de la filière éolienne qui soutient l'électrification des procédés sans pour autant s'opposer la réduction de notre consommation d'énergie et la reforestation du territoire national.

L'intérêt de l'éolien dans la transition énergétique étant expliqué, il convient de définir des objectifs chiffrés.

Le rapport *futurs énergétiques 2050* publié en 2021 par RTE[60] présente les grands enjeux de la transition énergétiques en France et soumet six scénarios de mix électriques techniquement réalisables et permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Explorant des options de

[59] Gouvernement Français, juin 2026, Stratégie nationale bas-carbone n°3, https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/3e-strategie-nationale-bas-carbone-snbc-3

[60] RTE, octobre 2021, Futurs énergétiques 2050

mix allant du plus « EnR » au plus « nucléaire », le rapport RTE définit un intervalle de puissance éolienne qui doit être installée d'ici 2050 afin d'y parvenir.

Les résultats prouvent la nécessité de développer de nouveaux projets éoliens puisque pour soutenir la transition énergétique, il faut atteindre, en 2050, une capacité éolienne allant de 46 à 74 GW, ce qui est 2 à 3 fois plus que la puissance éolienne recensée en 2023 sur le territoire.

Ainsi, **l'éolien et la poursuite de son développement** sont nécessaires pour encourager l'électrification des procédés, réussir la transition énergétique, atteindre la neutralité carbone et ainsi limiter la crise climatique et toutes ses conséquences sur l'humain et la biodiversité. L'énergie éolienne est donc un des maillons essentiels à l'adaptation de notre société.

Il nous parait important d'insister sur la compatibilité entre le développement de l'électricité renouvelables et le choix de la modération. En effet, la fabrication, l'exploitation et le recyclage des éoliennes sont peu gourmands en énergie, en matériaux ou en surface. Pour cause, les bilans énergétiques et carbones prouvent que l'éolien figure parmi les énergies les moins impactantes. De plus, il n'existe aucune opposition entre le développement des éoliennes, la réduction de la consommation énergétique et la reforestation de la France, comme le prouve les quatre piliers de la transition énergétique. À l'inverse, ces trois axes participent simultanément et indissociablement au développement durable.

La récent Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-3) publié par le Gouvernement en mars 2025 permet de mesurer l'étendue des forces et moyens à mettre en œuvre dans les décennies à venir. Ce document cadre devrait répondre à une partie de vos questions au sujet de l'adaptation à la situation actuelle et démontrer par la même occasion qu'il est nécessaire de jouer simultanément sur tous les leviers à notre disposition pour développer un futur plus durable. L'éolien est l'un de ces leviers.

***

Alors que les canicules assèchent nos terres, implanter des centaines de tonnes de béton dans le sol pour chaque éolienne détruit la capacité de rétention d'eau de nos terrains agricoles. De plus, installer des machines industrielles contenant des milliers de litres d'huile et des composants électriques au milieu de plaines céréalières soumises à des sécheresses extrêmes aggrave le risque d'incendies de grande ampleur, menaçant directement nos villages.

Au-delà de la surface, c'est notre sous-sol qui est menacé. En Beauce, notre nappe phréatique est un trésor vital pour l'eau potable et l'irrigation de nos cultures. Creuser des fondations massives et profondes pour ces géantes de fer fait courir un risque majeur de pollution chimique des eaux souterraines lors des chantiers, et crée des « barrières » de béton qui perturbent l'écoulement naturel des nappes. Pire encore, l'essentiel de ces blocs de béton armé restera à jamais enfoui dans notre sous-sol, se dégradant au fil des siècles dans l'eau que

nous consommons. Comment peut-on prétendre protéger l'environnement en hypothéquant l'avenir de notre ressource en eau ?

R30-2 : Comme le précise l'étude d'impact environnemental (§1.3, p.196), il existe un risque d'impact fort sur l'hydrogéologie pendant la phase de travaux en cas de pollution accidentelle. Afin de prévenir tout risque, un cahier des charges environnemental sera mis en place, ce qui assurera le respect des normes et la bonne réalisation du chantier. De plus, une seconde mesure prévoit des moyens de récupération ou d'absorption en cas de fuite accidentelle (§3.1 p.264) :

« *Pendant toute la phase chantier, des kits antipollution seront mis à disposition des ouvriers et seront installés à proximité des lieux de stockage de produits polluants, des stations permettant l'approvisionnement en carburant des engins et des aires de lavage des engins de chantier. Les produits polluants seront stockés dans des bungalows ou conteneurs de chantier prévu à cet effet ; ils seront composés d'un sol imperméable, seront protégés de la pluie et dotés d'un système de verrouillage et de dispositifs étanches pour éviter l'écoulement de produits vers l'extérieur (ex. cuves). De même, cette aire de stockage sera placée en dehors des zones connues de montée des eaux (inondations, ruissellement important, coulées de boue, etc.) et éloignée d'une distance minimale de 30 mètres de toute zone humide, milieu aquatique et réseau d'assainissement.*

Concernant les engins de chantier, ils devront être stockés sur des aires définies à cet effet en respectant les mêmes préconisations que pour l'aire de stockage des produits polluants. Le lavage des engins se fera sur une aire de lavage qui permet la collecte des eaux et la séparation des boues et des hydrocarbures de l'eau, ces derniers pourront ensuite être traités dans un centre agréé. Des conteneurs dédiés seront également déposés sur site afin de permettre un tri efficace et un traitement spécialisé pour chaque déchet. L'utilisation de la « rubalise » qui est source de déchets dans les milieux après un chantier sera limitée. Présentant une faible durée de vie, elle se disperse aussi avec le vent. Elle peut tout aussi bien être remplacée par une corde avec des nœuds de « rubalise » (pour la visibilité). »

Grâce à la mise en place de ces deux mesures, l'impact sur l'hydrogéologie est qualifié de très faible ne nécessitant pas l'ajout de mesure de compensation (§6.1, p.276).

Enfin, comme le précise l'état initial de cette même étude d'impact, la profondeur de la nappe locale est très inférieure aux massifs des éoliennes (§1.3.2.3, p.64). Les nombreux forages tout autour du projet se situent en 25 et 50 m sous le sol, tandis que la fouille réalisée pour le coulage de la fondation des éoliennes ne dépasse généralement pas 3m de profond. En outre, le secteur n'est pas soumis un à risque de remontée de nappe (§1.6.3.2, p.72).

De plus, comme le prévoit l'arrêté du 11 juillet 2023 « *les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R.515-106 du Code de l'environnement comprenne [...] l'excavation*

de la totalité des fondations jusqu'à la base de la semelle ». À la fin de vie du parc, les blocs seront donc retirés du sol.

Ainsi, le parc éolien n'aura aucune incidence sur l'écoulement des nappes, sur sa pollution par la dégradation du béton et sur la ressource en eau en général.

***

Ce dont nous avons besoin pour rafraîchir l'Eure-et-Loir, ce ne sont pas des éoliennes industrielles, mais de la végétation, des zones arborées et des forêts. L'argent public et les investissements colossaux de ce projet seraient infiniment plus utiles s'ils étaient injectés directement dans l'isolation de nos habitations, la rénovation thermique de nos écoles inadaptées et la plantation massive d'arbres. Ce sont les arbres et les sols vivants qui régulent le climat local et apportent de la fraîcheur, pas le béton et l'acier.

Lorsque les mauvaises questions sont posées, les mauvaises réponses sont données. Les véritables solutions aux enjeux de notre siècle ne se trouvent pas dans la production industrielle à outrance, mais dans la raison, la modération et le bon sens environnemental. Je vous remercie de verser cette réflexion au dossier de l'enquête.

Cordialement,

Contribution n°31
13/07/2026 – Web

Provenance n°17

A l'intention de la Commissaire Enquêtrice.

Je souhaite apporter mon soutien au projet de parc Eolien sur la commune de Neuvy en Dunois. En effet, les énergies renouvelables sont une solution pour répondre à la crise énergétique et climatique que nous connaissons aujourd'hui, et doivent donc être développées pour réduire notre dépendance aux énergies fossiles.

L'argument de la "dégradation visuelle", peut-elle remettre en cause le projet et avoir plus d'impact que le service rendu par les éoliennes ?

En effet, certains peuvent considérer que ce n'est visuellement pas agréable de voir ces éoliennes dans notre paysage beauceron. Cependant, nous inquiètons-nous de la manière dont l'énergie que nous consommons est produite ailleurs ? Prenons pour exemple le projet EACOP de Total : une Pipeline pour l'extraction de Pétrole. Ce projet impliquait la dégradation totale de l'environnement d'une population. Et nous n'évoquons ici qu'un cas parmi des milliers d'autres. Ainsi, pouvoir produire de l'énergie renouvelable en ayant comme contrainte une "dégradation" visuelle comme on peut l'entendre, n'est pas comparable, et est une contrainte 'mineure'. Au contraire, nous pouvons voir cela comme une chance : être en capacité de créer de l'énergie grâce au vent de notre plaine, sans foncièrement chambouler nos modes de vies.

Je me permets de partager également un article sur les énergies renouvelables, très intéressant : https://bonpote.com/les-10-fausses-informations-les-plus-frequentes-sur-les-energies-renouvelables/.

De plus, la commune de Neuvy-En-Dunois n'est pas en reste quant à la protection de la biodiversité. En effet, la commune a planté plusieurs arbres et nous avons une surface en Agriculture Biologique, diminuant la pression phyto sur cette zone. Il faut donc au contraire soutenir les communes qui sont déjà sensibilisées à la crise environnementale et qui agissent véritablement, plutôt que de les empêcher de réaliser leurs projets.

Enfin, je souhaiterai terminé ce texte en rappelant une chose : face à la crise environnementale que nous vivons, il est et sera de plus en plus difficile de rester cantonner à son mode de vie à soi, à ne pas accepter de changement, même mineur, sur notre manière de vivre, nos habitations, nos habitudes. L'effort doit être collectif. Si aujourd'hui nous n'acceptons pas ces changements même mineurs (je parle ici de l'argument de l'atteinte au mode de vie qui a pu être convoqué), l'avenir ne sera que plus terrible et nous n'aurons même plus le choix pour

accepter des changements encore plus radicaux, ils nous seront imposés, et il ne s'agira plus de quelques éoliennes en plus sur le paysage.

Je vous remercie pour votre lecture.

Contribution n°32

13/07/2026 – Web

Provenance n°18

Un projet positif pour les enjeux énergétiques et écologiques, et qui soutiendra l'économie local.

Contribution n°33
13/07/2026 – Web

Provenance n°19

Je souhaite verser au dossier une réflexion concernant la sincérité et la bonne foi de certains soutiens apportés à ce projet éolien sur notre territoire.

Il est particulièrement saisissant, pour ne pas dire ironique, de voir aujourd'hui certains acteurs se positionner en fervents défenseurs de l'éolien et de la « transition écologique », alors qu'ils ont activement soutenu ou participé, pendant des décennies en Eure-et-Loir, à un modèle d'agriculture intensive ayant épuisé nos sols, détruit la biodiversité locale et saturé notre environnement de produits phytosanitaires.

Comment peut-on accorder une quelconque crédibilité environnementale à ceux qui ont affaibli la terre hier par la chimie, et qui acceptent aujourd'hui de la figer sous des milliers de tonnes de béton industriel, toujours sous couvert de modernité et de progrès ?

La véritable transition écologique ne peut pas être un simple vernis moral que l'on applique au gré des opportunités financières. On ne peut pas avoir ignoré la protection de la nature lorsqu'il s'agissait de rentabilité agricole, et s'en réclamer aujourd'hui lorsqu'il s'agit de rentabilité énergétique. Ce double discours nuit à la sincérité du débat public.

L'écologie ne consiste pas à remplacer une exploitation intensive par une autre. Elle commence par le respect du sol, du vivant et de la cohérence des actes. Utiliser l'argument du sauvetage de la planète pour masquer des intérêts purement privés et une opportunité d'enrichissement est un procédé de mauvaise foi que les habitants de ce territoire ne peuvent ignorer.